



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION 3

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE N° 12496 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MERCREDI 3 AVRIL 1985

Les Etats-Unis face à la crise soudanaise

S'il fallait se fier aux apparences, le président Nemeiry devrait s'estimer comblé par l'accueil officiel qu'il a droit à Washington. Qualifié d'« allié important » des Etats-Unis, converti d'élites pour les « mesures positives » qu'il a prises récemment, le chef de l'Etat soudanais a été reçu chaleureusement lundi par le président Reagan. Il s'entretenait, dans les prochains jours, avec MM. Shultz et Weinberger, respectivement ministres des affaires étrangères et de la défense.

Le maréchal ne s'en cache pas : il s'est rendu aux Etats-Unis essentiellement pour solliciter l'aide économique substantielle nécessaire pour sauver son régime de la banqueroute. Ce qu'il obtiendra par rapport à ce qu'il espérait est décevant. Sur les quelques 180 millions de dollars bloqués par l'administration américaine en décembre dernier en raison de ce que le « Washington Post » appelle « la situation économique et politique insatisfaisante » au Soudan, 67 millions seulement seront versés au gouvernement de Khartoum. Autre « cadeau » du président Reagan : 250 000 tonnes supplémentaires de céréales, seront livrées, portant à 975 000 tonnes l'aide alimentaire fournie par les Etats-Unis. On mesure mieux la modicité de cette aide en prenant connaissance des besoins du Soudan. La FAO (Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture) jugeant que le pays est « au bord de la catastrophe », estime qu'il faudrait un million de tonnes de céréales, au-delà de la totalité des livraisons effectuées par les donateurs. L'ensemble des donateurs, pour évaluer provisionnellement le Soudan. Celle-ci affecte déjà plus de sept millions de personnes et risque de s'étendre à la moitié de la population (vingt-deux millions) avant l'été prochain. On estime, dans les milieux spécialisés de l'ONU, que la situation actuelle au Soudan est plus critique que celle qui prévalait en Ethiopie l'année dernière, avant l'arrivée massive de l'aide internationale.

Le Soudan, en effet, doit trouver les moyens de nourrir non seulement sa propre population saturée par la sécheresse, mais aussi les centaines de milliers de réfugiés qui ont fui la famine dans les pays limitrophes. L'état désemparé de l'économie aggrave le problème qu'affronte le maréchal Nemeiry. L'agriculture est en plein déclin ; les infrastructures, techniques, sont dans un état de délabrement avancé ; l'industrie, embryonnaire, est à moitié paralysée. En effet, la rareté de devises a provoqué de véritables pénuries au carburant et en pièces de rechange. Les fournisseurs étrangers refusent de faire crédit à un pays qui a accumulé, en quelques années, une dette extérieure de 9 milliards de dollars et qui n'a même pas les moyens d'en régler les intérêts. Or la totalité de l'aide américaine prévue pour le présent exercice - 266 millions de dollars, dont 46,5 millions destinés à l'aide - ne suffirait pas à régler le service de la dette.

Le Soudan est, pourtant, le plus gros bénéficiaire en Afrique - l'Egypte exceptée - de l'aide américaine. Mais, comme le faisait remarquer un porte-parole de Washington, les Etats-Unis « ne sont pas en mesure de régler les problèmes du Soudan simplement en dissipant des fonds ». On ajoutait lundi, de source officielle, qu'il revenait au maréchal Nemeiry de prendre des mesures supplémentaires pour assainir la situation économique et politique.

D'expérience, le gouvernement américain ne s'inquiète pas outre mesure de l'agitation qui se développe au Soudan et qui risque - selon certains observateurs - de déstabiliser dangereusement le régime de maréchal Nemeiry.

(Lire nos informations page 6.)

Le débat sur la proportionnelle

LIRE PAGES 2 ET 8

SATISFACTION A WASHINGTON

M. Gorbatchev accepte l'idée d'un sommet avec M. Reagan

De notre correspondant

Washington. - M. Reagan a réagi, dans une interview publiée mardi 2 avril par le « Washington Post », que M. Gorbatchev avait répondu à son invitation pour une réunion au sommet et qu'il y avait « bon espoir » que celle-ci ait lieu.

Le président américain s'est refusé à fournir tout autre détail, mais on indique dans son entourage, selon le quotidien libéral, que la réponse du secrétaire général du PC soviétique est parvenue « la semaine dernière » à la Maison Blanche et qu'elle est favorable à « l'idée d'un sommet » sans comporter pour autant de précision de date et de lieu.

M. Reagan avait formulé son invitation dans une lettre remise à M. Gorbatchev par le vice-président Bush, le 13 mars dernier, lors des obsèques de Constantin Tchernomou, Moscou s'était jusqu'à présent abstenue de toute réaction - même d'un simple accusé de réception - tandis que les dirigeants américains, pour leur part, ne manquaient aucune occasion d'affirmer leur volonté de dialoguer avec le nouveau dirigeant soviétique.

Fondée sur le désir de ne pas laisser à M. Gorbatchev la possibilité de marquer des points auprès des opinions publiques occidentales et des gouvernements européens, cette attitude des Etats-Unis avait été particulièrement notable le semaine dernière après la chute, le 24 mars, en RDA, d'un officier américain par des soldats soviétiques. Tout en

repoussant les accusations d'espionnage lancées par Moscou contre cet officier, les dirigeants américains avaient pris ostensiblement soin de marquer qu'il ne s'agissait là à leurs yeux que d'un accident de parcours.

Le jour même où le commandant Nicholson était inhumé à Arlington, M. Shultz avait reçu, samedi 30 mars, l'ambassadeur soviétique à Washington pour décider de contacts entre les commandements militaires des deux pays en Europe afin d'éviter « la répétition d'un tel épisode ». M. Shultz s'était déclaré « très satisfait » de cet arrangement, et M. Dobrynine avait fait savoir que son entretien avec le secrétaire d'Etat avait porté sur « l'ensemble des relations soviéto-américaines ».

BERNARD GUETTA.

LE RENDEZ-VOUS TCHADIEN MANQUÉ ?

Le Mali s'est efforcé de réconcilier MM. Habré et Goukouni Oueddei

Contrairement à des informations de source française de rang élevé (nos premières éditions de ce jour), la rencontre entre le président Hissène Habré et son adversaire M. Goukouni Oueddei, président du Gunt, qui devait se tenir à Bamako (Mali), n'aurait finalement pas eu lieu.

Les deux hommes ont quitté ce mardi après-midi la ville sans avoir eu - semble-t-il - l'entretien que leur présence simultanée et des négociations très avancées mais menées séparément avec leur hôte, le président Moussa Traoré, avaient fait annoncer.

« S'il a été question avec les autorités maliennes de la réconciliation au Tchad, a précisé à ce propos le ministre de la défense du Gunt, il n'y a pas eu de rencontre entre notre président et Hissène Habré. » Les

deux hommes semblaient avoir envisagé très sérieusement un tête-à-tête, mais avaient exigé que leur acquiescement fût entouré d'un secret absolu.

On ignorait encore ce mardi en fin d'après-midi pourquoi et comment aurait tourné court une tentative aussi nettement engagée. Il semblerait, selon une source française, que les deux hommes aient été vus pénétrant simultanément dans le palais présidentiel et qu'en toute dernière minute l'un d'eux ait refusé l'entretien pour des raisons que l'on ignore.

La tentative de rapprochement était due à l'initiative du Mali et avait été précédée d'une intense activité diplomatique. Les deux hommes ne se sont en effet jamais rencontrés depuis la « bataille de N'Djamena en août 1980 ».

LES ATTENTATS AU PAYS BASQUE

«Leurs querelles nous fatiguent»

De notre envoyé spécial

Bayonne. - Le Pays basque en reste sans voix. Trois attentats en moins d'une semaine. Trois attentats parmi les plus meurtriers signés par le GAL (Groupe antiterroriste de libération) et le voilà anesthésié, désemparé par les dérapages des règlements de comptes pyrénéens.

Un signe sans doute : aucune trace de ces réactions à l'impromptu, un peu courtes, sensibles l'été dernier lors de la dernière vague de représailles des Justiciers noirs contre les Basques espagnols installés dans les Pyrénées-Atlantiques. L'ETA ? Le GAL ? Qu'ils aillent s'étriper ailleurs ! Ce simplisme même n'est plus mis en avant.

Aucune voix ne s'est encore élevée à droite pour condamner l'impunité du gouvernement à maintenir l'ordre de ce côté-ci de la Bidassoa. L'actualité pour l'opposition régionale offrait pourtant ces derniers jours une occasion qu'on aurait saisi en d'autres circonstances, avec le mort vendredi 29 mars de Benoît Pecastaing. De ce jeune Français de vingt-six ans, fils du directeur de l'Office des HLM, on était sûr au moins qu'il n'avait rien à voir avec le « problème basque », qu'il n'appartenait à aucun des deux camps occupés à se livrer une guerre d'us et abus. Et que son seul tort avait été de consommer innocemment au Café des Pyrénées de Bayonne, en compagnie d'amis, lorsque le tireur fou avait vidé, au jugé, un chargeur de 11.43 dans la salle. C'était un peu court comme culpabilité et on aurait pu s'attendre de la part des élus basques ou des notables bayonnais à une brasse d'indignation.

Rien pourtant qu'un silence embarrassé. Rien ou presque, si ce n'est le sermon dimanche à l'évêché de Bayonne, Mgr Vincent et un bref communiqué de M. Henri Grenet, maire (UDF) de la ville, rien qui puisse ressembler à l'émotion ressentie par la région après la mort, le 1^{er} mars 1984 à Hendaye d'une autre « victime innocente », le Français Jean-Pierre Leiba, qu'un exécutif sommaire du GAL avait confondu avec un otage. Une colère non feinte cette semaine-là avait secoué le Pays basque. Hendaye pour les obsèques était devenue ville morte et les voix avaient été nombreuses à s'élever que des étrangers puissent aussi impunément faire leur justice particulière sur le territoire national.

Alors pourquoi une telle différence d'attitude entre Jean-Pierre Leiba et Benoît Pecastaing ? Le second, il faut le dire, a été abattu le week-end des Farnoux, celui qui marque traditionnellement l'ouverture sur la côte basque de la saison touristique.

PHILIPPE BOGGIO.

(Lire la suite page 11.)

Point de vue

Pour une réforme de l'instruction judiciaire

par YVES LEMOINE (*) et DANIEL SOULEZ-LARIVIERE (**)

De récentes affaires judiciaires mettent le système de l'instruction en litige. Les développements techniques et juridiques de l'affaire Villain, les incertitudes sur des décisions de médiation de Poitiers, semblent avoir sur l'opinion un effet cumulatif. La machine judiciaire est grippée, le divorce latent entre un système inquisitorial et une société plus libre et plus constamment sollicitée par l'information semble irrémédiable.

D'où vient la rupture ? « Je n'ai pas envie d'être à votre place, monsieur le juge Lambert, mais je vais cependant essayer de m'y mettre », écrit le chroniqueur Jean-Michel Caradec'h dans le dernier numéro de Paris-Match, dont la couverture présente la photographie de la mère du petit Grégory assassiné le 16 octobre 1984.

La presse effectivement a presque pris la place du jeune juge Lambert, trente-deux ans, qui exerce à Epinal ses premières fonctions. Plus de cent trente journalistes campent dans la ville pour instruire cette affaire judiciaire en parallèle avec l'enquête officielle. La mort de Bernard Laroche par Jean-Marie Villain signe l'explosion du système judi-

ciaire actuel dans le traitement de l'instruction des affaires criminelles.

« Bernard Laroche a quitté la scène », écrit un journaliste de France-Soir. Mot symptomatique. Cet homme a perdu la vie, il a quitté la scène judiciaire, mais aussi la scène théâtrale des médias.

En l'absence de lois interdisant l'information judiciaire, la presse a fait son travail. Certes, l'évocation des photographies de morceaux de chair humaine dépecée par un Japonais cannibale et publiée dans un journal a relancé le débat sur la déontologie dans les médias. Leur liberté triomphante est un peu ternie par cet événement passé. L'examen de conscience aujourd'hui est encore plus sévère. Les personnes participant au drame d'Epinal ont-elles été seulement observées ou « agies » par les journalistes, devenus davantage les éclairagistes de la tragédie réelle.

Il ne faut cependant pas se tromper de débat. Le vrai problème aujourd'hui n'est pas la presse, mais l'instruction judiciaire. Les médias apportent un équilibre à la machine inquisitoriale. Ils participent aussi bien de l'accusation que de la défense. Si tel n'était pas le cas, des textes existent déjà en nombre suffisant pour corriger ses écarts. S'ils ne sont pas appliqués, c'est bien parce que personne n'y trouve un intérêt, d'un côté comme de l'autre. Les sanctions sont faibles lorsque les tribunaux sont saisis, parce que l'appareil judiciaire s'accommode de la situation. Ce que la presse met particulièrement en valeur, c'est le dysfonctionnement judiciaire. Si elle prend la place du juge, c'est parce qu'une place est à prendre. Enfin, si les commentaires de presse sont pratiquement interdits avant le procès en Grande-Bretagne, ne serait-ce point précisément parce qu'il n'existe pas de juge d'instruction dans ce pays ?

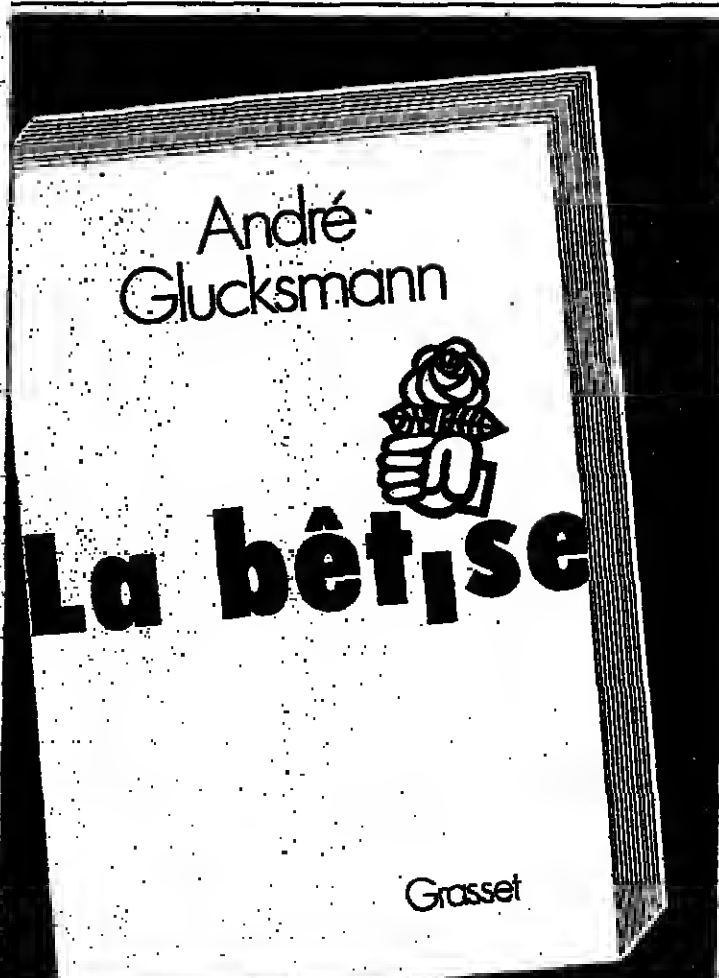
En France, on pense fréquemment qu'une affaire criminelle fait l'objet d'un procès devant la cour d'assises, on pense mal. Une affaire pénale de quelque importance fait toujours l'objet de deux procès. Le premier se déroule devant un juge d'instruction, et son acte le plus important est l'inculpation.

C'est ce premier procès qui est en litige. Le juge d'instruction est le représentant - par excellence - de la justice latine. Toute affaire criminelle et les affaires correctionnelles de quelque importance sont sou-

(*) Magistrat.
(**) Avocat.

LIRE

- 3. GUINÉE
Un an de « démocratie militaire ».
- 7. AQUITAINE
Bataille pour la présidence régionale.
- 17. COMMUNICATION
Jean-Claude Héberlé attaque en justice Christine Ockrent.
- 27. SOCIAL
L'entreprise devient le lieu des négociations patronat-syndicats.
- 27. PUBLICITÉ
MAFIA rachetée par Boulet-Dru.
- 30. TERRORISME
Trois morts dans un attentat à Palerme.



مكتبة الأمل

débats

Un mode de gestion cynique

Le choix du scrutin proportionnel consacre le changement d'identité politique de la gauche

par PAUL THIBAUD (*)

La proportionnelle changerait, paraît-il, la majorité de droite en minorité. 8, 10, 12 % des électeurs s'auto-orienteraient à plaisir en élisant des députés exclus de toute majorité parlementaire possible. On imprime ça tous les matins, on le restasse chaque soir mais ça ne fait rien, ces électeurs-là ne lisent pas, ils sont scotchés, ils vont se précipiter dans la nasse comme un banc de sardines... Ceux qui font de la politique ailleurs que dans les salles de rédaction croient-ils pouvoir réussir un coup pareil ? N'ont-ils pas noté, au second tour des canonniques, que les partisans du Front national avaient le sens du vote utile ? Et Mme Veil, sur qui l'oeil compte pour conduire une défection centriste, la croit-on prête à s'allier aux socialistes pour les récompenser d'avoir introduit Le Pen à l'Assemblée ? Combine miraculeuse ou montage absurde ?

A défaut de faire des miracles, la proportionnelle a, pour les socialistes, certains avantages. Elle assurerait d'abord l'avenir parlementaire de quelques notables point trop sûrs de leur circonscription : s'il doit y avoir moins de députés socialistes, autant laisser à l'appareil central le soin de les désigner, c'est rationnel, c'est la logique du rationalisme. Ensuite, et surtout, la proportionnelle met entre parenthèses l'union de la gauche sans qu'on ait à la renier. Celle-ci n'est qu'un souvenir mais les anciens alliés bésistent à la remplacer. Les communistes n'ont pas les moyens de concevoir, encore moins d'imposer, une autre stratégie. Et les socialistes craignent à l'effort doctrinal qui serait nécessaire. L'heure n'est pas, chez eux, aux grands travaux conceptuels.

On le répète à chaque élection : dans un tel scrutin, tout est affaire de report, tout dépend de la capacité de séduire au second tour les électeurs du concurrent éliminé. Les partis qui prétendent au premier rôle doivent donc viser une certaine hégémonie morale hors de leur territoire propre, ne pas être des sectes.

Une manière de sortir de l'union de la gauche

Les perspectives offertes par le scrutin proportionnel sont très différentes. L'électorat du PC ne serait plus sommé de sortir de sa marginalité comme il l'est de plus en plus souvent au second tour. En conséquence, l'appareil du PC verrait préservée, pour une assez longue période sans doute, sa zone d'influence.

En somme, chaque mode de scrutin correspond à une manière de sortir de l'union de la gauche : par un partage du territoire (la proportionnelle) ou par une consécration croissante de l'hégémonie socialiste dans la gauche (le scrutin majoritaire).

Si cela est vrai, le choix de la proportionnelle serait celui d'un objectif tactique (garder le pouvoir) aux dépens d'un objectif stratégique (restructurer la gauche). Voilà qui illustre bien le mode de gestion cynique.

(*) Directeur de la revue *Esprit*.

LA RÉFORME ÉLECTORALE

Les Français vont connaître le mode de scrutin pour les élections de 1986. Selon Paul Thibaud, si François Mitterrand choisit la proportionnelle, c'est qu'il sacrifie ses convictions à la tactique. Pierre Lefranc y voit la relance de l'instabilité. Quant à J.-M. Gaillard, F. Hollande, J.-Y. Le Drian et J.-P. Mignard, ils pensent que la proportionnelle doit clarifier le débat politique.

Les enjeux véritables

Déplacer les lignes de l'affrontement politique

par JEAN-MICHEL GAILLARD, FRANÇOIS HOLLANDE, JEAN-YVES LE DRIAN et JEAN-PIERRE MIGNARD (*)

PROPORTIONNELLE ? Majoritaire ?... Et si, finalement, le débat était pour les socialistes relativement secondaire par rapport aux enjeux véritables ? En effet, quel que soit le mode de scrutin, les questions adressées au PS resteront les mêmes. Quelle place entend-il occuper sur l'espace politique ? Quelle organisation de la société veut-il promouvoir ? Quel discours et quel mode de fonctionnement propose-t-il aux Français ? Avec qui désire-t-il gouverner ? De ces réponses dépend l'avenir de l'alternance dans ce pays.

Car si être le premier parti de France procure des avantages — qui ne sont pas seulement symboliques, — cela ne permet pas pour autant de gouverner tout seul, et le comble serait que les soucis tactiques empêchent finalement de voir clair, c'est-à-dire de voir loin. Il revient d'abord aux socialistes de définir leur identité, et, partant, de savoir séduire. Car les jeux demeurent ouverts.

En effet, majoritaires en voix, les socialistes ne le sont pas sur le plan des idées. Certes, les Français rejettent l'étatisme tatillon et une administration perçue comme pléthorique et inefficace, mais ils ne se reconnaissent pas pour autant dans le libéralisme débridé et confus qui tient lieu de programme à l'opposition. De même manifestent-ils souvent leur attachement au système de protection sociale édifié depuis 1945. Et si l'angoisse est sans doute l'expression la plus forte des sentiments des Français, aujourd'hui la droite, par les remises en cause qu'elle promet, paraît mal placée pour y répondre positivement, c'est-à-dire autrement que par des formules contraires.

Mutations

Seules des mutations politiques en profondeur commanderaient la victoire. La proportionnelle doit clarifier le débat politique et non pas l'obscurcir. Elle ne peut être qu'un bien si elle n'est pas combinaison. Elle ne doit, dès lors, avoir pour objet ni la création bien artificielle d'un centre quelconque ni viser à la réalisation d'un consensus général excluant les extrêmes, alors que ni la guerre ni le totalitarisme ne menacent. Sans prétendre abolir les clivages, elle doit permettre de déplacer les lignes de l'affrontement politique.

Elle prépare ainsi les conditions d'une nouvelle bipolarisation et préfigure les formes de l'alternance de demain : d'un côté le bloc conservateur, et, de l'autre, le bloc démocratique. Il ne s'agit donc, pour la gauche démocratique, ni de se fonder ni de disparaître, mais de se définir.

Le Parti socialiste a pour lui d'extraordinaires atouts, il les démultiplierait si, malgré la crise et à cause d'elle, il représentait de vouloir changer la vie en commençant d'abord par occuper le terrain.

Voilà les embûches qu'il convient d'éviter sous peine de disparaître. Il dépend donc du PS de changer les

(*) Membres du Parti socialiste.

Paul Rassinier LE DRAME DES JUIFS EUROPÉENS

Une synthèse des travaux de Paul Rassinier et une étude démographique sur le sort des juifs pendant la guerre.

224 pages, broché, 90 F.
LA VIEILLE TAUPÉ
B.P. 9805, 75224 Paris Cedex 05
Vente directe par correspondance

Des livres destinés à ceux qui s'intéressent à l'histoire, récit des événements réellement advenus :

Paul Rassinier :
Le Messonge d'Ulysse (60 F)
Ulysse trahi par les siens (45 F)
Le Véritable Procès Eichmann (80 F)
Noam Chomsky :
Réponses inédites à mes détracteurs parisiens (40 F)

Bernard Lazare :
L'Antisémitisme, son histoire et ses causes (50 F)
Contre l'antisémitisme (50 F)

Le président, garant des institutions

Changer de système, c'est réveiller les vieux démons de la division

par PIERRE LEFRANC

LES institutions de la V^e République imposent au chef de l'Etat d'être le président de tous les Français. Par l'intervention du suffrage universel, la Constitution donne au premier magistrat la possibilité d'échapper aux partis et lui en fixe le devoir. Depuis plus d'un quart de siècle une loi électorale inchangée, bien que produisant des majorités de compositions différentes, a placé les présidents successifs en situation d'exercer pleinement la part fort importante du pouvoir exécutif qui leur est dévolue. Le système a permis l'alternance dans des conditions parfaitement démocratiques, tout en assurant la stabilité. Le changer aujourd'hui constituerait une atteinte à nos institutions en mettant en cause la stabilité à laquelle les Français sont maintenant fortement attachés.

Si le rétablissement du principe proportionnel peut paraître philosophiquement juste, celui-ci pousse à la dispersion alors que notre peuple souffre justement depuis toujours d'une fâcheuse tendance au morcellement ; y revenir, c'est réveiller les vieux démons de la division et, par conséquent, c'est

gaillardir par la vue de leurs crotes variées dans les couloirs et les escaliers.

J. BLEYS (Alm).

COURRIER DES LECTEURS

Chiens et chats

M. Franceschi veut faire le bonheur des personnes âgées retirées dans les maisons de retraite. Et, pour cela, il suffit d'une mesure qui ne coûte rien : simplement leur permettre de garder avec elles, dans leur chambre, leur animal familier.

Voilà de beaux jours en perspective pour les pensionnaires de ces établissements ! Quand vous serez cloîtrés par l'âge au lit malade dans votre chambre, vous aurez pour vous distraire le concert ininterrompu des miaulements et surtout des aboiements du voisinage. Vous éprouverez des clivages, vous ne risquez pas d'y échapper : vous serez bercé par les jappements aigus des roquets ou les hurlements sonores des bergers allemands, le jour comme la nuit, et re-

gaillardir par la vue de leurs crotes variées dans les couloirs et les escaliers.

J. BLEYS (Alm).

Lumière et amour

Je lis dans le *Monde* du 22 mars les prises de position de M. Badinter sur la « procréation artificielle ». Ces propos sont l'expression de beaucoup. Par leur ouverture et leur intelligence généreuse ils sont, à mon avis, notre honneur à tous.

Ils proposent une vision des choses qui apporte, dans les difficultés éternelles de notre humanité, lumière et amour, grâce à des principes qui s'élèvent au lieu d'empêcher dans des contingences déplorables.

HENRI BAREIL (Toulouse).

« L'Élysée de Mitterrand »

de Michel Schifres et Michel Sarazin

« Tu veux-tu, en voilà »

« **D**ES faits, des faits, des faits » : les auteurs de l'Élysée de Mitterrand — Michel Schifres, ancien du *Monde*, et Michel Sarazin, tous deux journalistes au *Journal du Dimanche* — s'étaient fixés l'ambition d'en fournir aux lecteurs « en veux-tu, en voilà ». Ce pari est gagné. Au terme des trois cents pages de ce long reportage, on sent tout ou presque de la vie du palais de l'Élysée, sans que cette abondance de biens provoque le moindre début d'indigestion. C'est que le récit est alerte, soigneusement et simplement écrit.

Tout, du miel et des confitures du petit déjeuner présidentiel aux rouffes du médecin de M. François Mitterrand. Tout, des fleurs des champs prêtes du président de la République — son seul point commun, sans doute, avec M. Valéry Giscard d'Estaing — au salaire — 30 000 francs par mois — du premier personnage de l'Etat, en passant par les menus, hérissés comme les voitures de fonction, et les ressources abstraites mais sans prétention de la cave. Tout, c'est-à-dire que la couple Mitterrand a payé 10 528 francs en 1983 au titre de la taxe d'habitation pour ses appartements privés de l'Élysée. Pas tout, car l'histoire ne dit pas si M. et Mme Mitterrand paient leur part de chauffage et d'électricité.

L'ouvrage ne se contente pas d'accumuler les détails, parfois cocasses, et les parties sombres de la vie du « château ». Les auteurs brosent les portraits des grands et petits acteurs, décrivent les liens qui les unissent et les conflits de compétence qui, parfois, les opposent. Ils donnent ainsi une idée de la manière dont on « fait » la politique sous la V^e République version socialiste.

Ce n'est pas « tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'Élysée et que vous n'avez jamais osé demander », comme dirait Woody Allen. Il y a, dans cet « Élysée de Mitterrand » peu de choses que le lecteur aurait souhaité cacher. Encore fallait-il aller ramasser et trier les tentilles — des tonnes d'informations — puis en paqueter le tout soigneusement.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

★ Editions Alain Moreau, 350 pages, 89 F.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75477 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDOPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », M. A. André Fontaine, président et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Sautet.

Imprimé à « Le Monde », 5, rue des Italiens, PARIS-8.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 644 F 915 F 1 150 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

FAIR VOIE NORMALE

674 F 1 309 F 1 913 F 2 480 F

ÉTRANGER (par mandat postal)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

386 F 724 F 1 050 F 1 330 F

2 - SUISSE, TUNISIE

491 F 944 F 1 365 F 1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : définitifs, les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement à l'adresse ci-dessous.

PHIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 420 dr ; Tunisie, 400 m ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch ; Belgique, 36 fr ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 335 F CFA ; Danemark, 7,20 kr ; Espagne, 120 pes ; E.L.Z. 1 \$; G.-B., 66 p ; Grèce, 90 dr ; Italie, 90 p ; Israël, 1 700 L ; Liban, 500 P ; Libye, 0,300 DL ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 2,00 kr ; Pays-Bas, 2 fl ; Portugal, 200 esc ; Roumanie, 250 F CFA ; Suède, 8,00 kr ; Suisse, 1,80 S ; Yougoslavie, 110 din.

étranger

AFRIQUE

Guinée

Il y a un an, le 3 avril 1984, une semaine après la mort de l'ancien président Sekou Touré, l'armée prenait le pouvoir à Conakry. La Guinée sortait d'un quart de siècle de plus d'un quart de siècle. Aujourd'hui, l'enthousiasme populaire qui avait salué le retour des libertés est quelque peu retombé. Les libertés demeurent, mais l'état de grâce a disparu.

Conakry. — Le gardien n'hésite pas à répondre : « Oui, il est là. » Soit. « Sekou » est donc là, sous les couleurs de fleurs artificielles, aujourd'hui poussées, qu'étaient déposées, dans une indescriptible boucassade, les chefs d'Etat accourus du monde entier aux obsèques. C'était il y a un an. Ce mercredi 28 mars, jour anniversaire, personne ne s'est approché du « mausolée des héros nationaux », en forme de blocus, à minuscule, qui attire le curieux.

L'endroit est calme, presque à l'abandon, mais rien n'a été dérangé. Il est vrai que le camp de la « milice nationale », qui est situé à quelques centaines de mètres, est de nature à décourager les nostalgiques de l'ancien régime. Quel contraste, un an après... le 30 mars 1984 : le mausolée pris d'assaut par la foule, les monceaux de fleurs, les psalmodies des ulémas marocains, les plaintes des femmes et les pleurs des dignitaires du régime dorénavant à la scène une apparence de fête funéraire antique. Avec la tristesse de circonstance, MM. Bush, Mauroy, Houphouët-Boigny, Diouf, Hishène Habré, Zia, d'autres encore, semblaient portés comme des fétus par la marée humaine qui se pressait devant le dépouille du « Grand Sily » et s'effaçait — avec une apparente sincérité — de la mort du tyran. Était-il alors ?

Sekou Touré l'antimodèle

Était-il dans la mosquée du roi Fayçal qui, à proximité du mausolée, était insolemment au soleil le luxe de ses 15 millions de dollars ? Est-ce bien son corps, dans ce char traîné par des chevaux, que l'on a présenté, au stade, devant le monde entier, devant le peuple guinéen, aux ministres et à la « famille » déjà occupée à se disputer sa vaine dépouille, le pouvoir, devant les militaires qui ne dissimulent pas leur plaisir de leur affaire, le coup d'Etat sans violence du 3 avril ? Peu importe qu'il repose ou non ici, sous ce morceau de carton sur

lequel est inscrit un dérisoire « hommage à l'immortel Sekou Touré », ou à la Maquette, du au Maroc... Mais que ce cadavre est donc envahissant !

En ce jour anniversaire, plénières commémoratives : à « Poly » (Université polytechnique) et au lycée Boulbinié, quelques centaines d'anciens dignitaires aujourd'hui emprisonnés sont venus à l'école vêtus de blanc et arborant un badge à l'effigie de Sekou Touré. Devant la réaction des fils et des filles des disparus du camp Boiro, l'initiative a tourné court. Quel d'autre ? Des prières, dit-on, et des « sacrifices », la nuit, dans le sanctuaire de certaines demeures ? Inévitable. Tant de rumeurs circulent à Conakry...

Rien n'y fait : le buste du « guide », arraché au musée, a beau avoir été jeté à la mer, Sekou Touré reste omniprésent, précisément parce qu'on fait tout pour l'oublier, comme s'il était possible, en un an, d'effacer les stigmates dans les corps et — surtout — les mentalités. A force de faire de Sekou Touré l'antimodèle, de se poser en s'opposant à lui, le régime militaire du colonel Lansana Conté s'expose à grossir le trait. Il a fait symboliquement afficher la déclaration des droits de l'homme dans les lieux publics. A un pouvoir civil qui fit régner la terreur a succédé un régime militaire qui voit dans la tolérance l'axe majeur de sa politique.

Populaires, les militaires guinéens le sont toujours. Mais l'explosion de joie des lendemains de la prise de pouvoir, lorsque les portes du camp Boiro se sont enfin ouvertes, a perdu beaucoup de son intensité. Certes, les Guinéens savaient encore leurs libertés ravies. A Conakry, devenue ville ouverte, la circulation automobile, l'éclosion de restaurants et de boîtes de nuit, la prolifération des petits commerces, l'affluence dans les rues, notamment la nuit, suffisent à illustrer l'ampleur du « changement ».

Le colonel Lansana Conté, ce militaire rustique qui cultive son origine paysanne, a su habilement gérer un an d'euphorie. Mais cette époque-là est révolue. Dans tous les milieux, et notamment au sein de la jeunesse, on entend : « Oui, nous avons la liberté. C'est un bien inestimable. Mais après, quoi d'autre, quand ? » L'heure n'est pas encore au désenchantement, mais une certaine impatience se fait jour.

Le niveau de vie des Guinéens n'a guère évolué depuis un an et les grandes réformes promises se font attendre. Plus grave : à tous les niveaux de l'administra-

De notre envoyé spécial

tion, y compris dans les cabinets ministériels, les fonctionnaires et les cadres de l'ancien régime, exécutants zélés — pour certains — de la dictature, sont restés en place. La bourgeoisie du « parti-État », le PDG, à qui Sekou Touré laissait la bride sur le cou, mais pour mieux le contrôler, a pillé pendant un quart de siècle les caisses de l'Etat. Elle continue de prospérer au grand jour, soulevant une exaspération croissante de tout le « petit peuple » exploité si longtemps et qui demande des comptes. A cet égard, rien n'a vraiment bougé en Guinée.

« Le peuple désemparé »

« On a changé le nom, mais c'est la même marchandise qui reste », reconnaît l'ancien premier ministre, le colonel Diara Traoré. Devenu ministre d'Etat chargé de l'éducation nationale, celui qui apparaissait comme le rival du président Conté a adopté un « profil bas ». Ce qui n'empêche pas le franc-parler : « Le prestige du CMRN n'est pas intact. A l'heure où nous sommes, la situation n'est pas très favorable. La population commence à se décourager, le peuple devient désemparé. Nous avons eu le tort de ne pas définir le rôle de chacun et de garder les anciens dignitaires à leurs postes. Tout le monde n'est pas content du changement, loin de là. Si nous avons le courage de faire notre autocritique, cela pourra peut-être faire changer le peuple ».

Certains Guinéens ne craignent pas de soutenir que, à l'époque de Sekou Touré, des structures élitistes existaient et qu'elles ont été supprimées au profit d'un laxisme généralisé et d'un libéralisme qui, à force d'être sans entraves, devient inquiétant. Ces jugements, certes extrêmes, sont cependant nourris par l'apparente incapacité du pouvoir à se donner les moyens de sa politique, même si, en effet, l'état de déliquescence du pays doit conduire à proscrire les solutions hâtives. Il n'empêche : la Guinée donne l'impression d'être la champ clos d'une multitude de spécialistes étrangers de l'import-export. A l'hôtel Indépendance, comme les visiteurs au-dessus du toit, certains hommes d'affaires trompent leur attente en tournant dans le piscine avant de s'abattre sur les cabinets ministériels... Ceux-là savent que, comme par le passé, leurs projets ont d'autant plus

de chances d'être acceptés qu'ils seront accompagnés d'une juteuse commission. Les requêtes pour l'Etat guinéen de se faire gruger sont cependant encore limitées : tant que les négociations entre les experts du FMI (Fonds monétaire international) et les autorités de Conakry n'auront pas abouti, la manne financière promise par les organisations internationales (FMI, PNUD, Banque mondiale, FED) ne sera pas versée.

Mais les militaires guinéens, débutants en politique, peuvent aussi être victimes d'« experts » qui, parfois aux antipodes des réalités du pays, sans souci du traumatisme laissé par plus d'un quart de siècle de dictature « éclairée » par le « modèle » soviétique, proposent d'autres types de développement « clés en main ». Ces fois orientés vers un capitalisme « sauvage ». Le terrain, il est vrai, est propice : du président Lansana Conté aux étudiants de « Poly », le credo libéral, les professions de foi en faveur de l'économie de marché, sont le règle. « A l'université, nous ont assurés des étudiants, Marx, c'est la bible noire. Seul le libéralisme compte. Si je créais un parti socialiste, dit l'un d'eux, même ma mère ne voterait pas pour moi ! »

Le credo libéral

Cette volonté généralisée de s'ouvrir vers l'extérieur pour accéder enfin à un mieux-être matériel, se heurte à de fortes pesanteurs. Une partie importante des quelques quatre-vingt-cinq mille fonctionnaires et agents de l'Etat, qui profitaient du « système » Sekou Touré, à la fois par la corruption et les fructueux bénéfices tirés du taux parallèle de la monnaie nationale, le sily (jusqu'à douze fois le taux officiel), freinent systématiquement toute velléité de réformes, pour tenter de conserver leurs privilèges. M. Mamadou Baldé, ministre d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative, estime qu'il faudrait « dégrader un peu moins de la moitié de la fonction publique », soit environ quarante mille personnes, pour assainir celle-ci et permettre la création d'un véritable Etat, aujourd'hui inexistant. Les « nostalgiques » de l'ancien régime représentent aujourd'hui le principal obstacle à la politique foncièrement libérale qu'attendent mettre en œuvre les militaires guinéens.

« Monsieur Bernard »

Reste « Monsieur Bernard » qui, à Conakry, ne fait pas l'unanimité. La première fonction de M. Bernard Vatrican est d'être le précepteur du chef de l'Etat. La bibliothèque de l'un des « villas » de l'Etat qu'il occupe en estrade par l'octroi d'une collection de « Que sais-je ? ». Envoyé à Conakry par le groupe CMC (Claude Mari Communication), il a, si l'on en juge par les progrès déjà réalisés par son « élève », accompli avec succès sa mission. Il vient de quitter son groupe pour devenir salarié, à part entière, de l'Etat guinéen. Proche conseiller du chef de l'Etat, qualifié par certains de « marabout blanc du président », son influence — vraie ou supposée — irrite de nombreux Guinéens. « Si on se laisse trop berner par l'homme, il va nous emmener loin », confiait-il y a quelques jours un membre éminent du CMRN, qui ajoutait : « Il se conduit en chef d'Etat, il impose tout. Il va jusqu'à se mêler des structures des ministères, il n'est pas dans nos réalités ». Ces attaques ne paraissent pas émouvoir le président de la République qui garde confiance en son « expert ».

De toute façon, le cas de « Monsieur Bernard » apparaît secondaire face aux échéances politiques qui attendent la présidence Conté. Le pouvoir militaire, qui ne peut pas se soustraire plus longtemps à l'attente de la population, arrive à un tournant. Les réformes, tant sur le plan économique (notamment la dévaluation du sily, qui devra être compensée par une augmentation des salaires), que politique (l'élection des conseils de district et de quartiers), sont devenues indispensables. Par-dessus tout, il faudra bien rompre avec l'héritage, c'est-à-dire, d'une manière ou d'une autre, vaincre les résistances des partisans du statu quo. Le régime militaire entrera sans doute alors dans une zone de turbulences. En Guinée, il s'écoulera encore de nombreuses années avant que « Sekou » soit tout à fait mort.

LAURENT ZECCHINI.

Tunisie

A UN MOIS DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Les négociations salariales entre le gouvernement et l'UGTT n'ont pas abouti

De notre correspondant

Tunis. — Les difficiles négociations salariales engagées depuis le début de l'année et la préparation des élections municipales du 12 mai continuent de dominer l'actualité en Tunisie.

La rencontre qui a eu lieu le 1^{er} avril entre le gouvernement et la centrale syndicale l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) sur la révision des salaires bloqués depuis près de deux ans n'a toujours pas permis de dégager un terrain d'entente. A l'issue des entretiens, le secrétaire général de l'UGTT, M. Habib Achour, nous a déclaré : « Le fossé est très large et ne fait que s'élargir ».

Si la centrale ouvrière considère qu'il faut s'en tenir exclusivement à la règle établie depuis 1974, consistant à réajuster les salaires en fonction de l'évolution du coût de la vie, l'augmentation de la production et l'accroissement de la productivité doivent, pour le gouvernement, primer dans les calculs. Ce dernier vient, toutefois, de proposer la création immédiate d'une commission tripartite — gouvernement, patronat, syndicats — qui aura certes à se pencher sur l'équation prix-salaires après s'être livrée aux évaluations respectives, mais prendra aussi en compte les autres paramètres de l'économie (PIB, revenu national, productivité) depuis le début du sixième plan de développement 1982-1986. L'UGTT a réservé sa réponse, et il appartient à son conseil national, qui va siéger durant trois jours à partir de ce mardi, de se prononcer.

Quoi qu'il en soit, le climat n'est pas à la détente. Durant ces dernières semaines, l'UGTT a déjà déclenché des grèves dans divers secteurs (métallurgie, santé publique, mines) et d'autres mouvements sont annoncés pour ce mois-ci.

Le Conseil national aura aussi à définir la position officielle de la centrale à l'égard des élections municipales. Dans les milieux syndicaux, on indique qu'une majorité s'est d'ores et déjà dégagée « à la base » contre la formation de listes

patronnées par l'UGTT et contre une participation de celle-ci, en tant que telle, aux listes d'union que se propose d'élaborer le Parti socialiste d'union destourienne (au pouvoir) avec des représentants d'organisations nationales et des personnalités indépendantes. Toutefois, la possibilité pourrait être laissée aux adhérents de se présenter à titre individuel avec les formations de leur choix, y compris donc sur les listes du Parti socialiste destourien, mais à condition que celles-ci ne comprennent pas de candidats appartenant au syndicat rival, l'Union nationale tunisienne du travail (UNT). Or cette dernière a annoncé, voici trois jours, qu'elle avait décidé de participer « effectivement », avec le Parti socialiste destourien, à la consultation « dans l'intérêt des travailleurs et pour concrétiser leurs aspirations ».

Si la perspective de ces élections est envisagée sans grand intérêt par une large partie de l'opinion, elle n'en mobilise pas moins les élites. C'est pourquoi, depuis le début de l'année, le Parti socialiste destourien multiplie les réunions avec ses cadres et ses militants, et le président Bourguiba a déjà annoncé l'« inéluctable victoire » (le Monde du 12 mars).

Dans l'opposition officiellement reconnue ou tolérée, on continue à s'interroger sur l'opportunité d'une participation, estimant que les jeux sont déjà faits. Des consultations sont actuellement en cours entre plusieurs tendances qui, « en l'absence de garanties suffisantes sur le bon déroulement du scrutin et la neutralité de l'administration », envisagent leur non-participation (1). Une décision définitive devrait, en principe, être arrêtée le 9 avril.

Au cas où les listes patronnées par le Parti socialiste destourien devraient se retrouver sans concurrents, comme à la belle époque du parti unique, l'expérience de démocratisation menée tant bien que mal

depuis quatre ans en pâtirait assurément. Ce « rite », dont chacun, d'où qu'il soit, rejeterait sur l'autre la responsabilité, ne pourrait qu'aggraver la crispation qui a commencé à se manifester dès le lendemain de la « révolte du pain » de janvier 1984. Cela ne faciliterait guère un processus qui en est encore, pour employer l'expression du premier ministre, M. Mohammed Mzali, à ses « balbutiements ».

(1) Deux des trois partis officiellement reconnus sont privés de leurs journaux. L'hebdomadaire du Parti communiste, *Attawak al Jadid*, a été suspendu pour trois mois, samedi 30 mars, pour offense au chef de l'Etat soufien et *Al Montaqbil*, organe du Mouvement des démocrates socialistes, est suspendu pour six mois depuis janvier.

Libéria

TENTATIVE D'ASSASSINAT CONTRE LE PRÉSIDENT DOE

Le chef de l'Etat libérien, M. Samuel Doe, a échappé à une tentative d'assassinat, dans la nuit du dimanche 31 mars au lundi 1^{er} avril, alors qu'il se rendait en voiture de la banlieue de Monrovia au palais présidentiel, a annoncé l'agence libérienne de presse Lina. Selon le chef de l'Etat lui-même, l'attentat s'est produit lorsque sa jeep arrivait en vue du palais. Alors que les gardes étaient en train de reconnaître le véhicule, conduit par le président, des hommes ont ouvert le feu sur lui des deux côtés de la rue.

Les tirs venaient notamment d'une mitrailleuse lourde manœuvrée par le commandant adjoint du bataillon de la garde présidentielle, le colonel Moses M. D. Fianziaman. M. Doe a précisé que deux de ses gardes du corps, qui se trouvaient dans le véhicule, avaient été grièvement blessés.

Outre le colonel Fianziaman, qui est recherché dans tout le pays, d'autres membres de la garde présidentielle auraient participé à l'attentat. On ignore s'ils ont pu s'enfuir ou s'ils ont été arrêtés. (AFP, Reuters, AP, UPI).

Le gouvernement s'efforce de ne pas envenimer davantage les relations avec la Libye

De notre correspondant

Tunis. — Dans une famille, il faut bien se « supporter », déclarait le premier ministre tunisien, M. Mohammed Mzali, au Grand Jury RTL le 1^{er} mars, à propos des relations tuniso-libyennes (le Monde du 19 mars). Réponse très diplomatique, mais qui traduit l'exaspération des Tunisiens devant les obstacles que le régime du colonel Kadhafi s'acharne à dresser plus ou moins sournoisement devant eux et que le président Bourguiba n'aurait pas cachés voici quelques jours en recevant le chef de la diplomatie libyenne, M. Ali Abdel Salam Triki.

N'ayant ni le désir et encore moins les moyens de déclencher à chaque croc-en-jambe une nouvelle crise — il y en eut déjà suffisamment depuis quinze ans — les dirigeants tunisiens s'arment donc de patience et, soucieux aussi de préserver un courant d'échanges économiques et commerciaux tout à leur avantage, s'efforcent à ne pas envenimer davantage l'atmosphère. Aujourd'hui, pas d'apes, ils feignent par exemple de s'interroger sur les origines des scandaleuses émissions de cette radio pirate de la *Vergence sacrée* (le Monde du 1^{er} mars), alors qu'ils sont bien persuadés qu'elle émet à partir de la Libye ; demain, ils se trouveront dans l'obligation d'engager des pourparlers sur la situation des quelque cent mille Tunisiens travaillant dans le pays « frère » voisin.

Les autorités libyennes souhaitent, en effet, diminuer le montant des transferts de salaires des travailleurs étrangers dans leur pays en le limitant à celui de l'allocation touristique annuelle accordée aux nationaux, soit environ 600 dinars tunisiens (approximativement 7 000 francs). Or la plupart des contrats de travail des Tunisiens en situation régulière prévoient des possibilités de transfert beaucoup plus élevées.

Tripoli, croit-on, avancerait d'ores et déjà une possibilité de solution : si les travailleurs tunisiens étaient rejoints par leurs proches — femmes et enfants — ils pourraient sur place subvenir aux besoins de ces derniers et, de surcroît, une fois par an, l'autorisation de transfert serait fonction du nombre de membres de

grande commission mixte tuniso-libyenne du « principe de l'octroi par la Libye de la priorité à la main-d'œuvre tunisienne » (le Monde du 1^{er} janvier 1985) qui peut être considérée comme une ébauche garantie. D'ailleurs, les mois derniers, les « comités populaires » libyens ne se sont-ils pas déjà prononcés pour une réduction du nombre des travailleurs étrangers ?

Quoi qu'il en soit, le problème est à l'ordre du jour et, si l'on s'en rapporte à un récent article du journal *le Temps* de Tunis, la colonie tunisienne est déjà victime de « mesures répressives et vexatoires ». Selon le journal, qui se réfère à des témoignages de voyageurs revenant de Libye, les travailleurs tunisiens seraient placés devant le choix suivant : quitter le pays ou signer « un engagement draconien » sous-traitant aux préceptes du Livre vert du colonel Kadhafi.

M.D.

Pan Am. 8 jours en Floride à partir de 5050 F.

Prix par personne pour une famille de 2 adultes et 2 enfants de moins de 12 ans en chambre quadruple pour 7 nuits, comprenant également le transport aérien Paris-Miami-Orlando-Paris et une voiture avec kilométrage illimité.

VACANCES FABULEUSES

Demandez la brochure à votre agent de voyages ou à Vacances Fabuleuses : 1, rue Scribe, 75009 Paris.

Nom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Lc 1664 A

PAN AM

منازلنا الأصل

DIPLOMATIE

UN RAPPORT AMERICAIN SUR LA PUISSANCE MILITAIRE SOVIETIQUE

Cam-Ranh, au Vietnam, est devenue « la plus grande base navale de l'URSS en dehors du pacte de Varsovie »

Washington (AFP). - L'URSS a poursuivi en 1984 ses essais de nouveaux missiles stratégiques et a lancé de nouvelles classes de sous-marins, indique le quatrième rapport annuel du Pentagone sur « la puissance militaire soviétique » publié ce mardi 2 avril.

Le document du Pentagone insiste sur les points suivants : - L'URSS continue de tester les missiles balistiques intercontinentaux SS-24 (à dix têtes nucléaires) et SS-25 (à charge unique). Le premier devrait être déployé l'an prochain et le second cette année dans les ailes avant de faire partie d'un système mobile sur rails.

Le gouvernement américain considère que les SS-25 violant les accords SALT-2, car il s'agit d'un

« type nouveau » de missile. Sa mobilité en rendra la localisation « très difficile » et compliquera la recherche d'un accord à Genève, a estimé un haut responsable américain.

L'URSS a lancé en 1984 deux unités d'une nouvelle classe de sous-marins (Delta-IV), équipées de missiles balistiques et de missiles SS-NX-23 à têtes multiples, au nouveau type de sous-marin nucléaire d'attaque, l'Alula, dont une photo est publiée dans le rapport, enfin un troisième sous-marin lanceur d'engins nucléaires, de la classe Typhoon, de 25 000 tonnes.

Les essais et la mise au point du nouveau bombardier stratégique Blackjack à géométrie variable se

poursuivent. Les forces soviétiques continuent de recevoir trente nouveaux bombardiers stratégiques « Backfire » par an.

L'URSS a mis au point un nouveau lanceur capable de placer en orbite des charges de 150 tonnes, dans le cadre de son programme spatial à orientation militaire. Elle met d'autre part au point une version soviétique de la navette spatiale américaine, ainsi qu'un avion spatial.

Les Soviétiques poursuivent d'autre part des recherches sur des « armes exotiques » comme les lasers antimissiles à haute énergie ou des systèmes de destruction à base de rayons à particules ou de signaux radio haute fréquence. La modernisation du système de défense antimissiles (ABM) autour de Moscou se poursuit, de même que la construction d'une vaste installation radar à Krasnoïarsk, en violation, selon le Pentagone, du traité ABM de 1972.

Le rapport note enfin que le développement de la puissance soviétique dans le tiers-monde ont été stationnés, selon le Pentagone, 30 000 conseillers militaires soviétiques dans trente pays (soit quatre fois plus qu'en 1965). Ceci s'ajoute aux unités de combat ou de défense aérienne présentes en Afghanistan (115 000 hommes), à Cuba, en Syrie et au Vietnam. Dans ce dernier pays, Moscou a transformé la base de Cam-Ranh au Vietnam en la « plus grande base soviétique de déploiement naval en dehors du pacte de Varsovie du monde ».

A ce propos, on confirme de source américaine des informations diffusées par la presse japonaise selon lesquelles l'Union soviétique déploie actuellement dans la mer de Chine une flotte navale d'importance inhabituelle groupée autour du plus grand porte-avions soviétique actuel, le *Novorossiysk*. Accompagné d'au moins sept autres bâtiments dont quatre croiseurs lance-missiles, le *Novorossiysk* se dirige actuellement de Vladivostok vers les côtes du Vietnam.

WASHINGTON S'INQUIÈTE DES INITIATIVES DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE

M. Richard Burt, secrétaire d'Etat adjoint chargé des questions européennes, a adressé une lettre aux sept pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), pour leur demander de ne pas chercher à harmoniser leurs positions en matière de défense européenne. Accompagné d'au moins sept autres bâtiments dont quatre croiseurs lance-missiles, le *Novorossiysk* se dirige actuellement de Vladivostok vers les côtes du Vietnam.

M. Richard Burt, secrétaire d'Etat adjoint chargé des questions européennes, a adressé une lettre aux sept pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), pour leur demander de ne pas chercher à harmoniser leurs positions en matière de défense européenne. Accompagné d'au moins sept autres bâtiments dont quatre croiseurs lance-missiles, le *Novorossiysk* se dirige actuellement de Vladivostok vers les côtes du Vietnam.

M. Richard Burt, secrétaire d'Etat adjoint chargé des questions européennes, a adressé une lettre aux sept pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), pour leur demander de ne pas chercher à harmoniser leurs positions en matière de défense européenne. Accompagné d'au moins sept autres bâtiments dont quatre croiseurs lance-missiles, le *Novorossiysk* se dirige actuellement de Vladivostok vers les côtes du Vietnam.

M. Richard Burt, secrétaire d'Etat adjoint chargé des questions européennes, a adressé une lettre aux sept pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), pour leur demander de ne pas chercher à harmoniser leurs positions en matière de défense européenne. Accompagné d'au moins sept autres bâtiments dont quatre croiseurs lance-missiles, le *Novorossiysk* se dirige actuellement de Vladivostok vers les côtes du Vietnam.

M. Richard Burt, secrétaire d'Etat adjoint chargé des questions européennes, a adressé une lettre aux sept pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), pour leur demander de ne pas chercher à harmoniser leurs positions en matière de défense européenne. Accompagné d'au moins sept autres bâtiments dont quatre croiseurs lance-missiles, le *Novorossiysk* se dirige actuellement de Vladivostok vers les côtes du Vietnam.

M. Richard Burt, secrétaire d'Etat adjoint chargé des questions européennes, a adressé une lettre aux sept pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), pour leur demander de ne pas chercher à harmoniser leurs positions en matière de défense européenne. Accompagné d'au moins sept autres bâtiments dont quatre croiseurs lance-missiles, le *Novorossiysk* se dirige actuellement de Vladivostok vers les côtes du Vietnam.

M. Richard Burt, secrétaire d'Etat adjoint chargé des questions européennes, a adressé une lettre aux sept pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), pour leur demander de ne pas chercher à harmoniser leurs positions en matière de défense européenne. Accompagné d'au moins sept autres bâtiments dont quatre croiseurs lance-missiles, le *Novorossiysk* se dirige actuellement de Vladivostok vers les côtes du Vietnam.

EUROPE

Pologne

Important déploiement policier à l'occasion d'un nouveau train de hausses

D'importantes forces de police ont été déployées, lundi 1^{er} avril, autour de certaines grandes entreprises, notamment à Varsovie et à Gdansk, pour empêcher toute velléité de manifestation à l'occasion de l'entrée en vigueur de la deuxième phase de la hausse des prix décidée au début de l'année, et qui doit être établie jusqu'au mois de juillet.

Les accords de l'acierie de Varsovie (Huta Warszawa) étaient bloqués par des centaines de militaires, la police contrôlait chaque véhicule, et des colonnes de Zomos (police de choc), en tenue de combat, stationnaient à proximité. Les forces de police avaient également pris position autour des usines de tracteurs d'Ursus, dans la banlieue de la capitale, et autour des chantiers Lénine de Gdansk, où un groupe d'ouvriers qui s'était rassemblé devant le monument érigé à l'entrée du chan-

tier a été dispersé sans recours à la force.

La direction clandestine de Solidarité avait appelé à organiser pour ce 1^{er} avril des actions de protestation consistant essentiellement en discussions avec la direction des entreprises, se réservant la possibilité de lancer un appel à la grève pour le mois de juin, si des compensations salariales n'étaient pas accordées à la suite des hausses de prix.

Les augmentations intervenues le 1^{er} avril concernaient essentiellement le charbon (20 %), l'électricité (22 %) et le gaz domestique (30 %). Le premier train de hausses, au début mars, avait affecté la farine et ses dérivés, y compris le pain (de 30 % à 42 %, avec suppression parallèle du rationnement), mais aussi le sucre, toujours rationné (45 %), et une série

d'autres produits. La troisième étape, annoncée pour le mois de juin, entraînera des hausses sur le beurre et les graisses (jusqu'à 90 %), et enfin, la viande (toujours rationnée) augmentera de 10 % à 15 % en juillet.

L'étalement de ces hausses avait été décidé à la dernière minute par les autorités, en février, officiellement en raison d'une intervention des « nouveaux » syndicats, et sous la pression d'un appel à une grève symbolique lancé par la direction clandestine de Solidarité et par M. Walesa. Solidarité avait alors annulé son mot d'ordre, tandis que l'opinion s'attendait que les hausses soient non seulement faibles, mais réduites, ce qui n'a pas été le cas : le sentiment d'avoir été victime d'une « manœuvre » s'est alors répandu dans la population, tandis que les syndicats officiels eux-mêmes ont fait part de leur mécontentement au général Jaruzelski. A la suite d'une rencontre le 5 mars entre le premier secrétaire du parti et un dirigeant des syndicats officiels, M. Miodowicz, les autorités auraient accordé de nouvelles - mais très légères - concessions. Cependant, des arrêts de travail, notamment parmi le personnel féminin de l'usine Roca-Luxembourg à Varsovie, témoignaient de la persistance d'une certaine tension. - (AFP, UPI, Reuter, AP.)

Danemark

Nouvelle journée de grèves et violentes manifestations

De notre correspondant

Copenhague. - Le calme n'est pas revenu après l'adoption, samedi 30 mars, par la Chambre unique d'un règlement qui s'imposait en principe aux syndicats et rendait illécite la poursuite de la grève déclenchée le 24 mars (*le Monde* du 2 avril). Certains responsables syndicaux, voyant dans ce règlement « une provocation intolérable » ont engagé leurs membres à continuer le combat, même si cela devait leur coûter cher (ils risquent de lourdes amendes). Ces exhortations ont été entendues : lundi 1^{er} avril, le travail n'a pas repris normalement dans plusieurs centaines d'entreprises. Par ailleurs, quelque deux cents institutions communales et départementales (écoles, crèches, bibliothèques, etc.) sont restées fermées dans le pays, tandis que d'autres, comme les hôpitaux, fonctionnaient au ralenti. Les grandes villes ont été privées d'autobus et de courrier. Enfin, les liaisons aériennes et maritimes avec l'étranger ont été gravement perturbées.

D'importantes manifestations se sont déroulées dans la capitale et en province pour réclamer le départ du

gouvernement. A Copenhague et à Odense (troisième ville du royaume), elles ont donné lieu à des incidents violents. Les policiers, mobilisés en force, ont été attaqués à coups de pierres et de bouteilles. Certains manifestants ont même essayé d'enfoncer l'un des portails de Christiansborg (le palais du Parlement) en se servant comme béliers des grilles des gardes.

Dans une longue interview accordée à la télévision danoise ce même jour, le premier ministre, M. Schlüter (conservateur) s'est efforcé de minimiser cette agitation « bien dans la tradition danoise » selon lui ; il a estimé que ce genre d'actions était inspiré surtout par des « motifs politiques ».

Une partie des salariés s'est dite prête à reprendre le travail ce mardi 2 avril, mais d'autres secteurs paraissent tout à fait décidés à poursuivre leur débrayage jusqu'au mardi 8. Quasimodo, la semaine prochaine (les congés de Pâques commencent jeudi).

CAMILLE OLSEN.

(Publicité)

Appel d'organisations Non Gouvernementales françaises au Congrès des Etats-Unis

HALTE A LA GUERRE CONTRE LE DEVELOPPEMENT DU NICARAGUA

Depuis plusieurs années, les Organisations Non Gouvernementales participent, avec les populations nicaraguayennes, à des programmes de développement dans les secteurs de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, dont nous avons constaté les effets positifs. Elles sont aussi les témoins de l'agression dont les principales victimes sont les populations civiles de ce pays.

Nous savons que le Congrès des Etats-Unis doit se prononcer quant au soutien financier de la contre-révolution. Nous témoignons de notre préoccupation pour la paix en Amérique centrale ; nous pensons que les efforts du groupe de Contadora (*) doivent être appuyés et que toute mesure impliquant un renforcement militaire n'apportera que misère et désolation au sein des populations civiles déjà tant éprouvées.

C'est pourquoi nous souhaitons l'intensification des efforts de tous pour permettre une solution pacifique aux conflits dans cette région du monde. Le Nicaragua a le droit de poursuivre la voie de développement originale qu'il a librement choisie et à laquelle nous apportons notre concours.

(*) Groupe de quatre pays latino-américains - Colombie, Mexique, Panama, Venezuela - qui tente de mettre en place un plan de paix pour l'Amérique centrale.

SIGNATAIRES

Centre de documentation tiers-monde de Montpellier ; Centre international de coopération pour le développement agricole (CICDA) ; Centre national d'information pour le développement et la libération des peuples (CRIDEV) ; Centre tiers-monde de Dijon (TESSITO) ; Cedeim ; Cénacle (service océanique d'entraide) ; Collectif droits de l'homme Amérique latine Saint-Martin ; Collectif tiers-monde de Poitiers ; Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) ; Comité de coopération scientifique et technique avec le Nicaragua ; Comité de solidarité avec le Nicaragua ; Comité de jumelage Lutterbach-Dario ; Comité de solidarité avec le Nicaragua ; Coordination information tiers-monde de Caen (CITIM) ; Fédération artisans du monde ; France-Amérique latine ; Frères des hommes ; Institut océanique pour le développement des peuples (INOPEP) ; Médiathèque des trois mondes ; Opération Espérance de Grenoble ; Peuples solidaires ; Solidarités internationales ; Solidarités agro-alimentaires (SOLAGRA) ; Terre des hommes-France ; Vie nouvelle.

Sources : Collectif information Nicaragua, 63 bis, rue du Cardinal-Lemoine, 75006 Paris. Tél. 354-33-38

Ajournement possible à Bruxelles des négociations sur les prix agricoles

De notre correspondant

Bruxelles. - Les ministres de l'agriculture des Dix paraissent incapables de fixer les prix agricoles. Les Allemands refusent catégoriquement d'envisager une baisse des prix des céréales, que les autres délégations avec la Commission européenne estiment nécessaire afin de freiner un développement de la production qui va bien au-delà de celui de la demande. « Le président est hors d'état d'esquisser le moindre compromis », a constaté lundi 1^{er} avril M. Pandolfi, le ministre italien qui conduit les travaux des Dix. Cependant, pour sortir de l'impasse, il semblait que la présidence italienne avait l'intention de proposer aux délégations une prolongation pure et simple de la campagne pour une année.

A l'interruption du déjeuner, M. Rocard a complètement exclu une telle hypothèse : « On ne peut pas imaginer une prolongation d'un an. La France a des problèmes qui ne seraient pas résolus si la viande bovine, la viande ovine, le vin, il n'en est absolument pas question. »

Le ministre français a souligné que les difficultés actuelles illustraient l'absurdité des décisions prises voici quelques mois en matière de discipline budgétaire. Les décisions qu'il avait qualifiées alors « d'absurdité collective ». « La discipline budgétaire explose du fait de l'Allemagne. C'est assez fascinant car ce pays a été l'un des principaux responsables de cette monnaie-troisième. Il faut que les Allemands se chargent d'ajuster leur propre position sur ce point. Ce problème de cohérence ne se pose pas simplement dans le cadre du conseil des ministres de l'agriculture, les ministres des finances devront étudier l'affaire », a-t-il ajouté.

La situation étant complètement bloquée, l'hypothèse la plus plausible mardi matin était que la négociation tourne court. Les ministres pourraient alors renvoyer leurs travaux à la mi-mai, c'est-à-dire après les élections régionales qui doivent avoir lieu en RFA et en Italie.

M. Rocard a exprimé sa préoccupation devant la perspective d'un tel délai. Il est vrai que pour les producteurs de lait français, qui tablent sur un relèvement de prix de l'ordre de 4 % (1), l'ajournement de l'entrée en vigueur de la nouvelle campagne bien au-delà de la date normale du 1^{er} avril représenterait un manque à gagner non négligeable. La baisse de 3,6 % en ECU des prix des céréales que propose la Commission n'est que la simple application de décisions prises par le conseil les années passées. « Il faut mettre fin à une politique quand elle est mauvaise », a répliqué M. Kiechle, le ministre allemand. Faisant fien de tout espoir d'éviter une baisse des prix, que la petite exploitation d'outre-Rhin risquerait de très mal supporter, il a expliqué que le cours élevé du dollar a rendu moins coûteuse la politique de subventions à l'exportation de la CEE, et que, grâce aux économies ainsi faites, le conseil peut faire preuve d'un peu plus de souplesse en fixant les prix.

M. Andrieux, le commissaire chargé des affaires agricoles, lui a répondu qu'il n'en était rien : les dépenses agricoles doivent progresser à un rythme moins rapide que les ressources de la Communauté. Comme M. Rocard, M. Braks, le ministre néerlandais, mis en relief l'incohérence de la position allemande : la RFA réclame des économies, tout en défendant des positions qui, si elles étaient retenues, provoqueraient un surcroît de dépenses. En outre, les ministres français et néerlandais ont souligné qu'il s'agit d'un problème très dommageable pour la crédibilité de la PAC que les décisions prises au cours des années passées pour réformer l'Europe verte ne soient pas appliquées.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

(1) A ces 4 % s'ajoutent 1,5 % du prix en ECU qui est proposé par la Commission, 0,5 % d'ajustement mensuel, 1 % de réduction de la taxe de co-responsabilité et 0,5 % d'augmentation en ECU supplémentaire qui sera vraisemblablement décidé par le conseil.

AMÉRIQUES

Chili

Près de vingt mille personnes ont assisté aux obsèques de deux opposants assassinés

Santiago (AFP, Reuter, UPI). - Près de vingt mille personnes ont assisté, lundi 1^{er} avril, aux obsèques de deux opposants au régime du général Pinochet enlevés vendredi et retrouvés assassinés samedi. Le corps du troisième homme tué était encore à la morgue pour analyse. Les différents cortèges, composés d'étudiants, d'enseignants, d'intellectuels et d'ouvriers, ont convergé dans les rues de la capitale jusqu'à la cathédrale, puis jusqu'au cimetière général. Le défilé, qui a duré plus de quatre heures, était rythmé par des slogans hostiles au général Pinochet.

L'assassinat des trois militants - Guerrero, président de l'Association des étudiants ; Parada, membre d'un groupe de défense des droits de l'homme ; et Navarro, dessinateur - met directement en cause les forces de sécurité du gouvernement, a es-

L'Association des enseignants chiliens (AGECH) et la Fédération des étudiants de l'université ont annoncé, pour ce mardi, un arrêt de travail des enseignants, et l'ordre des médecins a également appelé ses adhérents à se joindre à l'arrêt de travail dans les hôpitaux.

Brésil

Grève des métallurgistes de l'Etat de Sao-Paulo

Sao-Paulo (AFP). - Les syndicats de la fédération des métallurgistes de l'Etat de Sao-Paulo, qui regroupent près de deux cent quatre-vingt mille ouvriers, ont décidé, après l'échec des négociations avec le patronat, d'entamer à partir de ce mardi 2 avril une grève à durée indéterminée. De son côté, le groupe indépendant des métallurgistes, que préside M. Jair Meneguelli, appelle les quelque trois cent quinze mille ouvriers regroupés au sein de sept syndicats à un arrêt de travail à partir du 11 avril. Les revendications des métallurgistes indé-

pendants ainsi que celles de la fédération portent sur la réduction du temps de travail hebdomadaire de quarante-huit à quarante heures et sur l'augmentation de 100 % des salaires.

Les dirigeants syndicaux ont précisé que ces grèves ne sont pas dirigées contre le gouvernement du président Tancredino Neves. Ce dernier, hospitalisé dans cette même ville depuis le mardi 26 mars, se remet lentement de sa troisième opération. Il souffre d'une infection au niveau de l'incision pratiquée par les médecins.

Grèce

UN PROCUREUR ASSASSINÉ A ATHÈNES

Athènes (AFP, Reuter, UPI). - Un procureur, M. Giorgos Theophanopoulos, a été assassiné lundi soir, 1^{er} avril, à Kallithea, dans la banlieue d'Athènes. Il a été abattu par deux hommes circulant à moto, alors qu'il ouvrait le coffre de sa voiture.

Un tract retrouvé non loin du lieu de l'assassinat revendiquait celui-ci au nom de l'organisation Lutte antitayloriste, jusque-là inconnue de la police. Dans un premier temps, la police avait fait un rapprochement entre cet assassinat et celui, le 21 février dernier, de M. Monferratos, propriétaire du quotidien conservateur *Apogevmatas*, revendiqué par le groupe d'extrême gauche 17-Novembre.

M. Theophanopoulos avait représenté le ministère public en 1973 dans le procès de onze étudiants et deux avocats opposants au régime des colonels, puis en 1979 dans un procès intenté à des anarchistes.

M. Dimitri Maroudas, sous-secrétaire d'Etat à la presse et à l'information, a présenté le meurtre comme « un million de plus dans la chaîne des meurtres et des actes terroristes qui a fait son apparition en Grèce au cours de la décennie passée ».

Le chef de file de l'opposition conservatrice, M. Constantinos Mitsotakis, a déclaré que les criminels étaient, selon lui, liés à des organisations étrangères dont « le projet est de menacer la stabilité politique du pays ».

Homsy Delafosse à la tête du plus puissant réseau mondial d'agences créatives.

Aujourd'hui, une marque est souvent vendue mondialement. Pour que les sociétés puissent désormais compter sur une excellente qualité de communication partout où elles le souhaitent, Homsy Delafosse & Associés vient de prendre une initiative originale : la création d'un réseau d'agences de publicité indépendantes, ayant toutes une caractéristique commune : celle d'une spectaculaire réussite locale, liée à une créativité de très haut niveau.

Dans chaque pays, l'agence la plus performante.

A l'inverse du processus appliqué jusqu'ici qui consistait, pour créer un réseau mondial, à faire essaimer une agence-mère en de multiples entités locales de valeur souvent inégale, ce nouveau réseau rassemble les "agences championnes" de plus de 35 pays. Ce sont toutes des agences indépendantes, ayant réussi par leur seul mérite.

Parmi les principales, en voici quelques unes :

ALLY & GARGANO (USA) :

Agence de l'Année en 1982. Une des agences les plus créatives des États-Unis. Très grosse progression due à l'acquisition de budgets tels que Polaroid, Saab, Bristol Meyers et National Distillers. Son chiffre d'affaires dépassera les 200 millions de dollars cette année.

GRANDFIELD RORK COLLINS

(Grande-Bretagne) :

Une des plus fortes progressions de ces dernières années. L'agence a été créée en 1979. Elle emploie

aujourd'hui plus de 325 personnes pour un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard de francs. Elle doit son succès au travail réalisé pour ses clients tels que : Commodore, Johnson & Johnson, le Times, Royal Automobile Club, Spar, Tesco, Thorn EMI, Vinos de España et W.H. Smith.

ASSOCIATI GLOBE (Italie) :

Sans doute la progression la plus forte d'Italie. L'agence double son chiffre d'affaires tous les ans, grâce à des budgets tels que Perru-gina, Gérard Pérégaux, Roberto de Camerino, Givenchy, Ariston, etc.

EDEM ADVERTISING (Grèce) :

La plus importante agence indépendante de Grèce. Très forte progression. Parmi ses principaux budgets, il faut citer Dunhill, Ariston, Iglo, Porsche et IBM.

SHOFIELD SHERBON BAKER (Australie) :

Une des plus importantes progressions de ce pays. Agence indépendante très créative, gérant des budgets tels que le Gouvernement australien, Reckitt & Coleman, l'Oréal et BP Australie.

Le réseau Homsy Delafosse est également présent dans les principaux pays suivants : Japon, Allemagne Fédérale, Hong Kong, Moyen Orient, Canada, Mexique, Belgique, Suisse, Autriche, Hollande, Irlande, Indonésie, Singapour, Afrique du Sud, Cameroun, Côte-d'Ivoire, Corée du Sud, Pakistan, Inde, etc.

Un chiffre d'affaires supérieur à 600 millions de dollars. Une marge brute supérieure à 90 millions de dollars.

Le réseau Homsy Delafosse est le plus important de France avec une marge brute bien supérieure à celle des autres réseaux français :

Havas Conseil Marsteller	\$ 78.300.000
Eurocom	\$ 59.000.000
TBWA	\$ 55.400.000
Intermarco Farner	\$ 37.500.000
RSCG	\$ 35.800.000

(Source journal Médias)

Le réseau Homsy Delafosse fonctionne à partir d'une holding basée à Londres, dont le nom est GRCL, et qui pourrait être cotée en Bourse dès 1986.

Principales étapes du Groupe Homsy Delafosse & Associés.

1978 : Homsy Delafosse & Associés, dont les principaux budgets sont : Marie Brizard, Baccarat, Jacob Delafon, "33" Export, Camel, Crédit Commercial de France, Maisons Phénix, Panach', Tuborg, Bahlsen, etc.

1982 : Executive Club de France, lieu de rencontre du monde des affaires et de la politique.

1983 : Lancement de Decider's, conseil en image institutionnelle de l'entreprise et de ses dirigeants.

1984 : Association avec le Groupe ODIC

(Olivier Dassault International Communication).

1984 : Création de Paradise, agence de publicité, filiale.

1985 : Constitution du réseau Homsy Delafosse International.

Homsy Delafosse International

FONDATEUR DU RÉSEAU GRCL

216, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris - Tél. : 544.38.67 - Télex : HOMFOS 201958 F.

مكتبة امينة الاصل

ASIE

Cambodge

Phnom-Penh accepte de discuter avec la résistance si elle se dissocie des Khmers rouges

Le gouvernement de Phnom-Penh est prêt à discuter avec la coalition de la résistance cambodgienne, mais pas avec les Khmers rouges de Pol Pot, qui « doivent être éliminés », a déclaré le premier ministre du Kampuchéa démocratique, M. Hun Sen, à l'hebdomadaire Newsweek (numéro daté du 8 avril). « Nous n'avons qu'une condition. Si les gens veulent se joindre à nous, ils doivent abandonner Pol Pot. Nous pouvons parler avec Sihanouk : s'il abandonne Pol Pot aujourd'hui, je pourrais discuter avec lui demain. »

« Quiconque se dissocie de Pol Pot sera inclus dans la défense et la construction du pays », a-t-il ajouté.

A la frontière de la Thaïlande, l'armée vietnamienne a bombardé, lundi 1^{er} avril, trois bases de la résistance cambodgienne (Ban-Sing, Ban-Pras et Ban-Sariya). Phnom-Penh a affirmé, le même jour, que la résistance khmère avait perdu dix mille tués et blessés dans ses rangs depuis novembre dernier.

Racket dans un camp de réfugiés

Correspondance

Khao-I-Dang. — Khao-I-Dang, c'est presque un village modèle : on y trouve un excellent bloc chirurgical, un hôpital administré par la Croix-Rouge internationale, une antenne de Médecins sans frontières, des ateliers en tous genres, une boutique, un marché bien fourni et, pour beaucoup de Khmers qui y vivent parfois depuis quatre ou cinq ans, l'espoir de trouver, tôt ou tard, un pays d'accueil.

Mais depuis quelques semaines Khao-I-Dang est aussi une ville où d'autres Cambodgiens font réper la peur et la mort. Le 10 mars en fin de soirée, des « bandits » pénétrèrent sans difficulté dans l'enceinte du camp. Ils viennent voler, ils n'hésitent pas à tuer. Cinq personnes sont mortes cette nuit-là. « Nous n'avons pas fermé l'œil de toute la nuit à cause des tirs », affirment les réfugiés du site voisin de Bang-Poo.

Les morts et les blessés sont avant tout des Khmers. Mais aussi des « rangers » thaïlandais de la Task Force 80, cette unité spéciale, paramilitaire, qui est depuis des années chargée de la garde des camps.

Ce n'est pas le premier incident du genre, c'est simplement le plus sanglant. Khao-I-Dang, la nuit, est faiblement protégé. Une soixantaine de gardiens en armes, des barbelés qui cèdent à la première pince.

Les bandits, en théorie, ne sont pas identifiés. En fait, tout le monde est d'accord pour déclarer que ce sont d'anciens soldats du Front national de libération du peuple khmer (FNLPK) qui ont déferlé à la suite de l'attaque vietnamienne sur la base de Rythien (Nong-Samet), le 25 décembre dernier. Combien sont-ils ? Certains témoignages font état d'une centaine d'agresseurs, la nuit du 10 mars. « Ils sont mieux armés que les gardiens », nous a dit un représentant du Haut-Commissariat aux réfugiés : « Ils ont même des lance-roquettes B-40. »

Le HCR a fait des démarches auprès du commandement suprême de l'armée pour obtenir une meilleure protection du site. A partir du 1^{er} avril, une compagnie de « rangers » a été déplacée de Bang-Poo sur Khao-I-Dang : des barbelés plus résistants vont être installés autour du camp, et deux secteurs de Khao-I-Dang ont été désignés comme lieux d'évacuation. A la moindre alerte, la population pourra y converger et sera assurée d'y trouver protection.

Les bandits rançonnent. Ils exigent au moins 300 bahts par personne et ont fait circuler dans le camp une lettre écrite en khmer maladroite promettant de nouvelles razzias et décapitations « nouvelles ».

riches et les profiteurs ». Officiellement, la population du camp se monte actuellement à vingt-sept mille personnes. Il faut y ajouter six mille ou sept mille « illégaux », des gens qui y sont entrés clandestinement, surtout après la chute de Rythien et d'Ampil, avec l'espoir de trouver facilement un pays d'accueil. Espoir illusoire, car ils ne possèdent pas la carte de réfugié. « Un tiers de la population ici vit sans argent et sans carte de rattachement », nous a dit un membre d'une organisation internationale.

Le camp de Rythien avait été, avant qu'il ne soit envahi par les forces vietnamiennes, un des hauts lieux du marché noir et de la contrebande, qui a fait la fortune de certains Khmers, Thaïlandais et sans doute Vietnamiens.

Il faut reconnaître cependant que ce marché noir a permis à nombre de Cambodgiens de mener une existence à peu près normale dans le chaos qui est depuis 1979 cette portion de la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge où tant d'entre eux sont ballottés au gré des offensives vietnamiennes. Ces dernières semaines, une poignée de soldats perdus ajoutent encore aux problèmes de leurs compatriotes.

Le FNLPK a du reste tenu le 21 mars à la frontière une réunion secrète sous la présidence de M. Son Sanna pour aborder entre autres l'inquiétant problème de la sécurité des populations civiles, comme toujours premières victimes de la guerre.

JACQUES BEKAERT.

Afghanistan

ACCORD DE PRINCIPE SUR LA COORDINATION DE LA RÉSISTANCE

Islamabad (AFP-Reuters). — Les deux principales coalitions de la résistance afghane, représentant ses tendances fondamentaliste et modérée, sont convenues, lundi 1^{er} avril, de « coordonner » leur lutte contre les forces soviétiques. A-t-il été annoncé par des porte-parole de la résistance à Peshawar (Pakistan). L'accord de principe, qui ne prévoit aucune fusion des différents partis, a été conclu par les dirigeants de ces deux coalitions, à l'exception de M.M. Yunus Khalis et A.R. Sayyaf (fondamentalistes), absents de la rencontre.

D'autre part, des résistants afghans ont tué, le 28 mars, l'un de leurs anciens commandants, Juma Khan, devenu un agent de Kaboul, qui aurait eu pour mission d'empêcher l'approvisionnement des maquisards de la vallée du Panchir. Il avait rallié le gouvernement en avril 1984.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P.
64, rue La Boétie - 563-12-66

VENTE au Palais de Justice de Créteil, Jeudi 18 avril à 9 h 30
EN UN SEUL LOT
UN APPARTEMENT de 4 P. à VINCENNES
(Val-de-Marne) - 109, rue Deffrance
avec PARKING et CAVES
M. à P.: 200.000 F. avocat, 166 bis, Grande-Rue Ch.-de-Gaulle,
Nogent-sur-Marne (94) - Tél. 871-03-78. M. Marcel BRAZIER, avocat,
178, bd Hausmann, Paris (8) - Tél. 562-39-03

Cabinet de M^{re} Desmery-Habib, avocat à Boulogne (92), 12, r. de Paris
VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de Nanterre,
le MERCREDI 17 AVRIL 1985, à 14 h
UN APPARTEMENT 2 P.P. à SÈVRES (92)
52, route du Pavé-des-Grâces, rue Pasteur, rue Pierre-et-Marie-Curie
au 3^e ét., bte. B, escalier X avec C.A.V.E. et EMPLACEMENT de voiture
MISE A PRIX : 100.000 F. S'adr. M. Guy BOUQUOT,
avocat à la cour, 55, bd Malesherbes, Paris (8) - Tél. 522-04-36
VISITES : place, le 12 avril 1985, de 11 à 12 h

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE DU GOLFE

L'aviation irakienne a utilisé des bombes de 250 kg dans son dernier raid sur Téhéran

Le dernier bilan officiel du bombardement de Téhéran dans la nuit du dimanche 31 mars au lundi 1^{er} avril s'élève à vingt-deux morts et une centaine de blessés. Ce bilan pourrait toutefois être beaucoup plus lourd. Les sauveteurs continuent, lundi, de dégager les victimes des décombres de la quarantaine d'habitations touchées en deux points des quartiers populaires du sud de la capitale.

L'aviation irakienne, qui utilisait auparavant des roquettes dotées d'un pouvoir destructif limité, emploie maintenant des bombes de 250 kg, beaucoup plus meurtrières, selon nos experts militaires. Ce sont ces engins qui avaient, mercredi dans la nuit, tué trente-cinq personnes et blessé deux cents dans le quartier de Dolatabad, également au sud de la capitale.

Les raids nocturnes irakiens sur Téhéran sont désormais quotidiens depuis lundi dernier. Seule la nuit de samedi à dimanche avait été calme, sans doute en raison de la présence à Téhéran d'une mission de bons offices indienne.

Les habitants de la capitale irakienne s'attendaient au raid de lundi, après le lancement dimanche à l'aube de deux missiles sol-sol sur Bagdad, et surtout à la veille de l'universaire du référendum ayant approuvé la Constitution de la République islamique d'Iran. Beaucoup avaient profité de plusieurs jours chômés pour quitter la capitale et rejoindre des parents ou des amis en province.

A partir de samedi, les autorités avaient recommandé à diffuser des consignes de sécurité, recommandant notamment aux habitants de ne pas rester dans les étages supérieurs des immeubles et aux automobilistes de peindre leurs phares en bleu.

Peu après le raid, le vice-premier ministre irakien, M. Tariq Aziz, a réaffirmé de Tokyo où il a été invité par le ministre japonais des affaires étrangères, M. Shintaro Abe, que son pays était prêt à étudier et prendre en considération toute suggestion pour un règlement global du conflit mais n'accepterait pas de cesser le feu partiel avec l'Iran.

A Téhéran, une soixantaine de personnalités du Mouvement de libération de l'Iran de M. Bazargan et du Front national ont adressé, le 18 mars, un télégramme à M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, dans lequel ils lui demandent de « poursuivre ses efforts pour l'arrêt des bombardements des zones non militaires et pour mettre fin aux massacres des populations civiles innocentes des villes et des régions éloignées du front » ainsi que « pour trouver une solution juste et honorable à cette guerre destructive qui perturbe le paix et la sécurité de toute la région, et cela dans l'intérêt des populations iraniennes et irakiennes ».

Parmi les signataires de ce texte figurent plusieurs anciens ministres du gouvernement de M. Bazargan, des membres du Front national irakien et l'ayatollah Zandjani, un religieux modéré proche du Front national.

A Ryad, le secrétaire général des Nations unies a déclaré lundi soir au cours d'une conférence de presse que : « Je suis prêt à me rendre dans ces deux pays uniquement si je peux discuter de tous les aspects ». « Je n'ai ajouté » avant de conclure : « même si je ne suis pas certain que dans les deux capitales, j'entends maintenir mes efforts pour tenter d'arrêter la guerre. » (AFP, Reuters.)

LES TROUBLES AU SOUDAN

Le président Reagan débloque des fonds pour venir en aide au régime du maréchal Nemeiry

Le président Reagan, recevant le lundi 31 mars le président soudanais, le maréchal Nemeiry, lui a annoncé sa décision de débloquent partiellement l'aide américaine au Soudan, qui avait été suspendue pour inciter Khartoum à prendre des mesures d'austérité économique.

Sur quelque 180 millions de dollars d'aide en suspens, 67 millions seront versés immédiatement afin de manifester le soutien de Washington aux mesures qui viennent d'être prises par le Soudan, a annoncé la Maison Blanche.

Mais, pour maintenir, semble-t-il, la pression sur Khartoum, les négociations se poursuivront sur les conditions de versement des 114 millions de dollars votés pour l'année fiscale 1985. « Nous sommes prêts à travailler immédiatement avec le gouvernement soudanais et d'autres pays donateurs pour mettre au point un programme d'assistance viable pour 1985 », indique à ce sujet le communiqué de la Maison Blanche.

Outre le déblocage partiel de l'aide économique, la Maison Blanche a annoncé que 250.000 tonnes de céréales supplémentaires seraient fournies au Soudan, portant à 975.000 tonnes l'aide alimentaire apportée par les États-Unis.

La situation au Soudan même demeure préoccupante. La grève générale, annoncée par des syndicats et des associations professionnelles pour lundi, a été remise au mercredi 3 avril. De nombreuses arrestations ont été opérées parmi les médecins, les avocats, les universitaires de Khartoum dont beaucoup se sont abstenus de travailler depuis lundi pour protester contre les « brutalités » des forces de l'ordre lors des émeutes de la fin la semaine dernière.

Une « contre-manifestation » de soutien au régime du maréchal Nemeiry devait être organisée, ce mardi 2 avril, à Khartoum. L'un des dirigeants de l'Union soviétique soudanaise (partis arabes), M. Mohamed Hossain Abou Sag, a indiqué, au cours d'une conférence de presse, que les manifestations de la semaine dernière ont été organisées « par les Frères musulmans, les baouistes, les communistes, et inspirées par l'Union soviétique, l'Éthiopie, la Libye et le Yémen du Sud ». M. Abou Sag a confirmé que des manifestations avaient eu lieu à Aden, au nord de Khartoum, affirmant que c'était le seul mouvement enregistré en dehors de la capitale. Cependant, selon des témoins, des émeutes analogues s'étaient déroulées à Port-Soudan, sur la mer Rouge, et dans les chefs-lieux des provinces du Kordofan et de Darfour.

Les tracts appelaient à un soulèvement populaire, signé par des « officiers libres » et par l'« ordre de la police » ou « faux fabricants par des étudiants gauchistes ». — (AFP, Reuters.)

Liban

ENLEVÉ LE 24 MARS A TRIPOLI

M. Peyrolles a été libéré

Beyrouth (AFP). — Le directeur du centre culturel français à Tripoli (Liban du Nord), M. Gilles Sidney Peyrolles, enlevé le 24 mars dernier, a été libéré et se trouve en « bonne santé », a-t-il appris à l'ambassade de France à Beyrouth.

On ne disposait, ce mardi au fin de matinée, d'aucune indication sur les circonstances de la libération de M. Peyrolles, trente-deux ans, dont l'enlèvement avait été revendiqué le 26 mars par les Fraternités armées révolutionnaires libanaises (FARL). Cette organisation avait posé comme condition pour sa « libération et la sauvegarde de sa vie, la libération immédiate de notre commando arrêté en France, Abdel Kader Saadi ».

La nouvelle de la libération de M. Peyrolles avait été donnée d'abord par le quotidien libanais Al-Naba, qui avait indiqué que les se-

vices de sécurité du mouvement chiite Amal étaient parvenus à localiser son lieu de détention dans la région de Baalbek (plaine de la Bekaa) et l'avaient libéré dans la nuit de lundi à mardi à 1 heure locale (23 heures GMT).

Deux diplomates français, M. Marcel Fontaine, conseiller adjoint, et Marcel Carton, attaché chargé du protocole, demeurent détenus depuis le 22 mars, alors que M. Daniel Perez n'a été libéré dimanche.

Le père Kluiters assassiné

Le Père jésuite néerlandais Nicolas Kluiters, porté disparu depuis le 14 mars dernier, a été retrouvé assassiné, lundi, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Baalbek. Son corps a été retrouvé au fond d'un puits de 70 mètres de profondeur, par un berger de la région, qui n'a n'importe pas été revendi-

Halte au Vol

1 service à 5 points
PICARD
+ d'autres marques
Matériel GARANTI 5 ANS
+ 1 blindage acier 15/10
+ 4 goujons d'acier anti-dégondage
+ 3 courroies anti-pincement
+ l'extérieur sur le pourtour de la porte
COTRE ET COTTEMENT
3 350 F TTC
Prix et dépt. comp. PARIS-DIVULGUE
Sté S.P.P.
11, rue Minard
92130 Issy-les-Moulineaux
554.58.00
554.41.95
FACILITE DE PAIEMENT

Inde

Sueurs froides à Bhopal

De notre correspondant

Delhi. — Le cauchemar ne finira donc jamais ? Cent vingt jours après la catastrophe qui entraîna la mort d'environ deux mille personnes, l'usine d'Union Carbide à Bhopal fait toujours peur. Et les voisins immédiats du complexe chimique ont connu lundi 1^{er} avril un instant de terreur qu'ils ne sont pas prêts d'oublier. La nuit, les Bhopaliens avaient découvert dans leurs journaux qu'une petite fuite de chlore s'était produite quatre jours auparavant, le jeudi soir, et qu'une demi-douzaine de personnes, dont trois employées de l'usine, avaient été légèrement affectées. Un garde-barrière de la voie ferrée voisine, terrifié, avait abandonné son poste pendant une demi-heure après avoir ressenti une forte irritation des yeux et de la gorge.

La direction d'Union Carbide explique que la fuite « dénuée de danger » s'était produite alors que les employés transféraient précédemment de la chlore d'un réservoir souterrain à un camion-citerne. « La fuite a été promptement neutralisée à l'aide de jets d'eau », ajoute-t-on. Rien de grave apparemment, mais les survivants de l'enfer ne regardent jamais vers l'usine de mort sans quelque appréhension.

Lundi matin vers 9 heures, nouvel incident. Une méchante fumée s'échappa du complexe chimique et monta vers le ciel gris. Il pleut sur Bhopal depuis une douzaine d'heures. Parmi les intouchables et les pauvres hères qui habitent les huttes de planches et de branches autour de l'usine, c'est la panique. On avertit les voisins, la presse locale, les autorités municipales, la police, et la rumeur s'envole. Un journaliste de Bhopal téléphone à Delhi et parle de quinze mille per-

sonnes en fuite. Est-il possible que le désastre d'avant Noël se reproduise ? Tous les stocks d'isocyanate de méthyle n'ont-ils pas été convertis en pesticides, et évacués depuis janvier ?

En fait, on saura plus tard que quelques dizaines de familles seulement ont abandonné en courant leurs misérables cabanes. Un porte-parole d'Union Carbide expliquera peu après que la colonne de vapeur résultait d'une simple réaction chimique, encore une fois « sans danger » entre l'eau de pluie et quelques litres d'acide chlorosulfonique répandus sur le sol. On apprendra ainsi que sur les 150 tonnes d'acide précédemment stockées dans l'usine, il en reste 27 tonnes. Union Carbide cherche à se débarrasser de toutes ses réserves de produits chimiques, mais les acquéreurs ne semblent pas se bousculer devant le portail de l'usine. Il restait aussi 10.000 litres de chloroforme à saisir.

Officiellement, la complexité est fermée depuis le 4 décembre, et les autorités provinciales du Madhya-Pradesh, dont Bhopal est la capitale, écartent pour l'instant toute éventualité de reprise d'exploitation. Le gouvernement fédéral de M. Gandhi étudie pour sa part la possibilité d'une nationalisation et négocie avec la société mère américaine (détentrice de 50,9 % du capital d'Union Carbide-Inde) l'éventualité d'un règlement financier de la catastrophe à l'amiable et hors tribunal. En attendant, une chose est sûre, quatre mois après la terrible nuit du 3 décembre, Bhopal est loin d'avoir retrouvé sa sérénité.

PATRICE CLAUDE.

TRANSFORMATION

Analyse transactionnelle et conseil en organisation

Cabinet TRANSFORMATION

38, rue de Liège
75008 PARIS - Tél. : 293-08-29
Alain CARDON - François DAUVERGNE

M. Ph...

prov...

Fin...

politique

LA BATAILLE POUR LA PRÉSIDENTIE DU CONSEIL RÉGIONAL D'AQUITAINE

Un choix difficile entre « la médiocrité, le ridicule et l'intelligence »

Après quelques déclarations bien senties au lendemain des élections cantonales, après des propos pour le moins contradictoires, les responsables politiques aquitains qui doivent, le 15 avril, élire le président et le bureau d'un conseil régional où majorité et opposition se retrouvent à égalité de sièges (38-38) devaient aujourd'hui, moins loquaces. Pour être parus, comme le suggère M. Roland Delmas, ministre des relations extérieures et conseiller régional, « on ne négocie pas en lançant des petites phrases ». Ainsi, dans chaque camp, après avoir avancé d'un pas ou reculé de deux, après avoir lancé des coups de sonde et pris ses « marques », à l'égard de l'opinion ou de son parti (les élections de 1986 approchent), on retrouve le goût du secret, des explications précautionneuses.

Pour débouler la situation, trois solutions sont en fait envisageables, chacune d'elles pouvant s'accommoder de quelques variantes.

Première solution : le recours à la règle du doyen d'âge, prévu par la loi et qui veut pour l'élection du président comme pour celle des membres du bureau. Après la désignation, il y a une dizaine de jours, des représentants des conseils généraux à l'assemblée régionale, ce doyen d'âge se trouve dans les rangs de la gauche et non plus dans ceux de l'opposition. M. Pierre Andrieu, maire de Pau et Saint-Vivien (Dordogne), n'a, avec ses quatre-vingt-quatre ans, séduit le Parti socialiste. Le président de l'assemblée d'Aquitaine serait donc socialiste, mais aussi le vice-président, comme le veut le règlement. Et revanche, le bureau serait, lui, toujours compte tenu de l'application de cette règle du doyen d'âge, à majorité... de droite.

Deuxième solution : l'affrontement, avec l'espoir de détruire cet équilibre droite-gauche, au terme de ce que M. Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement et maire de Pau, appelle une « chasse aux truies ». L'Aquitaine a connu par le passé ces sortes de « débâcles ».

Troisième solution : l'accord, pour créer les conditions d'une « coexistence », qui, jusqu'aux élections régionales de 1986, éviterait la paralysie.

M. Fossé, élu, président du conseil régional de Haute-Normandie. — M. Roger Fossé, député (RPR) de la Seine-Maritime, a été réélu, le lundi 1^{er} avril à Rouen, président du conseil régional de Haute-Normandie, avec 26 voix contre 14 à M. Marc Néron (PS) et 6 au candidat communiste, M. Christian Cuvillier. Deuxièmement, scrutin ont été nécessaires pour l'élection, 47 bulletins ayant été mis dans l'urne, au premier tour, pour 46 votants inscrits.

M. Barreau chargé de mission à l'Élysée. — M. Jean-Claude Barreau, conseiller culturel à l'ambassade de France à Alger, a été nommé chargé de mission à la présidence de la République par un arrêté publié le samedi 30 mars au Journal officiel. M. Barreau travaillera particulièrement sur les améliorations concrètes de la vie des Français, indique-t-on à l'Élysée.

en jeu

NOTRE RÉPUBLIQUE

Et les articles de R. Carriz, Alain Gerber, Gilles Perrault, Pierre Joffroy, Yves Jouffé, Edmonde Charles-Roux, etc.

UN GRAND MENSUEL POUR TOUTE LA GAUCHE

EXEMPLAIRE GRATUIT SUR DEMANDE

1 an : 250 F CCP n° 17 007 07 Paris

Éditeurs du 10 Mai

62 rue de Bourgogne, 75007 Paris

Planté par A. Solo

Finlande Laponie

LAPONIE CAP NORD

circuit accompagné

Finlande / Norvège

5 jours PARIS - PARIS

F. 10.440

voiture privée de 4 places

ALANT'S TOURS

5, rue Danielle Casanova

75001 PARIS ☎ 296.59.78

de 10h30

LA RÉFORME DU MODE DE SCRUTIN

M. Badinter rappelle que le général de Gaulle avait instauré et défendu la proportionnelle départementale

M. Robert Badinter, ministre de la justice, a pris position très fermement, lundi 1^{er} avril, dans le débat sur la réforme du mode de scrutin pour les élections législatives de 1986. Le garde des sceaux en tient pour la proportionnelle départementale (lire notre dossier page 8) et s'appuie sur les positions prises en 1950 par le général de Gaulle en faveur de ce système.

Lundi 1^{er} avril, il était prévu que le projet du gouvernement serait connu dans ses grandes lignes au terme du conseil des ministres du mercredi 3 avril. M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, devait présenter une communication sur ce sujet à ses collègues. Pourtant, plusieurs membres de la délégation du Parti socialiste, qui ont rencontré le premier

ministre lundi en fin de journée, ont eu le sentiment que la décision du gouvernement n'était pas encore prise. Le ministère de l'intérieur a continué de travailler, pendant le week-end et en début de semaine, sur différentes hypothèses. M. Laurent Fabius, qui quitte Paris jeudi pour la Corée du Sud, souhaitait, pour sa part, en terminer avant son départ.

La prise de position de M. Robert Badinter confirme cependant l'interprétation donnée par la plupart des députés socialistes aux propos que leur a tenus M. Laurent Fabius à Rennes, jeudi 28 mars (le Monde du 30 mars). Les députés socialistes étaient convaincus que les élections législatives de 1986 seraient organisées à la proportionnelle départementale.

M. Robert Badinter, interrogé, le lundi 1^{er} avril, au cours de l'émission « L'heure de vérité » (Antenne 2) sur le mode de scrutin pour les élections législatives, s'est prononcé pour la représentation proportionnelle départementale. M. Badinter a justifié sa préférence en se référant à une délimitation du général de Gaulle, qui avait choisi ce mode de scrutin à la Libération.

Le 16 mars 1950, lors d'une conférence de presse, le général de Gaulle déclarait : « Permettez-moi de dire qu'un seul système électoral a jamais été établi en France dans l'unique considération de l'intérêt général, c'est celui qui a été établi, après la Libération, par lequel un seul candidat nulle part et qui n'avait pas de parti (...). L'heure qu'il est, il y a deux systèmes électoraux : francs, honnêtes, qui, à mon sens, peuvent être considérés. Il y a, d'abord, le système actuel, la proportionnelle dans le cadre du département ; il y a, d'autre part, le scrutin majoritaire de liste dans le même cadre (...). Indépendamment de ces deux systèmes-là, il y a toutes les sortes de trucs que les professionnels de la combinaison peuvent imaginer

pour déformer plus ou moins la réponse des électeurs. On peut mélanger le système proportionnel avec le système majoritaire : c'est un trucage. On peut, aussi, appliquer le système majoritaire à certains départements et le système proportionnel à d'autres départements : c'est un autre trucage. »

Le 14 novembre 1949, au cours d'une conférence de presse, le général de Gaulle avait déclaré que, en 1945, il n'avait pas voulu du scrutin d'arrondissement parce que celui-ci aurait favorisé les communistes. Il avait ajouté : « Comme personne ne

parlait, à l'époque, de scrutin de liste majoritaire, j'ai été au plus simple et, je le crois, au plus juste à ce moment-là, c'est-à-dire à la représentation proportionnelle dans le cadre du département. » Il avait précisé : « Quant au scrutin d'arrondissement, pour en terminer avec lui, nous l'avons, naguère, très largement expérimenté. Par exemple entre les deux guerres, je ne vois pas qu'il ait, alors, donné à la politique française cette grande netteté, cette grande fermeté, cette grande continuité dont on veut l'arner aujourd'hui. »

Une délégation du PS à Matignon

Une délégation du bureau exécutif du PS est allée exposer au premier ministre, lundi 1^{er} avril en fin d'après-midi, la diversité et la réalité des positions des socialistes sur le mode de scrutin. Conduite par M. Lionel Jospin, premier secrétaire, cette délégation était composée de MM. Roger Fajardie (coursier Maury), Pierre Braun (coursier Rocard), Michel Charzat (CERES), Jean Popereau (coursier A, numéro deux du PS).

Chacun des membres du bureau exécutif a exposé ses arguments, tandis que le premier ministre a fait une présentation didactique sur les avantages et inconvénients des modes de scrutin envisagés. À l'issue de cette réunion, la majorité des dirigeants socialistes présents ont eu le sentiment que la décision finale n'était toujours pas prise, avantages et inconvénients des modes de scrutin semblant encore soupesés par le pouvoir.

L'accord de gouvernement RPR-UDF

devrait être signé après les fêtes de Pâques

« L'accord pour gouverner », que préparent le RPR et l'UDF dans la perspective d'une alternance en 1986, devrait être rendu public aussitôt après les fêtes de Pâques et signé à ce moment, solennellement, par les deux mouvements de l'opposition.

Un programme plus détaillé de gouvernement devrait suivre à l'automne cet accord de quelques pages. Écartant « l'utopie du recroisement », M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, a, lundi 1^{er} avril, au cours de l'émission de France-Inter « Face au public », évoqué cet accord, symbole de la « volonté » commune de l'UDF et du RPR de « gouverner la France ensemble et de gouverner sans compromission, ce qui veut dire de gouverner sans les socialistes ».

« Nous refusons notre confiance », a déclaré M. Gaudin, « à tout gouvernement de compromis qui tenterait de s'appuyer sur une autre majorité, par nature instable et incohérente, et qui n'appliquerait pas une politique

conforme à nos convictions et à notre projet commun. »

Le texte de cet accord de gouvernement fait encore, ces jours-ci, l'objet d'examen par l'UDF et le RPR. Il devrait être discuté de nouveau ce mardi au cours d'une réunion informelle des deux mouvements, au Sénat. Il doit enfin être examiné par le bureau de l'UDF qui se réunit mercredi.

Le comité directeur du Centre national des indépendants et paysans, réuni le 28 mars 1985, a décidé : « De ne pas participer éventuellement à un accord de gouvernement de l'opposition que si le CNIP apparaît comme une composante à part entière de l'accord, au même titre que le RPR et l'UDF, et si ce projet est compatible avec ses positions ». « Sûr », a-t-il dit, « que le CNIP refuse de se laisser entraîner sur le terrain choisi par la stratégie socialiste qui consiste à provoquer une censure au sein de l'opposition. »

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Pisani envisage de faire administrer provisoirement le territoire par Paris

M. Edgar Pisani, député du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, a été reçu, le lundi 1^{er} avril, par M. Alain Fohrer, président du Sénat, et par M. Louis Mermeaux, président de l'Assemblée nationale. Rien n'a filtré de ces entretiens. M. Diez Ukevié, président du gouvernement territorial et sénateur RPR, doit présenter son propre plan sur l'avenir du territoire le mardi 2 avril au Sénat au cours d'une conférence de presse.

Interrogé le lundi 1^{er} avril par France-Inter, M. Pisani a indiqué que le référendum donnera le choix aux Calédoniens entre deux solutions : d'une part « quelque chose comme l'indépendance-association qui je crois est l'expression exacte des volontés du gouvernement français », et d'autre part « un statut

nécessairement renouvelé puisque c'est ce statut lui-même qui a été le point de départ des tensions qui ont abouti aux désordres que l'on sait ». Il a ajouté : « Les partis indépendantistes (...) n'accepteront pas d'entrer dans le jeu du statut tel qu'il a été défini en 1984 ». L'autre, a-t-il précisé, que l'Assemblée en Nouvelle-Calédonie a renforcé la prééminence des Européens au détriment des Canaques. »

Comme au début du mois de janvier, le député du gouvernement a, une nouvelle fois, envisagé une période d'administration directe du territoire par des envoyés du gouvernement central. « Je crois que dès lors que la décision aura été prise de procéder au scrutin d'autodétermination, en particulier si le LKS quitte l'assemblée territoriale, il ne sera pas possible de laisser à un gouvernement monocolor (RPR) le soin de gérer les affaires pendant que se déroule un débat d'importance comme celui du scrutin d'autodétermination. Or justement le LKS, seul parti indépendantiste représenté à l'assemblée territoriale, a annoncé qu'il étudierait la possibilité de quitter l'assemblée (le Monde du 2 avril). »

Le statut actuel du territoire ne prévoit pas une telle possibilité. Son article 107 permet au gouvernement français de dissoudre l'assemblée territoriale « lorsque le fonctionnement des institutions territoriales se révèle impossible ». Mais, dans ce cas, de nouvelles élections doivent être organisées dans les trois mois, et c'est le gouvernement du territoire qui assure l'expédition des

affaires courantes. Une période d'administration directe par les représentants de Paris devrait donc être autorisée par un nouveau texte de loi, celui organisant le référendum, par exemple.

Du reste, on indiquait, mardi 2 avril, dans l'entourage du premier ministre, que cette possibilité évoquée par M. Pisani « n'est qu'une hypothèse de travail », qui pose des problèmes « juridiques et techniques ». Sur place, le RPRC, majoritaire dans le gouvernement local, a réagi vivement aux propos de M. Pisani, et a fait savoir que, en préconisant l'administration directe du territoire [par l'État], M. Pisani venait visiblement aggraver la situation au plan de l'ordre public et de l'expression démocratique, et veut engager le gouvernement français dans une voie encore plus risquée et encore plus incertaine.

D'autre part, le travail a repris le lundi 1^{er} avril à la mine de nickel de Thio, pour la première fois depuis quatre mois. Selon la direction de la société Le Nickel, 70 des 87 employés mélanésiens étaient à leur poste de travail dans la mine.


PRÉCISION. — A propos du conflit au conseil municipal de Sarcelles (le Monde du 2 avril), M. Guy Gabison nous demande de préciser qu'il n'était pas adjoint au maire mais conseiller délégué au logement. Sa délégation ne lui a pas été retirée, dit-il, mais il l'a rendue, « par solidarité » avec M. Nahum, adjoint auquel le maire de Sarcelles a retiré sa délégation.

Raymond Aron

1905-1983

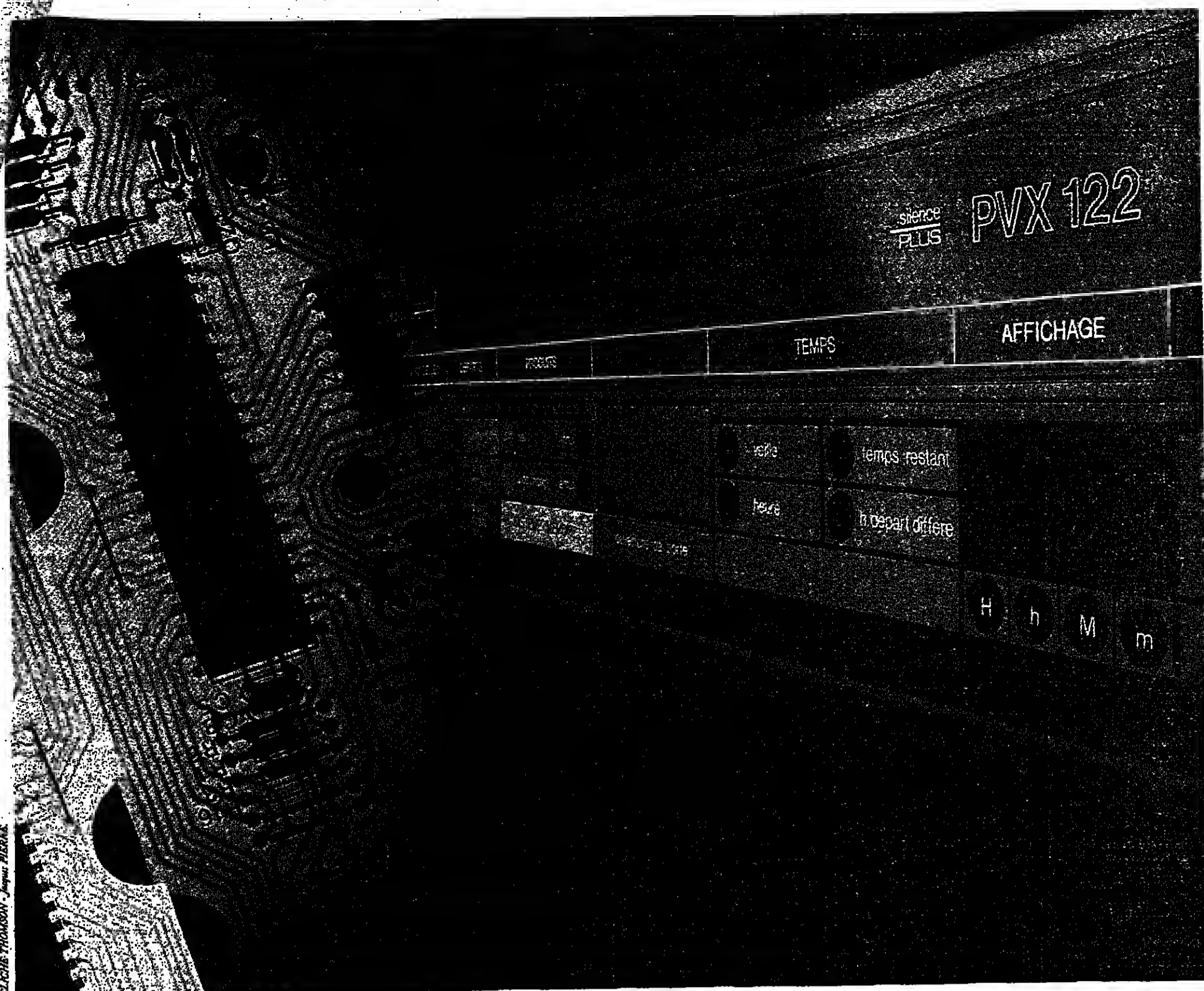
Histoire et politique

Textes et témoignages



مكتبة الأصل

PVX-122: la stratégie de la puce.



CLICHÉ THOMSON - Jacques PIERRE

Décider. La qualité de la vie, ça tient souvent à peu de chose, à un minuscule composant par exemple que nous appelons familièrement "la puce".

En ce qui concerne l'électroménager, sans elle, jamais l'électronique n'aurait quitté le monde de l'entreprise pour entrer dans les foyers.

Dès 1979, THOMSON a pris une décision capitale : s'orienter vers le tout électronique en matière de lave-vaisselle.

A terme, ce pari sur l'avenir doit présenter trois avantages majeurs pour le consommateur : plus de souplesse, plus de fiabilité et plus d'économie. En un mot, plus de liberté.

Investir. Lorsque l'on domine un marché dont on réalise plus de 40% des ventes, il faut un certain courage pour remettre en cause la conception technologique même de ses gammes de produits.

C'est pourtant ce qu'a fait THOMSON en s'engageant le premier, pour l'électroménager, dans la bataille du tout électronique. Dans cette compétition, THOMSON a beaucoup investi en hommes et en matériel et tout prouve que la puce deviendra bientôt parfaitement familière à chacun.

En investissant aujourd'hui, c'est notre futur que prépare THOMSON, et il s'annonce plutôt bien.

Réussir. Avec l'apport de l'électronique, THOMSON détient le record du monde de vitesse toute catégorie : faire la vaisselle en moins de 20 minutes est devenu une réalité.

Avec sa nouvelle génération de lave-vaisselle, THOMSON développe l'électronique utile. Grâce à la puce PVX 122, même un enfant de 10 ans pourra dialoguer avec la machine et créer son propre programme.

Pour THOMSON, l'électronique doit simplifier la vie, pas la compliquer. C'est ça la stratégie de la puce.



THOMSON

Pour nous, l'avenir a un sens.

مكتبة امين الاحمد

APRÈS LA MORT DE BERNARD LAROCHE

L'honneur d'un capitaine, l'honneur d'une victime

Epinal. — « La faute du capitaine Seamat. » C'est ainsi que se termine un roman policier de Jean-Michel Lambert, paru sous le pseudonyme de Bernard Laroche. Mais pas pour ce crime à trois, meurtrier et deux autres, qu'est devenu l'affaire Villamin-Laroche.

On ne plaidera pas avec l'honneur d'un officier de gendarmerie. En qualifiant ce capitaine Seamat, commandant la brigade des recherches d'Epinal, de « directeur de conscience d'un meurtrier », M. Prompt, avocat de Mme Marie-Ange Laroche, n'avait certes pas usé d'excuses présumées. La gendarmerie, toute la gendarmerie, a été sous l'outrage. Et quand M. Olivier Renard-Peyron, directeur général de ce corps solitaire, s'est élevé avec indignation contre ces propos (Le Monde du 2 avril), il était très probablement poussé par toute la gendarmerie républicaine.

La propos de l'avocat était excessif. Mais la question posée par M. Prompt, et avant lui par l'épouse de Bernard Laroche, reste, cruelle et précise : le capitaine Seamat a-t-il failli au devoir à sa fonction ? Ce jeune officier, toujours impeccable, ce saint-cyrien, qui mena son enquête comme la prise de la Volaine, s'est-il, comme beaucoup lui, laissé déborder par l'affaire, emporté par ses convictions, aveuglé par ses certitudes ?

L'accusation est précise, fondée ou infondée : le capitaine Seamat, obligé au devoir de réserve — des lors que la gendarmerie était désastreuse, le 19 février, de l'enquête sur l'assassinat de Gregory Villamin au profit de la police judiciaire, — ne s'y serait pas conformé. Il aurait, à plusieurs reprises, rencontré après cette date Jean-Marie Villamin, le père de Gregory. Il lui aurait parlé au téléphone pour faire état d'une

De notre envoyé spécial

conviction, presque d'une obsession commune : la culpabilité de Bernard Laroche.

Vrai, faux ? Il appartient à la justice de trancher, à tonné la gendarmerie nationale. Et, en effet, la justice va trancher. Le juge d'instruction, M. Jean-Michel Lambert, chargé aussi de cette affaire Laroche, a entendu pendant deux heures, lundi 1er avril, le capitaine Seamat. Un peu plus tard, deux officiers supérieurs, le général Boulé, commandant la gendarmerie de la 6^e région militaire, et le colonel Freasy, commandant le groupement des Vosges, ont passé une heure dans son bureau. Pour dire quoi ? On l'ignore. La justice et la gendarmerie, grandes muettes, savent se taire quand nécessaire.

L'impossible non-lieu

L'honneur mené d'un capitaine, l'honneur posthume d'une victime. Les avocats de Bernard Laroche, lui vendredi dernier, avaient annoncé leur volonté d'obtenir une décision de justice inébranlable : un non-lieu posthume. Cette démarche ne pouvait aboutir. M. Weber et M. Prompt le savaient sans doute : la mort d'un inculpé, fait juridique, qu'il n'y a plus lieu à non-lieu dès lors que la décision a été l'acte public et met fin à cette inculpation.

M. Weber et M. Prompt se sont battus pour l'honneur. Et ce n'est pas si simple. Ils ont d'abord rapporté, dans un communiqué, que le juge d'instruction « leur avait fait part, le mardi 28 mars, au lendemain de la signification des rapports d'expertise mettant hors de cause Bernard Laroche, de sa décision de rendre une ordonnance de non-lieu dans un bref délai ».

Les avocats ont fait état, ensuite, d'une lettre qui leur a été remise, lundi 1^{er} avril, par M. Lambert. Celui-ci y fait référence à sa propre ordonnance de mise en liberté de Bernard Laroche, le 4 février 1985. Et le juge Lambert précise que « aucune charge n'était apparue depuis cette date » contre l'inculpé.

Puisqu'il n'existait pas de charges nouvelles contre Bernard Laroche, restait pour les avocats à rendre publics les attendus de l'ordonnance de mise en liberté du 4 février. Ce qu'ils ont fait. Il faut se souvenir qu'à cette époque l'inculpation reposait essentiellement sur le témoignage rétracté d'une mineure, Muriel, belle-sœur de Laroche. Cette ordonnance du juge Lambert, cruelle pour l'enquête de gendarmerie, précise nettement certaines anomalies ou interventions sur la déposition de la jeune Muriel et conclut ainsi : « Attendu qu'il résulte de toutes ces constatations que les déclarations de Muriel Bolle des 2, 3 et 5 novembre 1984, ne sauraient constituer des charges suffisantes contre Bernard Laroche ; que les différentes expertises ordonnées n'ont jusqu'à présent jamais désigné Bernard Laroche ;

« Attendu, enfin, que le climat passionnel qui entoure cette affaire depuis le début semble avoir diminué d'intensité ; que Laroche ne paraît plus faire l'objet de manifestations d'hostilité particulièrement virulentes ;

« Attendu, dans ces conditions, qu'il n'existe plus aucun motif de maintenir en détention Bernard Laroche ; ordonnons la mise en liberté... »

On ne sait s'il s'agissait déjà d'un non-lieu ou non. Mais on est sûr qu'il ne s'agit pas d'un non-lieu moral.

PIERRE GEORGES.

DÉFENSE

Echange de vues franco-britannique sur l'avion de combat européen

Hôte, en principe, du groupe aéronautique Dassault-Breguet, le ministre britannique de la défense, M. Michael Heseltine, profitera de son court séjour à Paris, mardi 2 avril, pour rencontrer son homologue français, M. Charles Hernu, et pour tenter de rapprocher les points de vue des deux pays sur le projet de construire — en commun avec l'Allemagne fédérale, l'Italie et l'Espagne — un avion de combat qui serait en service après 1995.

Depuis qu'elle a été lancée, cette entreprise ambitieuse connaît des péripéties diverses, dont la principale est la rivalité franco-britannique, plus ou moins bien arbitrée par les trois autres partenaires, à propos de la maîtrise d'œuvre technologique et industrielle du projet.

Les États-majors des cinq armées de l'air concernées, ainsi que celui de l'aéronavale française qui souhaite disposer du même appareil à bord de ses porte-avions, sont parvenus, malgré de nombreuses difficultés, à exprimer des besoins comparables et, donc, à définir des caractéristiques et des performances communes à leurs propres besoins opérationnels. Le projet d'un avion bimoteur, pesant 9,5 tonnes à vide, vise la construction de huit cents appareils environ, pour un montant global — dépenses de recherche et investissements industriels compris — de 30 milliards de dollars, à partager au prorata de chaque commande.

Du côté des fabricants de moteurs, une rivalité à long terme oppose la SNECMA française (qui propose son réacteur M-88) et Rolls-Royce (qui avait imaginé d'installer une version dérivée du réacteur britannique RB-199 destiné à l'avion Tornado en service au Royaume-Uni, en Italie et en Allemagne fédérale). Depuis, il semble que les cinq pays intéressés se sont entendus pour concevoir un réacteur

d'une technologie totalement nouvelle et adaptée au programme.

La SNECMA et Rolls-Royce sont donc proches d'un accord avec, toutefois, le désir, chez le constructeur britannique, de ne pas oublier ses liens particuliers de fidélité avec Turbo-Union (en Allemagne fédérale) et avec Fiat (en Italie), et la crainte, tant en France qu'en Grande-Bretagne, d'une exigence de l'Espagne d'accéder, grâce à ce projet européen, dans le sein des fabricants de moteurs d'avion. Auquel cas la répartition des charges industrielles entre les cinq partenaires devra tenir compte de cette exigence.

En revanche, du côté des constructeurs de la cellule, responsables de l'intégration industrielle, le divorce continue d'exister entre Dassault-Breguet, en France, et British Aerospace, au Royaume-Uni, qui souhaitent, chacun pour soi, obtenir la maîtrise d'œuvre du projet, c'est-à-dire la conception du dessin et le contrôle industriel du programme, des essais à la série.

Chaque des deux sociétés considère qu'elle a les capacités de gérer un tel projet pour le compte de ses autres associés et que les ambitions de sa rivalité sont excessives. Les deux gouvernements impliqués ont,

en quelque sorte, encouragé cette compétition en confiant à leur industriel national le soin de mettre au point un avion de démonstration (JACX chez Dassault-Breguet et l'EAP chez British Aerospace) qui témoignera de son savoir-faire en la matière et qui devrait le placer en situation d'emporter la décision.

M. Heseltine est l'invité, mardi 2 avril, de la société française, et cela intervient après une rencontre, la semaine dernière, entre les dirigeants de Dassault-Breguet et leurs homologues de British Aerospace. L'ACX (avion de combat expérimental) de Dassault a été lancé en 1983 et il doit servir de banc d'application et d'expérimentation de technologies nouvelles, utilisables pour le projet européen, de façon à réduire les délais et les coûts dans la mise au point du prototype. Il est équipé de deux réacteurs General Electric.

Il y a quelques semaines, les directeurs nationaux des programmes d'armement des cinq pays concernés se sont réunis à Paris pour examiner l'état d'avancement du projet. En principe, à la mi-mai, ce sera le tour des cinq ministres de la défense européens de se rencontrer, vraisemblablement à Rome, pour harmoniser les points de vue de chaque État.

JACQUES ISNARD.

Un sixième sous-marin nucléaire lance-missiles à la base de l'île-Longue

Remis officiellement, au début de cette semaine, à la marine nationale, le sous-marin nucléaire lance-missiles l'Inflexible va recevoir ses seize missiles M-4 et devrait entrer en service opérationnel dans quatre à six semaines.

Lancé en 1982, l'Inflexible a fait toute une série d'essais en mer pour le compte de la direction des constructions et armées navales de la délégation générale pour l'armement. A sa base de l'île-Longue, en rade de Brest, il vient donc de rejoindre les cinq précédents sous-marins nucléaires, le Redoutable, le Terrible, le Foudroyant, l'Indomptable et le Tonnerre qui sont entrés en service entre décembre 1971 et avril 1980 avec, chacun, à son bord, seize missiles M-20 porteurs d'une arme thermonucléaire mégatonnique (cinquante fois la puissance de la bombe d'Hiroshima).

Différent, sur de nombreux aspects, de ces cinq sous-marins, l'Inflexible lancera, surtout, un nouveau missile, le M-4, qui est capable de larguer jusqu'à six têtes explosives de 150 kilotonnes chacune sur une distance de 4 000 kilomètres. Ces charges thermonucléaires se dispersent à l'intérieur d'un espace qui, en France, s'étendrait entre Paris et

Rouen sur une largeur égale à la distance Paris-Orléans.

Avec ses quatre-vingt-seize charges explosives, l'Inflexible représente une capacité de destruction qui équivaut à celle, réunie, des cinq autres sous-marins (soit quatre-vingt têtes nucléaires, à eux tous). D'ici à 1992, tous ces sous-marins, à l'exception du premier d'entre eux, le Redoutable, seront dotés, à leur tour, du missile M-4 dont le rayon d'action sera accru (environ 5 000 kilomètres) et la charge explosive modifiée (plus légère et miniaturisée).

● L'Angola achète des hélicoptères militaires à la France. — La France et l'Angola ont conclu un accord pour l'achat par Luanda de dix hélicoptères — six Gazelle (de combat) et quatre Dauphin (de patrouille) — d'une valeur de 450 millions de francs. L'Angola a négocié avec Paris l'achat d'un total de vingt-cinq hélicoptères, la première tranche portant sur les dix qui ont fait l'objet de cet accord.

Les Soviétiques restent les principaux fournisseurs d'armement du régime angolais, qui dispose, désormais, d'avions de combat soviétiques Mig-23 et Sukhoi, qui viennent s'ajouter aux MiG-21 déjà sur place, ainsi que d'hélicoptères de combat Mi-24.

Les attentats au Pays basque

(Suite de la première page.)

Le lendemain de sa mort, il a fait un temps insignifiant sur Blaritz et Saint-Jean-de-Luz. Les « yacineiros » étaient au rendez-vous. Miracle : l'annuel préparé dans l'insouciance pendant les mois de l'arrière-saison, le littoral retrouvait soudain son style de loisirs, familial et distingué.

Pendant quelques heures, le Pays basque a sans doute voulu garder de lui-même cette image sans violence et s'accrocher à ses songes d'un passé touristique florissant. Les professionnels, les élus, avaient suffisamment maussade, durant l'année 1984, les mauvais sort tourmentés qui avait fait chuter les recettes économiques de 20 %. Ils avaient assez critiqué une presse jugée trop rapide à pointer le doigt sur les maux du GAL. Les trois attentats en cascade de la semaine dernière étaient un si mauvais présage que le Pays basque est resté coi.

Et puis, se demandent les élus que nous avons pu interroger lundi, que dira de nouveau sur ces folles meurtrières ? Le GAL, malgré les protestations de ses derniers mois, garde ses mystères. On ne sait toujours rien de ses financiers et de ses commanditaires politiques. L'ETA, malgré les extractions de l'autisme, maintient ses réfugiés côté français et utilise toujours les Pyrénées-Atlantiques comme base de repli. Et tout ce que nous savons de leurs querelles, c'est qu'elles nous fatiguent, dit un hôtelier de la côte.

Le Pays basque s'use à compter des coups dont il ne comprend pas le sens. Il s'était fait à la logique froide des représailles : un attentat au nord comme par le GAL pour un attentat au sud organisé par l'ETA. Mais les trois derniers assauts dans des cafés français ne vengent apparemment aucune exaction en Espagne. Le GAL, de plus, revendiquait ses maux par des communiqués. Cette fois, un simple coup de téléphone vite expédié pour signer toute une chaude semaine.

L'opinion basque n'a jamais disposé d'une information très ample sur les vengeances de ceux que les

aberrances (patristes) appellent « les gilets ». Les policiers sont restés étonnés de confiance et les maux politiques régionaux sont maintenant dans l'ignorance par le gouvernement. Le « mince savoir local » n'a jamais vraiment permis l'explication. Mais la semaine dernière, même les quelques observations sur le comportement supposé du GAL paraissent contradictoires. L'assassinat samedi à Saint-Jean-de-Luz du photographe Galdeano Arana mis à part, les derniers attentats donnent l'impression d'un dangereux dérèglement.

Bonnie and Clyde

Le GAL, si c'est toujours lui, tire dans le tas, en faisant prendre des risques à des tueurs moins expérimentés. Il n'est plus question d'opérations de commando bien préparées et exécutées par des professionnels. Les « rafales » des bars attaquent sans méthode. Surtout ce petit couple à la Bonnie and Clyde, responsable de deux fusillades le 4 mars au bar Lagunekin de Bayonne, et le 26 mars dans un café de Ciboure. Le fusil à chevrottes aurait été plus meurtrier si, à la place de la croix, Clyde, le jeune homme de petite taille repéré par des témoins, avait été le canon.

Elle et lui sont des triplés méridionaux. La jeune femme a lancé dans la vitrine d'un café une grenade qui n'a explosé que dans la rue. Elle est tombée dans sa course à plusieurs reprises. Vendredi au Café des Pyrénées de Bayonne, Pierre Beldeas, l'assassin présumé de Benoît Pascataing, n'avait cure apparemment de faire feu dans un bar bondé où il n'était pas certain de viser les quelques rares Basques espagnols. Il n'avait pas préparé sa retraite, et dans sa suite il avait oublié d'armer le pistolet 9 mm qu'il a braqué sur le temple de l'un de ses poursuivants.

Pierre Beldeas, Bonnie and Clyde... On pourrait leur adjoindre Patrick Burgeon, vingt-quatre ans, et François Vannier, vingt-cinq ans, arrêtés le 2 mars alors qu'ils allaient exécuter

un « contrat » de 30 000 francs contre un élu communiste de Biarritz. Le contre-terrorisme du GAL s'emballe visiblement. Il fait donner de bien jeunes et de bien pâles voyous. Cela pourrait même sentir le racket au dire de certains policiers. Les règlements de compte particuliers pour des raisons d'honneur ou de vengeance sont devenus la règle. Devant cette mauvaise vague incertaine, le Pays basque, ces jours-ci, préfère à l'évidence se tenir de peur de se répéter inutilement. Les quelques rares déclarations publiques ont des allures de rengaine. M. Jean-Pierre Destradre, député de Saint-Jean-de-Luz et porte-parole du

Parti socialiste, a ainsi une nouvelle fois mis en cause à propos du GAL des extrémistes liés à certains partis de l'opposition (lire ci-contre). Sa réaction au Pays basque est tombée à plat. Et le conseil municipal de Saint-Jean-de-Luz, qui a tenu lundi en réunion extraordinaire à manifester son indignation après le meurtre de Galdeano Arana, avait déjà rédigé le même texte, au mot près, en septembre dernier. « Cela ne sert sans doute à rien », nous a déclaré M. André Ithurralde, maire RPR de la ville, mais nous ne pouvons pas laisser passer cela. »

PHILIPPE BOGGO.

M. Destradre et les « mercenaires » du GAL

M. Jean-Pierre Destradre, porte-parole du PS et député des Pyrénées-Atlantiques, a évoqué, lundi 1^{er} avril, les récents attentats au Pays basque, français pour demander : « Qui organise en France les attentats du GAL (Groupe anti-terroriste de libération) ? Qui choisit les mercenaires ? Qui les paie ? » M. Destradre, estimant qu'on trouve, au GAL, « des gens du milieu bordelais, toulousain, marseillais », s'est interrogé sur « l'intérêt qui anime un certain nombre de gros bonnets de la droite et qui consiste à déstabiliser la bonne marche de l'action gouvernementale ». « Qui a intérêt à provoquer la peur ? », a-t-il demandé.

M. Destradre a évoqué, à propos de ces attentats, « la résurgence de certains services bien connus qui ont été dissous jadis ». « Il n'est plus

admissible, a-t-il continué, que des tueurs à gages courent le pays. Il n'est plus admissible qu'on ne parvienne pas à remonter ces filières et, dans ces filières, il est possible qu'inversement des personnes très hautes placées de l'ancien régime... La porte-parole du PS a ajouté : « Nous avons retrouvé dans des cortèges de personnes de l'opposition, parmi les colleurs d'affiches de personnes proches du RPR, un certain nombre de ces tueurs à gages. »

M. Destradre a encore affirmé la nécessité du civisme, « mémoire de notre Histoire et passeport de l'avenir », avant d'affirmer : « Il faut mettre un terme à tout prix au mensonge. Halte aux mensonges de l'opposition, ce vieux rat d'égout gros et gras, qui a patouillé avec des délices dans les eaux usées de l'ancien septennat. »

willy hairline COIFFURE MIXTE
10, rue des Pyramides 75001 Paris. Tél. : 260.63.68.
30, rue Feydeau 75002 Paris. Tél. : 236.33.57.

RÉVISER SON BAC :
13 OPPORTUN !

British Caledonian:
Paris-Londres plus vite
42 vols par semaine à destination de Garwick. L'aéroport qui vous permet de rejoindre plus rapidement le centre de Londres (Victoria Station) en 30 minutes par Train Spécial, tous les quarts d'heure. Et le légendaire service British Caledonian.

British Caledonian
Nous n'oublions jamais que vous avez le choix.

مكتبة ابن رشد

MÉDECINE | CARNET DU Monde

**Rapport moral,
Rapport financier,
Election CA,
Questions diverses.**

[illegible]

Le Monde SCIENCES

Spot : l'œil de la France dans l'espace

Lancé par Ariane, ce satellite civil permettra de mettre à jour des cartes géographiques, de prévoir les récoltes et de détecter de nouveaux gisements.

Le 3 octobre prochain en principe, Ariane mettra en orbite le satellite Spot-1. La France, qui fut en 1965 le troisième pays au monde à mettre un satellite en orbite, deviendra ainsi le troisième à disposer d'un satellite civil de télé-détection et d'observation des ressources terrestres. Cette activité, qu'on considère comme étant, après les télécommunications, le plus important pôle de développement spatial, devrait permettre de renouveler de nombreuses connaissances sur notre globe et ouvrir la voie à d'importantes applications économiques :

Les Américains ont montré la voie : les Soviétiques observent la Terre pour leur propre compte, mais ne diffusent pas leurs images, et il est souvent difficile de séparer dans leurs activités le militaire du civil. Aux Etats-Unis, les choses sont claires. En 1972, leur premier satellite Landsat a commencé d'envoyer vers 600 kilomètres d'altitude, où l'on distingue les accidents géographiques, les divers types de couverture végétale, de nombreuses marques de l'activité humaine. Des chercheurs de tous pays ont

(CNES) a proposé et fait accepter par le gouvernement français la construction d'un « système probatoire d'observation de la Terre ». Les termes ont changé, ils sont devenus « satellite pour l'observation de la Terre », mais le nom Spot a été maintenu. Il est simplement nécessaire de lui adjoindre un numéro, car à Spot-1, qui sera lancé dans cinq mois, s'est ajouté Spot-2, qui pourra prendre en début 1987 la route du cosmos, tandis qu'on étudie, dans les installations toulousaines du CNES, les versions améliorées Spot-3 et Spot-4 qui relanceront dans les années 90 leurs prédécesseurs.

Tous les vingt-six jours

On n'en est plus depuis longtemps aux stades « probatoire » puis « pré-opérationnel » par les

concevable, comme on pouvait en principe l'envisager aux débuts du programme, d'aller faire un tour dans l'espace pour « voir » — aux deux sens du terme. L'observation de la Terre doit devenir en France une activité scientifique industrielle génératrice de dividendes. Spot-1 a été entièrement financé par le gouvernement, mais la commercialisation des images devrait permettre de rembourser Spot-2 et de financer ses successeurs.

Spot-1 est un satellite de 1 830 kilogrammes, qui décrit autour de la Terre une orbite circulaire, à 832 kilomètres d'altitude. Le plan de l'orbite tourne lentement, pour accompagner la Terre dans sa révolution autour du Soleil. L'angle de la direction Soleil-Terre avec ce plan est maintenu constant, à un faible effet saisonnier près. Lorsque le satellite repasse à la verticale d'un même point du globe, ce qui se produit tous les vingt-six jours, le Soleil est dans la même direction ; en d'autres termes, l'heure locale est la même. Cette constance de la direction du Soleil facilite la comparaison des images, puisque l'éclaircissement est le même, les ombres ont la même taille, etc.

Les traces au sol du satellite se resserrent aux hautes latitudes, et, dans les régions polaires, un point donné est survolé très fréquemment. De plus, les deux télescopes d'observation HRV (haute résolution visible) de Spot ne sont pas condamnés à regarder à la verticale. Un système de miroirs mobiles leur permet de « loucher », chacun d'eux observant deux régions différentes qui peuvent être écartées de plusieurs centaines de kilomètres.

En jouant sur cette vision latérale — jusqu'à un angle de 27° — il est possible de photographier la même bande de terrain tous les deux ou trois jours. Cette nouveauté de Spot par rapport aux Landsats américains — une autre est la définition des images, qua-

tre fois meilleure — est particulièrement précieuse pour les utilisations de la télédétection en agriculture, où l'on a souvent besoin d'obtenir une série d'images très rapprochées dans le temps pour suivre l'évolution d'une culture. Elle permet aussi d'obtenir rapidement plusieurs vues d'une zone touchée par une catastrophe naturelle, et donc d'avoir des informations sur l'ampleur des dégâts.

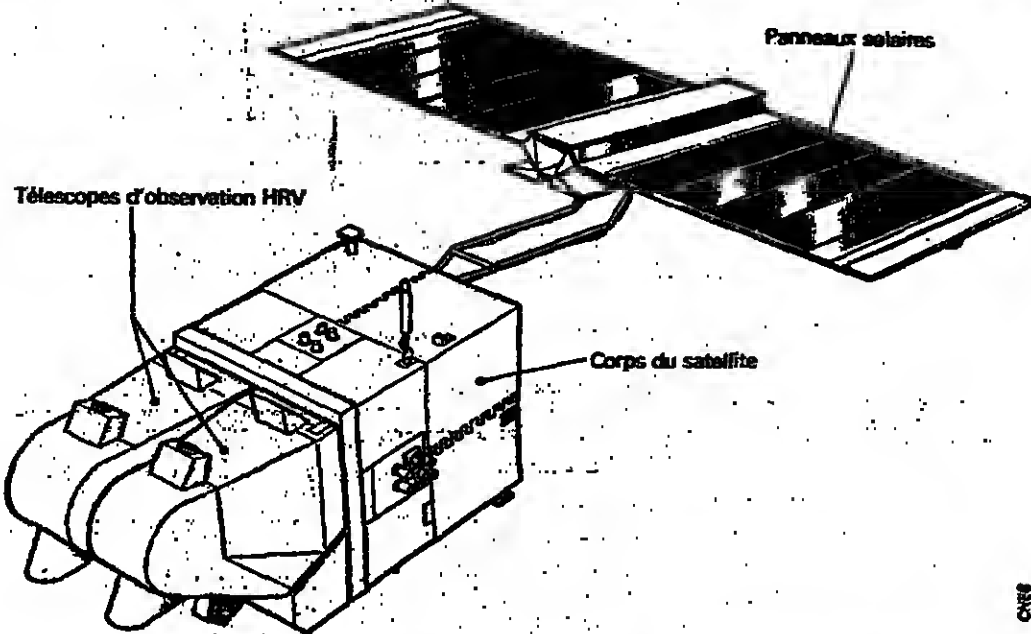
Trois couleurs

Le verbe photographier employé ici n'est pas le terme propre. Il n'y a à bord de Spot aucune plaque sensible, mais des barrettes de dispositifs semi-conducteurs (CCD), chacune d'eux fournissant un courant électrique proportionnel à son éclaircissement. Pour chaque instru-

ment HRV, la barrette contient six mille détecteurs. Dans le mode donnant la plus haute précision, chacun d'eux enregistre la lumière envoyée par une parcelle du sol dont la taille est de 10 mètres sur 10 mètres. On obtient ainsi une ligne de points lumineux représentant une bande de terrain de 10 mètres sur 60 kilomètres. Le mouvement du satellite permet ensuite de voir la bande suivante. Pour des raisons de commodité, cette succession de lignes lumineuses sera découpée en tranches, chacune donnant l'image en noir et blanc d'une portion du sol de 60 kilomètres sur 60 kilomètres. Ce sont ces « scènes » qui seront commercialisées.

MAURICE ARVONNY.

(Lire la suite page 14.)



la mise à jour des cartes géographiques, la prévision des récoltes et la découverte de nouveaux gisements d'hydrocarbures ou de métaux sont les « retombées » les plus intéressantes ; mais il y en a d'autres.

commencé d'étudier quelles informations on pouvait tirer de ces observations. Ils sont encore loin d'avoir épuisé le sujet.

C'est en 1976 que le Centre national d'études spatiales

quels est passé le projet. Une société, Spot Image, a été créée, qui, depuis 1982, s'emploie à démarcher auprès des utilisateurs potentiels des images et à l'ambition de faire des bénéfices. Autant dire qu'il n'est plus

250 dollars la scène

Pour commercialiser les images prises par Spot, le CNES a créé une filiale, Spot Image, dont 39 % du capital lui appartient. Trois organismes publics utilisateurs, le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), l'Institut français du pétrole (IFP) et l'Institut géographique national (IGN) en détiennent chacun 10 %. La société Metra, qui construit le satellite, et la Société européenne de propulsion (SEP), qui réalise les principaux équipements au sol, participent chacune à hauteur de 7,5 %. Les 16 % restants sont détenus par des organismes ou sociétés de Suède et de Belgique — les deux pays européens qui participent au programme Spot — et par des banques.

Les Etats-Unis pour lesquels une filiale a été spécialement créée : Spot Image Corp. Celle-ci s'équipera probablement d'un centre de rectification des images, analogue à celui de Toulouse, qui traitera les vues provenant des deux stations de réception canadiennes.

Le prix de la « scène » — 60 kilomètres sur 60 kilomètres — sera d'environ 250 dollars sur film — et quatre fois plus élevé sur bande magnétique, présentation qui permet à l'utilisateur de faire tous les traitements informatiques qu'il désire. C'est un peu plus cher que les images fournies par les Landsats américains, moins précises. C'est environ deux fois moins cher qu'une couverture en photographie aérienne donnant la même définition d'image.

Licence de distribution

Spot Image est chargée de la commercialisation des images et des stations de réception directe, ainsi que de la programmation du satellite. Pour les stations, deux ont été commandées par le Canada. Des négociations sont en bonne voie avec l'Australie, le Bangladesh, le Brésil, l'Inde et le Pakistan. D'autres, moins avancées, sont nouées avec l'Arabie saoudite, la Chine et l'Agence spatiale européenne qui pourrait implanter une station aux îles Canaries. Des organismes de vingt-cinq pays ont acquis une licence de distribution des images. Cette licence ne comprend pas

Selon les dirigeants de Spot Image, il faudra une douzaine d'années pour que les ventes d'images ou les redevances d'utilisation des stations de réception équilibrent le coût de remplacement des satellites. Celui-ci est évalué à 550 millions de francs l'unité. Quant au coût total du programme actuellement décidé, comprenant Spot-1 et Spot-2, leurs lancements par Ariane, la station de réception d'Aussaguel, le centre de rectification des images et les installations de contrôle et de commande du satellite, il est évalué par le CNES à 4,5 milliards de francs sur dix ans, valeur 1985.

Dans le sillage de Patrick Baudry

Cela aura lieu en juin. Ce jour-là, sous l'œil éternuillé, et, sans doute, envieux des badauds massés le long de l'Indienne et de la Banane River, Patrick Baudry, trente-huit ans, s'envolera pour l'espace en compagnie des quelques astronautes américains qui composeront l'équipage de la navette spatiale. Un vol de plus pour les Américains qui marchent à grands pas vers les vingt missions habitées accomplies par la navette. Mais, pour les Français, un événement qui flattera l'orgueil national : Patrick Baudry sera le second ressortissant français à aller dans l'espace après Jean-Loup Chrétien, qui, en juillet 1982, participa à une mission spatiale franco-soviétique.

Bien qu'ayant longtemps été sceptiques sur l'intérêt de faire voler un homme dans l'espace, les responsables du Centre national d'études spatiales (CNES) ont, ces dernières années, changé de cap. Ils veulent pouvoir offrir demain à leurs clients des services analogues à ceux que proposent alors leurs concurrents : dépannage dans l'espace, récupération en orbite, réapprovisionnement en combustibles pour augmenter la durée de vie des satellites, etc.

C'est dans cet esprit que le CNES, pour qui « la présence de spécialistes en orbite apparaît désormais indispensable », a lancé en septembre 1984 un nou-

vel appel aux candidats astronautes : « Le rôle essentiel — tronc et tête — devra être infirmier à 95 centimètres » et les capacités physiques, intellectuelles et psychiques supérieures à certaines normes. Pour ce troisième appel à la sélection — le premier a eu lieu, en 1977, pour former l'équipage du Spacelab et le deuxième, en 1979, pour désigner celui du vol franco-soviétique, — sept cent quinze réponses émanant de 89 % d'hommes et de 11 % de femmes ont été reçues.

Des professionnels ?

Un premier tri a rapidement permis de réduire ce chiffre à cent quarante personnes. Parmi elles, cinquante — dont cinq femmes — ont un profil d'expérimentateur et seront chargées de mettre en œuvre une ou plusieurs expériences scientifiques à l'exclusion de toute autre tâche ; quatre-vingt-dix correspondent à des ingénieurs de bord — dont huit femmes — à qui seront confiées les responsabilités des opérations concernant l'activité de l'équipage et la gestion des moyens de bord mis à la disposition des expérimentateurs. La sélection continue activement, et, le 15 juillet, cinq expérimentateurs et cinq ingénieurs de bord devaient pouvoir être présentés par le CNES. Une initiative que chacun s'accorde à

trouver bonne au moment où la France songe à la construction du plan spatial Hermès et où l'Europe s'apprête à marcher aux côtés des Américains pour la construction d'une station orbitale habitée en permanence, mais que les deux astronautes français critiquent un peu quant aux modalités de mise en œuvre.

Pour le CNES, il s'agit de constituer un « réservoir » de personnes dans lequel « on pourra puiser en fonction des missions à accomplir ». « En effet, ces dix ingénieurs et expérimentateurs ne seront pas recrutés par le CNES, qui les fera détacher en cas de besoin ». Une politique sur laquelle Patrick Baudry émet des réserves quant à la forme : « Il serait évidemment ridicule de recruter dix astronautes alors que nous n'avons pas encore la possibilité de les entraîner et encore moins celle de les faire voler. Mais, n'est-ce pas temps de créer en France un corps de quatre ou cinq astronautes professionnels alors que nous commençons les études sur l'aviation spatiale Hermès qui réclamera un long programme d'essais ? »

A cette thèse qui, dans l'esprit de Patrick Baudry et de Jean-Loup Chrétien, privilégie les « anciens pilotes militaires », s'opposent les arguments de ceux qui, au CNES, pensent que la question du commandement de bord d'Hermès ne se posera pas avant le début des années 90. D'autres



CAGNAT.

insistent sur le fait que les missions futures nécessiteront une spécialisation en orbite : ne serait-ce que parce qu'il est difficile de trouver des oiseaux rares capables d'être à la fois ingénieur de bord, expérimentateur et pilote.

« Regardez, eux Etats-Unis, disent-ils, les fonctions sont bien séparées et, seuls, les pilotes et les ingénieurs de bord ont droit au titre d'astronautes. D'ailleurs, ils s'entraînent dans un bâtiment différent de celui des expérimentateurs. Cette séparation des fonctions est indispensable, car, à terme, la compétence d'un médecin sera irremplaçable pour des expériences de sciences de la vie. » Alors ? Réponse en 1990.

J.-F. AUGEREAU.

LES MORDUS DE L'APPLE:

13 ÉTONNANT!

مكة امين الاحمد

Spot : l'œil de la France dans l'espace

(Suite de la page 13.)

An lieu de fournir des images en noir et blanc, chaque instrument HRV peut donner une image en trois couleurs : les bandes spectrales retenues correspondent au vert, à l'orange-rouge, et au très proche infra-rouge. Mais la définition de l'image est alors deux fois moins bonne.

Par ordinateur

Le signal électrique représentant l'intensité lumineuse de chaque point d'image est immédiatement émis vers le sol, et peut être capté par une station s'il s'en trouve une située à moins de 2 500 kilomètres du satellite. Le signal peut aussi être enregistré et diffusé quand le satellite est en vue d'une des stations de Kiruna (nord de la Suède) ou d'Aussaguel (près de Toulouse). La capacité d'enregistrement est de vingt-deux minutes, ce qui correspond à quelque cent-cinquante scènes.

Ces images ne sont pas fournies telles qu'elles sont, mais traitées sur les ordinateurs des Centres de rectification des images de Spot (CRIS). L'un est installé dans les locaux toulousains du CNES, mais géré par l'Institut géographique national ; un autre est à Kiruna.

L'image sera disponible sur bande magnétique ou sur film. Mais les CRIS pourront faire des traitements plus élaborés : le plus simple est de fournir une présen-

tation de l'image suivant une projection cartographique standard, et non comme une vue depuis des points situés à 800 kilomètres d'altitude. Un traitement plus complexe permettra de corriger les déformations dues au relief, s'il est connu, par ajustement de points bien identifiables de l'image à leur position mesurée sur des cartes. Au contraire, le relief pourra être déterminé par comparaison d'images prises sous des angles variés.

Les CRIS archiveront aussi les scènes, ce qui n'est pas une mince affaire : chacune contient la quantité d'informations présente dans une encyclopédie de 10 000 pages, et il en viendra environ 700 par jour d'Aussaguel, soit de Kiruna, environ 400 d'autres stations de réception. Mais beaucoup d'auront pas d'intérêt commercial, ne fût-ce qu'en raison d'une présence trop importante de nuages. Chaque CRIS pourra faire subir, chaque jour, les corrections de base à soixante-dix scènes, et une vingtaine pourront recevoir les traitements plus élaborés. Spot Image produira un catalogue de toutes les scènes archivées ; des photographies, obtenues en sélectionnant un point d'image sur six dans chaque direction, permettront au client de juger l'intérêt d'une scène et de demander éventuellement les traitements qui l'intéressent.

MAURICE ARVONNY.

L'alphabet du corps

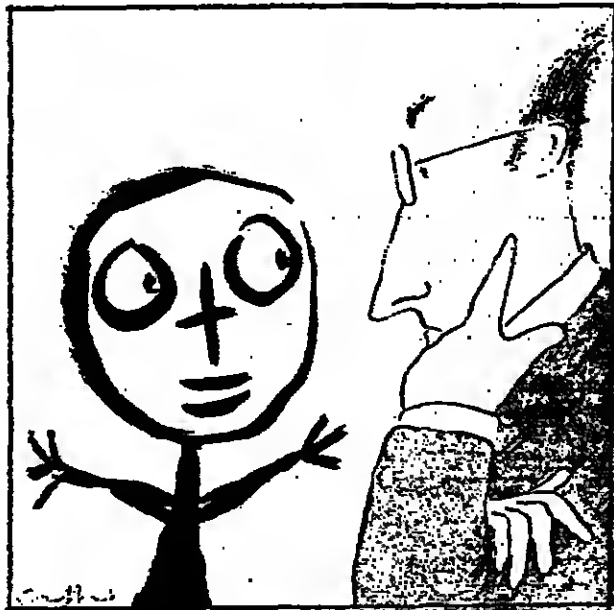
La « gestualité » ne traduit pas seulement un état intérieur : c'est un mode de communication entre individus.

Le corps et son langage, souvent plus éloquent que celui des mots. C'est pourquoi il y a bien longtemps que les hommes tentent de décrypter les messages cachés dans les formes et les expressions du visage, les gestes et les attitudes. On s'est d'abord efforcé d'interpréter les caractères et les tempéraments d'après les traits du visage. Pour les physiognomistes, il devait y avoir des correspondances entre la morphologie corporelle et la véritable nature de l'individu. Cette théorie, qui fut notamment développée par le penseur suisse Lavater, auteur avec Goethe d'un *Essai sur la physiognomie*, destinée à faire connaître l'homme et à le faire aimer, fut sévèrement critiquée par le physicien de Göttingen Lichtenberg, qui montra, en 1778, qu'elle ne reposait sur aucune démonstration sérieuse.

Au siècle suivant, les recherches s'orientèrent vers une autre piste : on tenta de montrer que les expressions corporelles reflétaient des émotions et qu'il serait possible, par une observation patiente, d'établir une sorte de répertoire des mouvements de l'âme. Mais, là encore, les résultats ne furent pas à la hauteur des espérances, et il fallut renoncer à faire de la psychologie de l'expression une science rigoureuse.

Mais l'idée continuait de faire son chemin, et elle a été reprise, dans les années 60, avec les recherches sur la communication. L'hypothèse sur laquelle on tra-

vaille maintenant est que la « gestualité » ne traduit pas un état intérieur, mais constitue un mode de communication entre les individus. C'est un système de signaux destinés à provoquer des réactions chez le partenaire.



Un chercheur suisse, Siegfried Frey — professeur de psychologie de la personnalité à l'université de Duisbourg qui a obtenu pour ses travaux le prix scientifique « technique et communication » de la fondation SEL en 1983, — a observé que les réactions à une émotion forte — la vision d'un film d'épouvante par

exemple — étaient tout à fait différentes si le sujet était seul ou si une autre personne était présente : les réactions mimiques sont très limitées dans le premier cas, alors qu'elles sont accentuées dans le second. Il en conclut qu'elles ont, en fait, pour objet de déclencher chez le témoin un écho aux impressions ressenties. Elles expriment la volonté de faire partager son émotion et de provoquer une réaction. Pour mieux évaluer l'importance de ce langage non verbal, M. Frey

mouvements du corps ou des expressions du visage par simple lecture du code. La transcription d'une seconde de comportement non verbal peut comprendre jusqu'à 10 400 mesures, ce qui demande évidemment un traitement par ordinateur. Le stockage de ces énormes quantités de données permet d'extraire des séquences de mouvements et de dégager éventuellement des lois. Ainsi on peut modifier le message transmis en faisant varier un élément d'un ensemble d'attitudes. Des exemples simples sont donnés de ce type de manipulation lorsqu'on modifie l'incision du visage dans un portrait : la Jocoste ne nous « dit » pas la même chose si on lui fait pencher la tête à droite ou à gauche... (1).

Selon M. Frey, de telles recherches peuvent avoir de nombreuses utilisations : dans le domaine de la télévision évidemment, pour mieux percevoir les messages qui passent dans une image à côté du discours proprement dit, mais aussi pour étudier les relations à l'intérieur d'un couple ou dans un groupe, ou encore la communication des petits enfants qui ne parlent pas encore, entre eux et avec les adultes. Elles peuvent aussi avoir des utilisations médicales : la communication non verbale étant très sensible aux états de santé, ses variations pourraient permettre de déceler certaines maladies.

FREDERIC GAUSSEN.

(1) Ces recherches font actuellement l'objet d'une exposition à la Maison des sciences de l'homme (54, boulevard Raspail, Paris-6) qui circulera à partir de la mi-avril en province.

Les formes et les couleurs

À quoi servent les images fournies par Spot ? Les études faites depuis des années sur des simulations — montage de photographies aériennes prises et agencées pour contenir la même information qu'une vue prise du satellite — ont permis de classer les utilisateurs en deux grandes catégories : ceux qui s'intéressent à ceux qui sont surtout intéressés par les formes et ceux qui cherchent plutôt les couleurs et leurs variations.

Les cartographes appartiennent à la première catégorie, et seront au début les principaux utilisateurs de Spot. La bonne définition des images, et les possibilités de vision latérale, en permettant la reconstitution du relief par stéréoscopie, donnent un moyen peu coûteux d'établir rapidement des cartes jusqu'à l'échelle du 1/50 000 (1). De nombreux pays du tiers-monde ont des besoins dans ce domaine. L'exploitation des images permet aussi de réviser des cartes plus détaillées. Les simulations montrent qu'on peut aisément repérer sur la carte des éléments topographiques nouveaux, tels que routes, lotissements, défrichage de zones boisées. Il est plus difficile de voir sur les images et de placer précisément des maisons isolées ou certains chemins.

Détecter les maladies

À l'opposé viennent les utilisations agricoles. Pour celles-ci, c'est moins la précision des formes qui importe — il suffit de pouvoir distinguer et grossièrement mesurer les différents champs — que les variations de leurs couleurs. Les trois bandes spectrales retenues pour les instruments HRV ont été choisies pour faciliter la détection de l'eau et de la chlorophylle. Les études montrent qu'on peut obtenir un inventaire assez précis des surfaces cultivées, mais qu'il est difficile d'identifier précisément chaque type de culture. Cette possibilité dépend, de manière critique, de la période où sont enregistrées les images. Et certains couples (bleu-vert, bleu-rouge) sont très difficilement discernables.

Les images satellitaires permettent aussi d'obtenir des données plus globales, mais importantes, comme l'extension, à une époque donnée, des couvertures neigeuses ; le détermination des zones de gel

fréquent ; le taux d'humidité des sols. Elles devraient aussi améliorer la compréhension de phénomènes graves, comme la désertification de certaines zones tropicales.

A long terme, les utilisations agricoles de Spot-1 et de ses successeurs deviendront dominantes. Ces satellites doivent permettre de mesurer l'extension des maladies et de prévoir l'importance des récoltes. Des études ont montré la possibilité de voir les zones touchées par la rhizomanie de la betterave, une maladie qui a frappé l'Alsace. De même a-t-on pu, en étudiant des images de forêts, évaluer l'ampleur d'une maladie qui affecte les chênes.

Cependant, la détection rapide des maladies — ou d'autres calamités plus ou moins naturelles — suppose des observations très fréquentes, qui ne seront possibles qu'avec plusieurs satellites simultanément présents en orbite. On peut en dire autant de la prévision des récoltes, dont l'impact économique serait considérable, mais qui est encore du domaine du long terme. Il faudra construire des modèles, et les valider en comparant leurs prévisions à la réalité. Toutes opérations qui demanderont plusieurs années.

Spot verra le sol, mais apprendra beaucoup sur le sous-sol. Les principaux accidents géologiques sont aisément repérables, et les études ont montré qu'on pourrait acquérir des connaissances très poussées sur la fracturation du sous-sol. De la simple recherche de gisements à celle de sites propices à des stockages souterrains de gaz, de l'évaluation des risques sismiques à celle de l'importance des nappes éphémères, les utilisations potentielles ne manquent pas.

De même, Spot verra aussi les mers. Il n'a pas été conçu pour les études océaniques, et l'observation sera le plus souvent limitée aux zones côtières, les plus intéressantes. Les études ont cependant montré la possibilité d'observer des régions de formation des vagues et d'en tirer des informations importantes.

M. A.

(1) À cette échelle, il n'est pas possible de représenter sur la carte par deux décimètres de millimètre.

Une faune étrange dans les fonds marins

Des oasis de vie prospèrent à grande profondeur grâce à des sources chaudes. Les biologistes des océans cherchent à les identifier.

« *L* e petit sous-marin *Cyana* progressait à quelques mètres au-dessus du fond de la mer. Il n'y avait rien à voir, sauf les fameuses bascules en forme d'oreillers, parfois assez chaotiques. Brusquement, dans la lumière des projecteurs, des crabes blancs sont apparus, posés sur le fond, immobiles, et, très vite, ils ont été de plus en plus nombreux. Quelques mètres plus loin, les rochers étaient effectivement couverts d'une sorte de mousse neigeuse vivante : des vers annelés dont la touffe de branches blanches émerge de tubes calcaires longs de 4 à 5 centimètres. A 2 ou 3 mètres au-dessus, on apercevait des amas blancs beaucoup plus importants couronnés d'un grouillement rouge : d'autres vers dont les branches sont rouges. Encore quelques mètres et la *Cyana* est arrivée devant une cheminée de sulfures métalliques, haute de 15 mètres et large de 2 mètres, d'où sortaient plusieurs panaches noirs, et qui était couverte de place en place d'un épais enduit blanc... »

Lucien Laubier, biologiste à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer, spécialisé depuis 1969 dans l'étude de la faune abyssale, a, comme ses collègues, été surpris par les découvertes et les observations qui se sont succédé depuis 1976.

En 1951 et 1952, des chalutages à grande profondeur avaient montré que la vie existe sur tous les fonds marins, même les plus profonds. Etant donné que la lumière ne peut se propager dans l'eau de mer au-delà de la profondeur de 200 à 250 mètres, il ne peut y avoir de photosynthèse, dont vivent les espèces végétales. Dans le noir total des grands fonds marins, il n'y a que des espèces animales. Elles se nourrissent en partie des débris des animaux vivant dans

les couches superficielles de l'océan, débris qui, après la mort, tombent lentement jusqu'au fond.

En 1976, des photographies prises sur la dorsale (1) des Galapagos ont apporté une découverte totalement inattendue : sous 2 600 mètres d'eau, la vie grouille autour de sources hydrothermales à 16 °C ou 17 °C (2) jaillissant du basalte. Les années suivantes furent découvertes des oasis grouillantes de vie autour de cheminées de sulfures métalliques d'où jaillissent des panaches noirs ou blancs, dont les températures peuvent atteindre 350 °C. Bivalves et vers géants, crabes et gastéropodes, prospèrent dans un rayon d'une dizaine de mètres autour des sources hydrothermales ou même sur les cheminées.

Des formes étonnantes

A partir de 1980, les découvertes se multiplient. Des Américains, des Français, des Canadiens, découvrent des oasis hydrothermales sur de nombreuses dorsales océaniques et en quelques autres endroits.

Ces oasis hydrothermales ont à peu près toutes la même organisation spatiale. Elles se présentent sous la forme d'auréoles concentriques disposées autour des sources d'eau très chaudes et très chargées de sulfures métall-

ques. Chaque auréole est caractérisée par une association particulière d'espèces différentes, étant entendu que les peuplements peuvent varier légèrement d'une région à une autre.

De 12 à 5 mètres des sources hydrothermales, le nombre des crabes blancs (galathées) augmente brusquement, et les rochers sont couverts de vers annelés (serpules). Mais la biomasse est encore peu importante. Elle devient énorme dans un rayon de 5 mètres autour de la source et peut atteindre plusieurs dizaines de kilogrammes par mètre carré.

De 5 à 1 mètre, les serpules sont très denses (200 à 300 par mètre carré). Il y a aussi des octopodes et des cirripèdes (des crustacés fixés toute leur vie sur le fond par un pédoncule) qui sont de vrais fossiles vivants lorsqu'on les compare aux formes « normales » de ces animaux. Et surtout, c'est là que vivent les rifias, des vers géants, longs de plus de 1,5 mètre. Leurs homologues connus ailleurs ne dépassent guère le centimètre et demi. Des poissons, des galathées et des bythogères (autres crabes) évoluent parmi les buissons de rifia dont ils broutent le plancton branchial rouge. Sur les fissures d'où sortent des eaux chaudes à 30 °C ou 40 °C, prospèrent de grandes quantités de gigantesques moules jaunâtres et des sortes de clams ou palourdes, longs de 20 centimètres.

Quelques colonies d'alvinelles (ou vers de Pompei) vivent sur les « fumeurs » noirs d'où sortent des eaux chaudes à 340 ou 350 °C. Mais, sur les « fumeurs » blancs, cheminées où l'eau ther-

male est moins chaude (jusqu'à 250 °C), vivent deux espèces de vers de Pompei. Ils forment d'épaisses colonies : spongieuses d'un ou deux mètres de diamètre et constituent un extraordinaire isolateur thermique : à la surface de la colonie, la température est de 40 °C ; à 10 centimètres à l'intérieur de la colonie, elle est de 100 à 150 °C. Si des espèces vivent directement au-dessus de leurs voisines, d'autres, en particulier les rifias, vivent grâce à des bactéries qu'elles hébergent. Dans les oasis hydrothermales, des bactéries très primitives sont en effet présentes, partout, sur les rochers, dans les conduites des eaux pas trop chaudes ou dans les fissures et, aussi, dans les cellules des vers de Pompei, des moules, des clams. Tous leurs rôles ne sont pas encore élucidés. Mais les bactéries sont, sans nul doute, essentielles au fonctionnement de tout le système vivant lié à l'hydrothermalisme.

On sait, par diverses observations, que les oasis hydrothermales ont une durée de vie limitée à cinquante ou cent ans, liée à l'activité temporaire et capricieuse des sources hydrothermales. On sait aussi que les espèces qui y vivent sont soit des fossiles vivants, soit au contraire des espèces apparues il y a seulement cinq à dix millions d'années. Comment ces espèces peuvent-elles se perpétuer en émigrant d'une oasis mourante à une oasis naissante ? Sur la dorsale du Pacifique oriental où les groupes de sources hydrothermales ne sont probablement séparés que par 500 ou 1 000 mètres, on peut imaginer que les œufs ou les larves, transportés par les lents courants proches des fonds, ne se développent que s'ils parviennent à un nouveau site actif.

YVONNE REBEYROL.

(1) Les dorsales océaniques forment des chaînes de montagnes longues de quelque 60 000 kilomètres, qui s'étendent sous tous les océans.

(2) La température de l'eau des océans, et de la plupart des mers, au-dessous de 2 000 ou 3 000 mètres, est toujours voisine de 2 °C.

Le grand livre de
RENE MAJOR
Le discernement
La psychanalyse aux frontières de la biologie et de la philosophie
Collection *Le psychanalyste*
Aubier

COMMUNICATION

VU

Pouce, les Bargeot !

On les a attendus avec curiosité, les Bargeot. Avec une certaine indulgence aussi : il n'était pas de soi de prendre la relève de « Cocoricocoboy ». Quelle déception ! Après deux semaines de promiscuité avec cette tribu agitée, on a envie de crier : « pouce » !

Où sont le talent, l'humour, dans cette prétendue sage bien de chez nous ? Dans la vulgarité

et les plaisanteries, systématiquement au-dessous de la ceinture dont on nous abreuve, chaque jour, pendant un quart d'heure ? On espérait l'histoire d'une famille, et c'est essentiellement sur Raymond Bargeot, le père, le « chef », que tout est centré. Sur ses préoccupations à la petite semaine, sur ses vtiptérations quand ce n'est pas sur

ses boutons. En vain, on cherche un scénario dans ce saingordis. Ou en pense Collaro, le parrain ? Les Duratons doivent se retourner dans leur tombe.

A vouloir pousser trop loin le bouchon — comme si on était incapable de saisir les nuances, — les quatre auteurs de ce feuilleton ont manqué le coche. Même celui de la caricature.

ANITA RIND.

Mardi 2 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 **Jeu : Enigmes du bout du monde.** Sur une idée de J. Antoine, réal. C. Savarit.
- Un remake de « La course autour du monde ».
- h 35 **Théâtre : Un otage.**
- De Brandon Beldu. Réal. L. Iglesis. Avec S. Joly, S. Valère, M. Berty.
- Dublé dans les années 50 : un lieu insolite, à la fois café et maison de passe, est le théâtre de transactions politiques de 1944. Par l'un des plus grands et des plus barbaques des écrivains irlandais. *Mélie du langage.*
- h 15 **Journal.**
- h 35 **C'est à lire.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 40 **Les dossiers de l'écran : Yalta.**
- Téléfilm de J. Elieinstein, réal. Y.-A. Hubert. Avec T. Bulow, V. Dobusch, B. Fresson.
- 9 octobre 1944. La guerre n'est pas terminée. Staline et Churchill, installés dans un bureau du Kremlin, se partagent, devant une carte, le continent. Février 1945, la conférence de Yalta réunit Staline, Churchill, Roosevelt.
- h 40 **Débat : Yalta ou la drôle de paix.**
- Avec Sir Frank Roberts, MM. John Marston, Wilfrid Lock, Yuri Rubinsky, Jiri Peiklan, Maurice Schumann, Jean Lalop, Alfred Grosser.
- h 35 **Journal.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 **La dernière séance.**
- Emission d'E. Mitchell, G. Jourd'hui.
- Actualités (1953). *Tout et Jerry*, annonce du premier film par E. Mitchell ; à 22 h 25, *Les deux réclames de l'époque*, attraction, annonce du dernier film.
- h 50 **Premier film : Capitaine King.**
- Film américain de H. King (1953), avec T. Power, T. Moore, M. Remick, J. Justin, G. Rolfe, R. Stanley.
- 1857, en Inde, un officier anglais ne peut épouser celle qu'il aime, parce qu'il est de sang mêlé. Il tente une voie si on dit dangereuse. Un film d'aventures exotiques où le

thème des préjugés raciaux est traité en métaphore. Mais quel héros que Tyrone Power !

- 22 h 50 **Journal.**
- h 15 **Début film : le Cavalier traqué.**
- Film américain d'A. de Toth (1954), avec R. Scott, W. Morris, J. Weldon, J. Sawyer, J. Millican, C. Buchinsky (vo. sous-titrés).
- Un homme chargé d'écouter une diligence passe, à la nuit d'un piège, pour le complice des bandits qui l'ont attaqué. *Drame du suspense, d'un homme traqué. Un western pas comme, où se distingue Randolph Scott.*

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5, Mon ami Guignol ; 17 h 20, Cinéma jeunesse : Pollux et le chat bleu ; 18 h 40, Dans les mains du magicien ; 18 h 50, Atout PIC ; 19 h, Feuilles : Le grand César ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

- 20 h 30, **Cinéma, y'a rien à voir,** film de P. Leconte ; 22 h, le héros, film d'A. Poiré ; 23 h 35, **Début 13,** film de F. Ford Coppola ; 0 h 55, **Vol du condor** au-dessus des Andes ; 1 h 30, **HR Street Blues ;** 2 h 35, **Top 50.**

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 **Pour aller dire.**
- h 30 **Charlotte Perle** sur l'art d'habiter.
- h 30 **Débat**, l'actualité de la chanson.
- h 30 **Nuits magiques**, suspense. Périple en Italie.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 **Concert** (donné salle Gaveaux le 20 mars 1985) : « Le Prémium ou l'Apostrophe de Corelli » ; « L'Apostrophe composée à la mémoire immortelle de M. Lully », de Comperin, par l'Ensemble Hesperion XX, dir. J. Savall, avec M. Heggert, C. Benchini, violons, T. Koopman, clavecin, 12 h 30, Les solistes de France-Musique : jazz club, en direct du New Morning.

Mercredi 3 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 15 **ANTIOPE 1.**
- h 45 **La Une** de ce jour.
- h 55 **Feuilleton : Cap sur l'aventure.**
- h 30 **La bouteille à la mer.**
- h 30 **Journal.**
- h 40 **Vitaminés.**
- Feuilleton, dessin animé, variétés, infos pratiques.
- h 20 **Info jeunesse.**
- h 40 **De A à Z.**
- h 30 **Rock, c'est A.D., look.**
- h 30 **La chance aux chaussons.**
- h 30 **Le village dans les nuages.**
- h 20 **Mini-journal pour les jeunes.**
- h 40 **Série : Cour de diamant.**
- h 15 **Jeu : Anagramme.**
- h 20 **Tirage du T-ao-tao.**
- h 25 **Journal.**
- h 55 **Football : Yougoslavie-France.**
- En direct de Sarajevo. (Et à 21 h)
- h 45 **Tirage du Loto.**
- h 45 **Série : Deltax.**
- Cliff Barrow** passe un bon mauvais moment, devient le suspect numéro un dans l'agression de Bobby.
- h 35 **Variétés : Station Argentine.**
- Emission de R. Kolpa Kopol.
- Avec Jairo, Astor Piazzolla, l'orchestre d'Orlando Fuglie, Susana Lugo. Les espères où se joue le tango à Paris.
- h 30 **Journal.**
- h 40 **C'est à lire.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- h 45 **Téléjournal** (à 8 h 30, Feuilleton : les Amours des saints grises).
- h 10 **Récré A2.**
- Judo boys : les Viratoutous ; Tchou et Grodo ; Johan et Pirlouit.**
- h 10 **Journal et météo.**
- h 15 **Jeu : L'académie des neufs.**
- h 40 **Journal.**
- h 30 **Feuilleton : Les gnomes des années folles.**
- h 45 **Cinéma : le Retour d'Ananias.**
- Film italien de R. Mauri (1970), avec M. Damon, L. Davila, A. Fedorica, M. Zeno (réédition).
- Un chevalier, de retour de Terre sainte, lutte contre l'usurpateur du trône d'Antioche. Aventure médiévale vaguement inspirée du roman de Walter Scott. La médiocrité absolue.*
- h 25 **Récré A2.**
- Les Schtroumpfs : Méliandre ; le secret des Sélénites ; Anne A2.**
- h 50 **Milano kid.**
- h 25 **Les carnets de l'aventure.**
- Horizon vertical, de D. Cavillon.
- h 45 **Platine 45.**
- Moon Roy, Elizabeth Anais, Frank Alamo.**
- h 30 **C'est le vie.**
- h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
- h 15 **Entrevues régionales.**
- h 40 **Le théâtre de Bourard.**
- h 30 **Journal.**
- h 30 **Téléfilm : Amoureux de sable.**
- D'après D. Potter, réal. G. Millar. Avec L. Jeffries, P. Chabon.
- Dans un luxueux hôtel de la côte méditerranéenne, un couple d'Anglais redécouvre les lieux de sa jeunesse. Images nostalgiques d'un passé enfoui, d'un présent proche de la mort.
- h 15 **Magazine : Cinéma-cinéma.**
- De M. Boujui, A. Andren et C. Ventura.
- De entretiens avec *Rock Hudson ; les diamants de Lis Taylor ; un portrait de Jean Yvonne et de Ben Gazzara.*
- h 15 **Journal.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- h 30 **Tournoi de tennis : Monte-Carlo-Country Club.**
- En direct de la Principauté.

14 h 55 En direct de l'Assemblée nationale.

- h 17 **Télévision régionale.**
- Programme autonome des douze régions.
- h 55 **Débat** animé : *Lucky Luke.*
- h 5 **Les jeux.**
- h 35 **Agora : l'insécurité dans les villes.**
- Emission de la communauté des télévisions francophones en triplex et en direct. Emission animée par G. Walter, G. Nicole et Cl. Lamarche.
- Parkings, mètres, tours, grands ensembles, etc. Voici le paysage urbain qui engendre, dirait-on, l'insécurité. Le magazine s'attachera à démentir le vrai du faux, à aller plus loin.*
- h 35 **Journal.**
- h 55 **Série : Mégoria.**
- Harv Di Rose, le roi du malheur.
- h 15 **Prélude à la nuit.**
- « Sonate » de Francis Poulenc, interprétée par Philippe Corré et Edouard Exerjean, pianistes.

CANAL PLUS

- 7 h 7/9 : 9 h, **Calcutta Cadis** (Les Gym) ; 9 h 5, **Tat le bonjour** d'Albert (doublé animé) ; 9 h 30, **Calcutta Cadis** (à 13 h 35) ; 11 h 25, **Le Chêne**, film d'A. Poiré ; 13 h 5, **Rue Carnot** (et à 17 h 30) ; 14 h 40, **Les poupées de l'espoir** ; 17 h, **Batman** ; 18 h, **Jeu** ; 18 h 40, **Jeu** ; Les affaires sont les affaires ; 19 h 10, **Zénith** ; 19 h 45, **Tout s'achève** ; 20 h 5, **Top 50** ; 21 h, **Almanach**, film de R.-M. Young ; 22 h 50, **Femmes de péchés**, film de C. Franck ; 0 h 40, **le Somme** **Marriage**, film d'E. Rohmer ; 2 h 30, **Top 50.**

FRANCE-CULTURE

- 0 h 15, **Les maîtres de France-Culture** ; 7 h, **Le goût de jour** ; 8 h 15, **Les enjeux internationaux** ; 8 h 30, **Les chemins de la connaissance** ; les bergers de pierre (et à 10 h 50 : le y-lking, 64 petits hexagrammes amoureux d'avenir) ; 9 h 5, **Minité de la science et des hommes** ; la synthèse dans tous ses états ; 10 h 30, **Musique : Miroirs** (et à 11 h) ; 11 h 10, **La livre**, ouverture sur la vie ; Rencontre de jeunes locuteurs avec André Pélissier ; 11 h 30, **Feuilleton : Criminal 85** ; 12 h, **Pastorale** ; 12 h 45, **Avant-propos** : « Le Feu sacré », autobiographie de Youri Lyubimov ; 14 h, **Un livre, des voix** : « La Belle Cordillère », de E. et J. Stren ; 14 h 30, **Pastorale de l'étoile** (rediff. de l'émission du 30 mars) ; F. Lhermitte et J. Conelle ; 15 h 30, **Lettres ouvertes**, magazine littéraire ; 17 h 10, **Le pays d'Ici**, en direct de Bret ; 18 h, **Sidestreet** ; Agor ; à 19 h 35, **Tire la langue** ; 19 h 15, **Récre** ; 19 h 30, **Perspectives scientifiques** : l'avenir de la Terre.
- h 20 **Musique, mode d'emploi** : le clavier bien tempéré.
- h 30 **Antiques : Haiti.**
- h 30 **Paléontologie : perspectives du vingtième siècle** : Carte blanche à Harry Halbreich.
- h 30 **Nuits magiques** : mi-temps (l'école de football de Sochaux).

FRANCE-MUSIQUE

- 2 h, **Les solistes de France-Musique** ; Marius Rostropovich ; 7 h 10, **L'impression** : magazine d'actualité musicale ; 9 h 10, **Le maître des médiums** : Clémentine, chef de l'astre côté de Versailles - A. Jénio, Jénio et demi. (Œuvres de Cavalieri, du Mont. Musique en vie ; 12 h 5, **Le temps du jazz** : Eric Dolphy ; 12 h 30, **Concert** : œuvres de Vercken, François, Ives, par l'Ensemble instrumental du Nord-Orchestre philharmonique, dir. Y. Prin, sol. A. Mounier, violoncelle, trio Birge-Gorge-Vit ; 15 h, **Les apais-midi de France-Musique** : les sonates de Scarlatti, par Scott Ross ; à 15 h 10, **Portrait d'un homme de la Renaissance**, Roland de Lassus ; 18 h 2, **Les chemins de la terre**, magazine des musiques traditionnelles et populaires ; 18 h 30, **Jazz d'aujourd'hui** : Oh j'écoute ? ; 19 h 15, **Séances** : magazine de la musique contemporaine. Œuvres de Leveau et Dufourt.
- h 20 **Avant-concert.**
- h 30 **Concert** (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : « Pulemolla, suite d'orchestre », de Stravinski ; « Concerto pour violon et orchestre en ré mineur », de Sibelius ; « Variations et fugue sur un thème de Mozart », de Reger, par l'Orchestre national de France, dir. E. Peltin Salonen, sol. S. Accardo, violon.
- h 30 **Les solistes de France-Musique : nocturnes.**

Antenne 2 attaque en justice Christine Ockrent pour « rupture de contrat »

Déplorant les circonstances et la manière par lesquelles Christine Ockrent, rédactrice en chef et présentatrice du journal de 20 heures, a décidé de quitter Antenne 2, M. Jean-Claude Héberlé, PDG de la chaîne, a pris l'initiative de soumettre aux tribunaux ce qu'il qualifie de « rupture de contrat dont la brutalité, dans ces circonstances, apparaît insolite ».

Malgré l'obtention des garanties qu'elle demandait, Mme Christine Ockrent « a rompu, déclare le président de la chaîne, de manière unilatérale, son contrat de travail. Elle l'a fait, selon ses propres dires, sans motif sérieux. Il ne peut donc s'agir que d'un procès d'intention ».

Prévenu, ce mardi matin 2 avril, de l'initiative

de M. Héberlé, Christine Ockrent nous a simplement déclaré : « Le président de la chaîne choisit maintenant de déplacer une affaire que j'ai voulu maintenir sur un terrain strictement professionnel et dans les limites de la correction. Je suis donc contrainte à mon tour de la confier à mes avocats. » M. Albert du Roy, ancien directeur de la rédaction, a déclaré pour sa part qu'il condamnait « totalement l'attitude de M. Héberlé » et qu'il était « solidaire » de Christine Ockrent.

M. Jean-Claude Héberlé explique ici la raison de sa décision. C'est aussi la première interview du président d'Antenne 2 depuis sa nomination en octobre 1984.

« Je n'interviens pas sur la rédaction » nous déclare M. Jean-Claude Héberlé

« J'ai accablé à Christine Ockrent, déclare M. Héberlé, toutes les garanties qu'elle pouvait souhaiter : maintien de ses titres, fonctions, prérogatives, choix du rédacteur en chef travaillant à ses côtés... Quel d'autre aurais-je dû ou pu lui accorder ?

« La réorganisation de la rédaction ne l'a guère satisfaite. Vraiment ? Savez-vous qui a préparé ce qu'on appelle abusivement réorganisation et qui n'est autre que la création d'une coordination des reportages, interface entre les services qui fournissent l'information et les différentes éditions qui la diffusent ? Albert du Roy, Christine Ockrent, Claude Caron, Claude Manne, Pierre-Henri Arstam, Paul Nahon, François Ponchelet, Alain Wiedner, Michel Honorin. La réforme annoncée le 29 mars était exactement celle qu'ils avaient, ensemble, mis sur pied et qui avait reçu mon approbation.

« Y avait-il eu débat ? Bien sûr, et il leur est apparu que le fonctionnement de la rédaction, par unités d'éditions autonomes, était à la fois coûteux, gaspilleur et, avant tout, impropre à une couverture correcte de l'information.

« Un fonctionnement qui avait pourtant fait ses preuves ! Sans doute, mais qui, à l'usage, se révélait nocif. Les exemples foisonnent de cas où un reportage mourait dans un tiroir, refusé par telle édition parce que commandé par une autre. Des exemples déplorables qui entraînaient une gaspillage d'hommes et de moyens et nuisaient à la rédaction d'avoir, malgré sept éditions réparties dans la journée, un traitement global de l'information.

« Alors, pourquoi part-elle ?

« Je ne sais pas et je ne comprends pas. Elle avait la garantie de pouvoir travailler exécutivement comme avant mon arrivée ou après les mois qui ont suivi. Or je ne relève pas, dans ses propos, la moindre accusation ou mise en cause directe ou indirecte de ma part, notamment pendant la période des élections cantonales, une période pourtant habituellement propice. J'en déduis qu'il y a, dans sa démarche, soit un procès ad hominem contre les gens que j'ai nommés ou bien contre moi-même — mais dans ce cas, il n'est ni explicite, ni explicité, — soit un procès d'intention pur et simple.

« Je considère donc qu'il y a, compte tenu de la brutalité de la décision et de la soudaineté de son annonce, d'abord une rupture abusive du contrat, ensuite une attitude générale, préjudiciable aux journalistes d'Antenne 2, à l'image de la société, et même à son fonctionnement immédiat. N'est-ce pas un abandon de poste pur et simple et, qui plus est, sans préavis et sans motif avéré ? Avez-vous d'entreprise, filé dans l'audiovisuel, ne pourrait admettre un départ aussi soudain.

« Vous choisissez la guerre ? Pas du tout. Mais faut-il tout laisser dire ou faire ? Si je me tais, je laisse accréditer l'idée que le non-dit est plus important que le dit. Alors je dis. Je dis que je ne comprends pas. Je dis que c'est dommage. Je dis : oui, c'est bel et bien du gâchis et j'ajoute que j'ai proposé à Christine Ockrent, après sa démission, de me dire si elle souhaitait participer à d'autres émissions d'Antenne 2 sous une forme ou une autre.

« Elle a refusé ?

« Elle n'a pas répondu, et ma proposition demeure.

« Ses propos publics sont, depuis son départ, d'une grande mesure. Est-elle responsable de l'exploitation politique que certains en ont fait ?

« Christine Ockrent ne pouvait pas ignorer les conséquences qui allaient découler de sa décision. Au niveau de « vedettisation » qu'elle a atteint, on ne pouvait pas éviter la tempête. Une tempête que tout le monde derrière elle aurait à affronter. Injuste, tout de même, car à aucun moment il n'y a eu de ma part la moindre pression politique sur la rédaction. S'il y en avait eu une seule, j'imaginerai qu'on se serait empressé de la répercuter. Il doit être clair, maintenant, pour les journalistes de la chaîne ou pour l'extérieur, que le président d'Antenne 2 n'intervient pas sur la rédaction. Il est tenu informé, pour s'assurer du bon fonctionnement de ce secteur important de la maison, et c'est bien suffisant. Un président non-interventionniste, pas pour autant un président potiche.

« N'avez-vous pas le sentiment de payer aujourd'hui les conditions difficiles de votre nomination à Antenne 2 il y a six mois ?

« Je n'ai pas pris la parole depuis lors. C'était beaucoup de bruit pour rien. J'ai été nommé par la Haute Autorité. Mon prédécesseur et tous ses prédécesseurs l'avaient été par le conseil des ministres. Je vois là, pour ce qui me concerne, une différence sensible.

Propos recueillis par ANNICK COJEAN.

L'ère des turbulences

« Ockrent : le dernier sacre », titre France-Soir ce mardi 2 avril. La « reine Christine », comme l'ont baptisée ses confrères journalistes, part, comme son patron Pierre Desgraupes, en pleine gloire : avec 48 % des suffrages au baromètre du quotidien de la rue Réaumur, elle éclipse ses challengers Jean-Claude Bopp de TF 1 (33 %) et Bernard Rapp, son aîné d'Antenne 2 (30 %). Daniel Blatman, appelé à la rampe pour le journal de 20 heures de la deuxième chaîne, n'obtient, selon l'IFRES, que 9 % à la cote d'amour des téléspectateurs.

Ainsi va — et ira de plus en plus — la vie des chaînes de télévision. Au rythme des sondages. Les présentateurs-vedettes ne sont plus seulement les meilleurs professionnels dans leur spécialité. Ils sont stars. Phénomène connu dans tous les pays où la télévision est une chose : un instrument de propagande ; les États-Unis, l'Italie, en ont fourni ces dernières années de bons exemples. Les étoiles du petit écran s'achètent et se vendent à coups de dollars et de livres. A la bourse des valeurs de l'audiovisuel français, Christine Ockrent, comme PPDA négative, est au zénith : attention à l'usure, aux courbes descendantes, peut-être était-il temps pour elle de s'écarter, alors qu'on percevait déjà, après quarante-deux mois de présence au sens fort du terme, les premières ombres sur son éclatante image.

La « mainmise du pouvoir »

Point besoin de s'en offusquer : ce star-système est inévitable. Si à quelque chose d'inévitable — le journalisme n'est-il pas autre chose que du spectacle ? — il va de pair avec l'actualité en images, avec cette intrusion au cœur du quotidien de chacun d'entre nous. On compare. On aime. On n'aime pas. On n'aime plus. En retour, le présentateur du JT y posera et se posera, soir après soir, la même question : si je suis bon ? C'est-à-dire aussi : si je suis séduisant ?

Ce qui va devenir l'affaire Ockrent avec la riposte vigoureuse (et bien dans son caractère)

du nouveau président de la chaîne a toutefois un arrière-plan politique qu'il ne faut ni surestimer ni oublier. La loi du 29 juillet 1982 a, enfin, libéré les chaînes de la tutelle, du joug devrait-on dire, que le pouvoir avait fait peser sur les rédactions. Et nous avons montré dans ces colonnes que les journalistes vivaient désormais indépendants, aussi libres que dans la presse écrite, avec les responsabilités, certes, du service public (le Monde des 21, 22 et 23 juin 1984). Mais tout n'est pas réglé pour autant. Des pesanteurs subsistent. Des volatilités de retourner aux vieux démons se font jour. Et l'opposition ne cesse de mener campagne, au mépris parfois des réalités, contre la « mainmise du pouvoir » sur l'audiovisuel public. La Haute Autorité de la communication audiovisuelle, qui doit être le rocher au milieu de la tempête, donne parfois prise, par ses propres maladresses, aux destructeurs de la libéralisation en cours.

Les responsables de l'information dans les chaînes subissent ce climat. Et comment ne pas penser à la campagne pour les législatives et à l'après-88 ? Comment conserver sa réputation de journaliste indépendant, de professionnel non partisan, lorsqu'une partie de la classe politique et des médias clament sur tous les toits que les patrons de chaîne sont les zélés serviteurs de l'Elysée et de Matignon ? Deux démissions importantes en quelques jours à Antenne 2, c'est plus qu'une addition de deux zéros, qu'une coïncidence dans des stratégies personnelles. Le retrait d'Albert du Roy, celui de Christine Ockrent, amenant à faire ce constat : si la loi a libéré les rédactions de l'audiovisuel, elle n'a pas pour autant changé les esprits. Suspect de connivence avec le pouvoir tu étais, suspect tu demeures...

Le scénario se complique si l'on prend en compte l'évolution du système audiovisuel français. Nous sommes entrés dans une période de grandes turbulences. L'arrivée de Canal Plus, en novembre 1984, n'est que le coup de starter de la course qui commence. A n'en pas douter,

dans les dix prochaines années, les téléspectateurs français vont accéder à cette diversité de programmes que connaissent déjà, par exemple, les Belges ou les Nord-Américains. Une nouvelle chaîne publique par satellite pour 1986, au moins un réseau nouveau de télévision privée par voie hertzienne la même année... C'est assez pour que les professionnels de la télévision publique se posent des questions sur leur avenir dans un cadre nouveau, élargi. Plus excitant aussi par sa nouveauté, par le libéré d'action qu'on en espère.

Masques et symboles

Ces turbulences et les péripéties personnelles qu'elles entraînent et vont continuer d'entraîner vont, toutefois, masquer — à moins qu'elles ne les symbolisent parfois — les véritables mutations en cours. Le système audiovisuel français, globalement, va passer du monopole au dualisme, à l'économie mixte et à la concurrence public-privé. Les enjeux sont étonnamment élevés (comment faire vivre un service public haut de gamme, comment développer le marché publicitaire en France) et culturels (le choix entre des dizaines de chaînes, oui, mais aussi la nécessité de développer les programmes français, de renforcer notre production).

La bataille est engagée, elle sera longue et sans pitié. Mais, peu à peu, elle ne se livrera plus en vase clos, dans le sésail du service public. Il y a un risque : que la combinaison de la rentabilité économique et des stratégies personnelles, avec la tyrannie des indices d'écoute en prime, ne conduise à plus de médiocrité, ne tue la création, ne guide les énergies vers le plus facile, ce qu'on appelle avec gourmandise le grand public. Il n'y a pas un, mais des publics, qui ont soif d'images, pas toujours les mêmes.

Il y a aussi un espoir, une chance à saisir : les crises, les mutations, sont souvent génératrices d'efforts et stimulent les imaginations. Pour passer la cap Horn, il faut des trois-mâts solides et des capitaines courageux.

YVES AGNÈS.

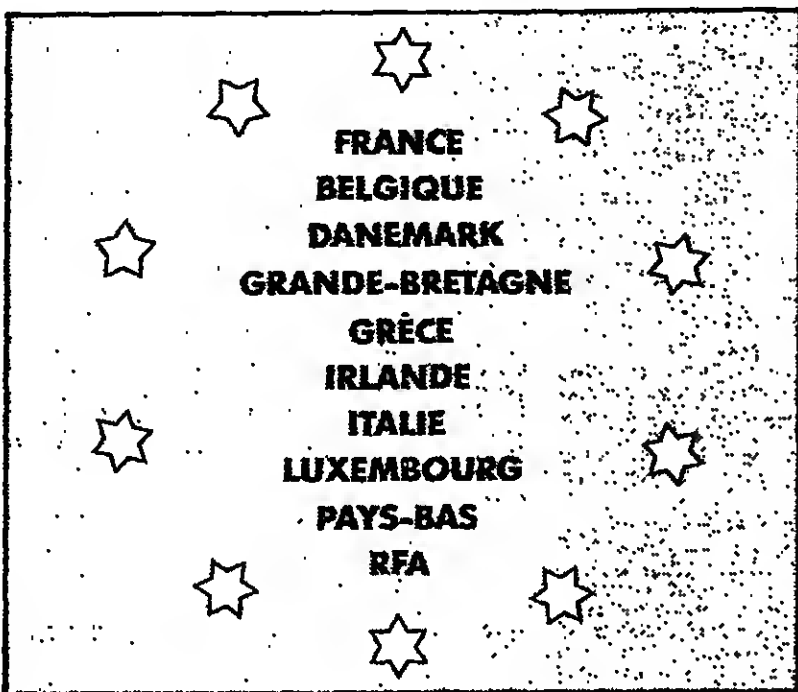
ملتان، لاہور

ETATS GENERAUX DES ETUDIANTS DE L'EUROPE

Sous le haut patronage du Président de la République
François MITTERRAND

Organisés par les Bureaux des Elèves de : **SCIENCES-PO, POLYTECHNIQUE,
SUP TELECOM, ENA, HEC, ESSEC, PARIS I, PARIS VII, PARIS IX, PARIS X...**

Avec le soutien de la Mairie de PARIS.



L'EUROPE est un but politique en soi, hors des divages politiques nationaux.
L'EUROPE ne se fera que si les jeunes générations engagent dès maintenant le combat difficile pour la construire.

Il faut une structure permettant aux étudiants, aux jeunes de toute L'EUROPE de se rencontrer.

L'EUROPE, c'est aussi L'EUROPE de l'EST.

Il est temps de créer une opinion publique européenne qui devienne l'aiguillon de la construction communautaire.

Pour nos générations, hors de L'EUROPE, point de salut.

Voilà les principales raisons qui nous ont conduit à organiser cette grande première:
LE CONGRÈS

EGEE 1

400 étudiants européens seront réunis pendant une semaine du 15 au 22 Avril 1985 pour connaître, échanger des idées, définir des objectifs à long terme et surtout à court terme. Lors du congrès, interviendront notamment : André Fontaine, Directeur du Monde - Claude Julien, Directeur du Monde Diplomatique - Paul Fabra, Éditorialiste au service Économique du Monde - Jacques Isnard, Chef Adjoint au Service Société du Monde - Bertrand Poirot-Delpech, Chroniqueur Littéraire du Monde.

EGEE profite de son congrès pour lancer une campagne d'adhésions. S'adresser au 260.39.60, poste 3873-3874.

Vous êtes invités à participer à plusieurs manifestations lors des EGEE 1 :

LE GRAND DÉBAT à l'amphithéâtre de la SORBONNE

Le Samedi 20 Avril à 12 h 30

en présence de François MITTERRAND

Invités : Mme AHRWEILER, M. CHRISTOPHERSEN, M. DANKHART, M. DAVIGNON, M. DELORS, M. PANELLA, M. SCHEEL, M. SPINELLI, M. SCHWARTZENBERG.

LA NUIT DE L'EUROPE à la CONCIERGERIE

1 bis, quai de l'Harlogie

Le Vendredi 19 Avril 1985 à 22 h 00.

LE GALA DE CLOTURE DE EGEE 1 au château de MAISONS-LAFFITTE

Le Lundi 22 Avril à 20 h 00

4 CONFÉRENCES PLÉNIÈRES des étudiants de EGEE 1 où seront présents :

- **M. Robert BADINTER** Garde des Sceaux

le Mercredi 17 Avril à 14 h 00 à HEC

- **M. Raymond BARRE** Ancien Premier Ministre

le Jeudi 18 Avril à 14 h 00 à Sciences PO

- **M. Laurent FABIUS** Premier Ministre

le Vendredi 19 Avril à 14 h 00 à l'ENA

- **M. Valéry GISCARD D'ESTAING** Ancien Président de la République

le 22 Avril à 14 h 00 à Polytechnique.

Pour les manifestations, le nombre des places est limité. Réservations et renseignements : téléphoner au 260.39.60 poste 3873 et 3874.

COMITÉ DE SOUTIEN : Président : M. René REMOND, Président de la Fondation Nationale des Sciences Politiques. - Membres : M. Laurent FABIUS, Premier Ministre. M. Roland DUMAS, Ministre des Relations Extérieures. M. R.G. SCHWARTZENBERG, Secrétaire d'État aux Universités. M. Jack LANG, Ministre de la Culture. M. Louis MERMAZ, Président de l'Assemblée Nationale. P. Pierre PIMLIN, Président du Parlement Européen. M. Jacques DELORS, Président de la Commission de la Communauté. M. Raymond BARRE, Député de Lyon. M. Jacques CHIRAC, Maire de Paris. M. Valéry GISCARD D'ESTAING, Ancien Président de la République. M. Olivier PHILIP, Préfet de Paris et d'Ile-de-France. Mme Hélène AHRWEILER, Recteur de l'Académie de Paris. M. François GOGUEL, Ancien membre du Conseil Constitutionnel. M. LAMASSOURE, Délégué Général des Clubs "Perspectives et Réalités". M. GENTOT, Conseiller d'État Directeur de l'I.E.P. de Paris. M. Simon NORA, Directeur de l'ENA. M. Alfred GROSSER, Professeur des Universités. Mme Hélène CARRERE D'ENCAUSSE, Professeur des Universités. M. Louis LEPRINCE-RINGUET, Président du Mouvement Européen. M. Jacques RIGAUD, P.-D.G. de R.T.L. M. Jean-Marie DUPONT, du journal "Le Monde". M. LARSON, Directeur d'HEC. M. XARDEL, Directeur de l'ESSEC. La Société ELF AQUITAINE.

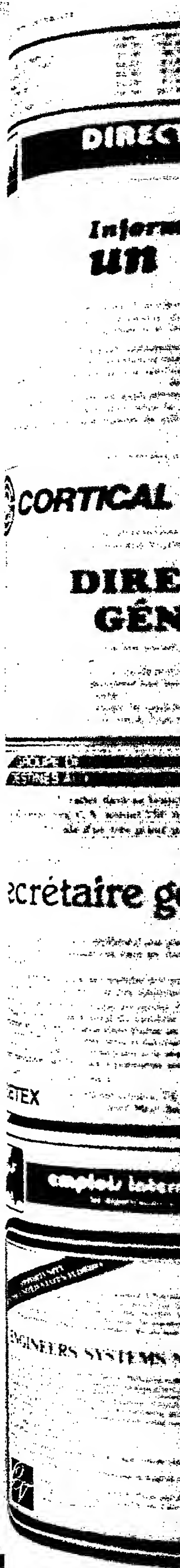
avec la participation de la rédaction du journal. **Le Monde**

Le Monde

assurera la couverture rédactionnelle et vous donne rendez-vous à cette occasion le

pour une **OPÉRATION SPÉCIALE OFFRES D'EMPLOI JEUNES DIPLÔMÉS**

**MARDI
16
AVRIL**



OFFRES D'EMPLOIS	La ligne	La ligne TTC
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	59,00	69,97
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Diagonaux selon surface ou nombre de parutions.

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Informatique bancaire : un manager

Au siège d'une société financière, il sera en charge des fonctions Gestion des systèmes d'Information et Organisation.

- Plus particulièrement, il aura à :
- coordonner et contrôler la réalisation des applications prévues dans le plan informatique de la société,
 - analyser et lancer des applications nouvelles,
 - assurer la maintenance de l'ensemble,
 - animer et diriger une dizaine de collaborateurs.

A ce poste, nous envisageons la candidature d'un diplômé de Grande Ecole, justifiant d'une expérience dans la direction de grands projets informatiques, de préférence dans un environnement bancaire ou financier et intégrant le développement de réseaux.

Poste à pourvoir à Paris Champs Elysées.
Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, avec CV, photo et prétentions sous référence 4793 à l'agence DESSEIN, 69 rue de Provence, 75009 PARIS.

DESSEIN

emplois régionaux

Assistant Au Responsable Affaires Sociales

Etablissement industriel 1200 personnes

Vous avez entre 30 et 35 ans, après une formation supérieure, vous vous êtes orienté vers les affaires sociales. Aujourd'hui, votre expérience vous permet d'accéder à un poste de généraliste.

En assistance directe du Responsable des Affaires Sociales, vous participerez à l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique sociale active que vous appliquerez personnellement et complètement sur certaines unités de l'établissement.

Aux aspects opérationnels, s'ajoutent des missions d'études juridiques, d'organisation, de relations avec les partenaires sociaux.

Le poste est situé à Chalon-sur-Saône.

L'appartenance de l'établissement à un groupe industriel diversifié, garantit les possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence 81463 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

CORTICAL FRANCE SA

S.A. au capital de 2 M.F. spécialisée dans les technologies de pointe micro-informatiques, recherche dans le cadre de sa forte croissance et pour le démarrage d'une de ses filiales à fort potentiel de développement :

DIRECTEUR GÉNÉRAL

De formation supérieure, vous avez une solide expérience commerciale, si possible dans le domaine de la micro-informatique.

D'environ 30-35 ans, doué d'un excellent sens des relations, vous êtes autonome et possédez des qualités d'animateur et d'organisateur pour assurer le développement de la société.

Anglais courant indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et rémunération souhaitée à CORTICAL FRANCE - 31, rue du Pont, 92200 NEUILLY-SEINE.

P.M.E. spécialiste location et vente matériel médical, une cinquantaine de personnes, clientèle uniquement professionnelle, cherche son

DIRECTEUR

chargé de mettre en œuvre les orientations définies par le conseil d'administration. - Connaissances prouvées de gestionnaire. - Bonne maîtrise de l'outil informatique. - Connaissance du milieu pharmaceutique (officiel). Poste à pourvoir à 250 km sud de Paris.

Adresser candidature avec CV, 3 photos et prétentions sous réf. 36.563/12 à A.P.E.C. Centre, B.P. 2107, 45011 ORLÉANS Cedex.

ANNONCES CLASSEES
TÉLÉPHONÉES

555-91-82

DESS

GRUPPE DE SOCIÉTÉS DE SERVICES DESTINÉES AUX COLLECTIVITÉS LOCALES

* leader dans sa branche

* 450 personnes, C.A. annuel 150 millions de francs

* filiale d'un très grand groupe

recherche son futur

Secrétaire général

Ce poste conviendrait à un diplômé d'une grande école commerciale ayant de solides connaissances dans les domaines juridiques et comptables (D.E.C.S.).

Agé de 30 ans au moins, le candidat doit pouvoir justifier de 5 ans d'expérience et d'une pratique des systèmes informatiques.

Dès son entrée dans le Groupe, en qualité d'adjoint au Secrétaire Général en poste, il sera exigé du candidat une implication personnelle très importante dans toutes les fonctions relevant du Secrétariat Général, compte tenu notamment de la croissance des activités du Groupe. En conséquence, la rémunération sera fortement évolutive pendant les 3 premières années.

Adresser C.V. et prétentions à :

SETEX Secrétariat Général 76, rue Garibaldi 94107 - Saint Maur des Fossés - Cedex.

ÉCOLE PRIVÉE COHEN-TENOUDJI SAVIGNY-SUR-ORGE (Esson)

recherche DIRECTEUR/TRICE DE COLLÈGE

Disponible pour le 1^{er} septembre 1985

- Conditions exigées :
- 1) Être titulaire d'une licence d'enseignement ;
 - 2) Avoir enseigné pendant au moins 5 ans dans un établissement secondaire ;
 - 3) Avoir de bonnes connaissances de l'histoire et du judaïsme.

Adresser avant le 8 avril 1985 un C.V. manuscrit avec photographie récente, sous pli confidentiel à : M. P. ELKOURY, F.S.I.U., 19, r. de Téhéran, Paris-9^e.

INGÉNIEUR COMMERCIAL TRÈS HAUT NIVEAU

Venez nous rejoindre pour valoriser votre talent, votre expérience, vos ambitions en devenant le

DIRECTEUR DES VENTES

D'UNE S.S.I.L. LEADER DANS SON DOMAINE

La qualité de nos produits, le dynamisme de nos équipes et la souplesse de notre structure constituent une réelle opportunité pour un candidat à fort potentiel.

Ecrire sous réf. 306 à : C.E.P.P. 124, rue de La Boétie, 75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ LYON 9^e

RECHERCHE

TECHNICIEN

ETS en DUT CHIMIE

Pour analyse structurale organique (I.R./R.M.N.). Pour poste dans Centre de Recherches LYON.

- Rémunération X 13.
- Restaurant d'entreprise.
- Avantages sociaux + indemnité de transport.

Envoyer C.V. + photo s/n° 5213 M.P.A. - B.P. 2355 - 69216 LYON CEDEX 02.

ASSOCIATION CENTRE

SOCIO-CULTUREL ET SPORTIF JEAN

VILAR-ANGERS. 1500 adhérents, 7 permanents, 40 bénévoles, activités multiples, salles de spectacle et cinéma, recherche :

Directeur pour prendre en charge la responsabilité animation et gestion de l'équipement. Expériences exigées. Dossier candidature (C.V., expériences, références) à retourner au Centre avant le 20 avril 1985. C.S.C.S. Jean-Vilar, Place Jean-Vilar, 49000 ANGERS.

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

ENGINEERS SYSTEMS NETWORKS

After an initial training period in France (Paris and/or Rennes), successful candidates will be relocated to the company headquarters in Clearwater, Florida. For successful candidates, a working visa for the United States will be applied for. In addition to a University degree or a Diploma (Grande Ecole), 3 years experience including work on at least two of the following areas will be required:

- Development work on micro-processors using native assembler language and/or PLM/ PLZ, C, etc.
- Real time applications.
- Communication protocols.

Previous experience on a packet-switched virtual-circuit network would be of particular advantage. Fluency in French and a good command of English is required.



Applicants should send CV, Photo and present salary to CABINET CLAUDE VITET & rue Lauriston 75016 PARIS under reference 8512.

RECHERCHE

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

SPÉCIALISTE MATÉRIELS BLINDÉS D'ORIGINE FRANÇAISE

- Expérience 10 ans exigée sur ces matériels.
- Aptitude à participer à la gestion d'un contrat en Asie méridionale.
- Langue anglaise.
- Solaire motivé.

Envoyer C.V. et photo n° 304 204 M RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Montcaury, 75007 PARIS.

Sapporo, JAPAN, IAY, a language academy, is soliciting resumes for a French conversation instructor. One-year, renewable contract. Position available after April 1985. Native speaker with appropriate university degree and experience teaching French as a foreign/second language preferred. Address resumes to: Bruce Robinson, Head Instructor, IAY, Hiyoshi Bldg, 5 F, Minami 4, Nishi-ku, Sapporo 060 JAPAN.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

POUR NOS 21 MAGASINS :
OUVERTURES 84 2.85 : 5.86 : 4
C.A. : 2.7 Mds :
EFFECTIF : 3000 PERSONNES.

Responsable administratif et comptable HF

Diplômé ESC ou équivalent complété d'un DECS, enrichi d'une expérience en cabinet ou en entreprise de 2 à 5 ans, nous pouvons apporter une réponse à votre évolution de carrière.

Vous voulez être responsable au sein d'un centre de profit autonome (50 à 60 MF de CA) de l'animation d'une équipe de 10 personnes, de la prise en charge de la globalité d'une fonction administrative, comptable avec un outil informatique et de la gestion de la trésorerie, en assurant les relations avec les banques.

Merci d'adresser, en précisant la localisation souhaitée en province, votre dossier de candidature à : FNAC 22 - Mme Simon-Falguier 101, rue du Cherche Midi 75006 Paris.

fnac

La fnac. L'oxygène de la tête.

ur-
na
et
le-
an-
je-
as
ils
rité
cie-
sul-
ser
une
ngs
de-
cent
cia-
une
»).
été
pose
reto-
ment
i or-
eme-
ojets
Amis,
a au
t dé-
ar la
orga-
rait,
nom-
ollège
celu-
sur la-
sas de

es lois
t être
stitu-
nulte-
vérifi-
instru-

i. B.

مكتبة الأمل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

GRENOBLE

TECHNOLOGIES DE POINTE

Hewlett-Packard France, 40 % de croissance de chiffre d'affaires annuel, 56 % en 1984, 2900 personnes et 15 % d'augmentation d'effectifs par an. Nous sommes leader dans le domaine de l'instrumentation en électronique et 3^{ème} exportateur de matériel informatique. Aujourd'hui, nous recherchons des

Consultants en recrutement et ressources humaines

De formation grandes écoles (ou équivalent), vous avez 5 ans d'expérience dans la fonction personnel en milieu industriel, ou en cabinet. Vous êtes intéressé par le recrutement, vous en avez la maîtrise technique et la pratique. Autonome dans votre approche, vous êtes le partenaire de nos managers et leur conseil (recensement des besoins, ciblage des postes, plan média...). Vous développerez tous les moyens nécessaires per-

mettant d'accroître notre présence et notre image de marque auprès des grandes écoles. Nous attendons de vous sérieux, efficacité, rigueur et compétence. Nous pratiquons la mobilité fonctionnelle, pour des candidats de fort potentiel. C'est donc l'opportunité pour de larges ouvertures dans la fonction personnel, bien sûr, mais aussi dans d'autres divisions au sein du groupe (en province et à l'étranger). Pour réussir à ce poste, l'anglais est nécessaire.



Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous réf. 1295/M, à: Guy POSTEL CONSEIL, BP 19, 06480 La-Croix-sur-Loup. Les candidats seront reçus à Paris pour un premier entretien et leurs dossiers traités avec la confidentialité de rigueur.

Guy Postel

MERLIN GERIN

Spécialiste mondial des matériels électriques et électroniques de commande et de protection, est l'un des plus importants constructeurs européens pour l'appareillage haute et basse tension et pour les ensembles électriques « clés en main ». 16 000 personnes - 43 filiales et participations en France et dans le monde - 8,4 milliards de chiffre d'affaires en 1984 dont 50 % à l'exportation.

spécialiste du financement des affaires à l'exportation

Sa mission :
• conseiller et assister les services commerciaux dans tous les aspects financiers, juridiques et réglementaires des offres et contrats export,
• participer à l'amélioration des procédures et systèmes de financement et de garanties, et à la formation des personnels.
Son profil :
• formation supérieure,
• expérience confirmée d'une dizaine d'années acquise de préférence dans une société exportatrice de biens d'équipements,
• pratique courante de l'anglais.
Ecrire avec CV, prétentions en précisant la référence CFF 252 au Service Recrutement Ingénieurs et Cadres MERLIN GERIN - 38050 GRENOBLE Cedex.



INGENIEURS DEBUTANTS OU CONFIRMES

Si vous pensez être en mesure de vous passionner ou seïn du service microélectronique d'une SOCIETE FRANCAISE FORTEMENT ENGAGEE DANS LE DEVELOPPEMENT DE

CIRCUITS INTEGRES VLSI C - MOS

POUR APPLICATIONS D'IMAGERIE, DE TELECOMMUNICATIONS ET DE TRAITEMENT DU SIGNAL

Dans le cadre de son centre de conception implanté en Provence - Côte d'Azur et doté de moyens modernes (postes de travail DAISY, METHEUS et MEGATEK, logiciels SILVAR-LISCO et SC, VAX 780-785, etc.)

faites vous connaître dès maintenant

en écrivant sous réf. 8166 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

Imaginons votre avenir ensemble

Hewlett-Packard France : 56 % de croissance du CA en 1984, 2900 personnes, 3^{ème} exportateur de matériel informatique en France, leader dans le domaine de l'instrumentation électronique. Les signes de cette expansion : le démarrage d'un nouveau site industriel en 1984 à Lyon - l'île d'Abeau. Les fondements de cette réussite : des solutions commercialement adaptées, une forte capacité d'innovation, la gestion attentive des ressources humaines. Hewlett-Packard France favorise le choix des carrières dans un environnement international où les activités sont très diversifiées et où autonomie, sens du défi et mobilité sont des critères porteurs d'évolution et de réussite.

Ingénieur composants mécaniques

GRENOBLE

L'ingénieur que nous recrutons aujourd'hui devra assister nos laboratoires d'études et notre centre d'achats dans le choix des composants. Il appréciera le professionnalisme des fournisseurs, leur place sur le marché ; il testera la qualité, la fiabilité et le niveau technique qu'ils proposent. Ce poste particulièrement varié et vivant tant sur le plan technique que relationnel permet une excellente connaissance de nos divisions de Grenoble et de nos divisions européennes et américaines. Il est donc très formateur et permet au candidat qui y fera ses preuves un choix très large pour son évolution de carrière.

Si vous avez une formation d'ingénieur mécanicien, une première expérience professionnelle et possédez une bonne pratique de l'anglais, si vous êtes soucieux de votre développement professionnel et attiré par des techniques de pointe, écrivez-nous, sous réf. GPED-18/M à l'attention de Françoise Moulinjeune Service Recrutement Hewlett-Packard France, 5 Avenue Raymond Chanas, 38320 Eybens.

Hewlett-Packard France : le partenaire de vos ambitions.



HEWLETT PACKARD

SPECIAL INDUSTRIES

Promouvoir notre savoir-faire

Dans les secteurs : Agro-alimentaire - Chimie - Energie - Armement...

Nous sommes un groupement de sous-traitants spécialisés déterminés à réussir avec vous. Vous aurez à négocier auprès des S.E. d'ingénierie, donneurs d'ordres que vous connaîtrez en 10 ans d'expérience, le savoir-faire de nos entreprises.

A moyen terme vous assurer la mise en place de notre bureau commercial. Louez-le nous remettez de lui adresser votre dossier s/réf. 2214 M à SERVITIQUE - 11, rue Général Leclerc - 71110 Chalon-sur-Saône. Tél. : (89) 93.20.20.

Servitique

OFFRES D'EMPLOIS

Assistant

SERVICE JURIDIQUE

Le Chef du service juridique d'un groupe d'entreprises appartenant au secteur du Bâtiment et des Travaux Publics recherche son assistant.

Ce poste s'adresse à un jeune juriste de formation maîtrise de droit ou équivalent (option droit privé). Une formation complémentaire de type pluridisciplinaire serait appréciée.

Il sera progressivement chargé :

• des dossiers de droit des sociétés (préparation et tenue des conseils d'administration, assemblées générales - constitution de sociétés, etc.),

• du suivi des contentieux,

• de la gestion des contrats d'assurances,

• de la documentation du service juridique.

La pratique de la langue anglaise sera un atout complémentaire.

Lieu de travail : proche banlieue Ouest de Paris (métro).

Merci d'adresser votre curriculum vitae manuscrit, photo et prétentions, sous le réf. 3468, à MEDIA F.A. - 9, boulevard des Relais - 75002 PARIS, qui transmettra.

50 agences à Paris et en Ile-de-France
• une longue tradition de services et d'efficacité,
• une clientèle fidèle de PME/PMI,
• une structure légère à taille humaine.

Exploitants bancaires
CLASSE IV à VII

C'est dans cet environnement que nous vous proposons d'évoluer. Votre expérience en exploitation, votre sens du contact et votre fort potentiel doivent vous permettre de prendre très rapidement au sein de notre réseau des responsabilités de : Directeurs d'Agence, Sous-Directeurs d'Agence, Fondés de Pouvoir Entreprises.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence M 204 à : Claudine DELPLANQUE - Direction des Relations Humaines 22, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS

Union de Banques à Paris

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche

INGENIEUR

Grande Ecole ICAM-ENSAM-etc...

Ayant une expérience vécue en Production, Méthodes ainsi que quelques années dans la fonction Achats.

Disponibilité pour déplacements. Bureau à PARIS.

Merci d'adresser C.V. manuscrit, photo, prétentions en précisant la référence 9279 à PARFRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra.

UN DES PREMIERS GROUPES EUROPEENS DE B.T.P. recherche

jeune responsable financier export de zone géographique

POSTE : il sera le représentant de la Direction Administrative et Financière auprès d'une ou de plusieurs directions opérationnelles de zone, auprès de chantiers ou d'établissements à l'étranger, auprès des organismes exportateurs français (COFACE, DREE...) et des banques pour les problèmes concernant sa zone.

A ce titre, il participe activement à la préparation des soumissions et actions commerciales, met en place et gère les moyens financiers nécessaires aux chantiers.

PROFIL : 26 à 30 ans - diplôme de Grande Ecole de Commerce ou équivalent - Anglais très courant - Première expérience obligatoire, connaissance des mécanismes financiers export et internationaux - Ouverture d'esprit, dynamisme, grande motivation, disponibilité, mobilité.

Merci d'adresser CV, photo et prêt sous réf. 7878 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOI

GRANDES BANQUES

Le responsable

emplois régionaux

INGENIEUR Circuits Intégrés

ORGANISATEUR et

Proche

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**Nous sommes une des
GRANDES BANQUES ETRANGERES EN FRANCE.**
Nous recherchons

Le responsable du Département Marketing

Profil du poste :

- formation supérieure, âge environ 35 ans ;
- connaissance concrète de l'exploitation, de la conception, de la mise au point du lancement des produits bancaires et financiers destinés à une clientèle d'entreprises et d'investisseurs institutionnels ;
- aptitude à l'animation et au travail de groupe ;
- maîtrise des problèmes de communication externe ;
- connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand indispensable.

Prenez contact avec M. A. Dannenberg (1) 267.81.24 ou écrivez lui sous référence 555.
CEPIAD - 135, avenue de Wagram - 75017 Paris



emploi régionaux

emploi régionaux

INGÉNIEUR PRODUIT
Circuits Intégrés Bipolaires Grenoble

Division de Thomson Semiconducteurs, implantée à Grenoble (1300 personnes dont 200 ingénieurs et cadres), nous partageons des objectifs de croissance très ambitieux : être dans le peloton de tête de l'industrie des semi-conducteurs. Nos investissements (+ 10% par an) nous ont permis de doubler en 2 ans notre chiffre d'affaires. Votre mission : Coordonner l'industrialisation des produits. Contribuer à l'atteinte des objectifs de qualité, rendement et coûts. Assurer l'assistance et le support technique auprès des différents services techniques et commerciaux. Une fonction complète, qui exige de réelles qualités d'animateur et de coordinateur. Ingénieur Electronicien Grandes Ecoles (ESE, ENST, EN, ENSERG...), vous avez, à 30 ans environ, une expérience microélectronique dans des fonctions Conception, Production ou Qualité. Anglais indispensable.

ALGER : notre Conseil traitera confidentiellement votre candidature, merci de nous adresser votre dossier complet sous réf. 90353/M à ALGOE, 9 bis, route de Champagne - 69134 Ecully Cedex.

THOMSON
SEMICONDUCTEURS

ARCO Chemical Products Europe, Inc., succursale européenne de "ARCO Chemical Company", qui est une division de "Atlantic Richfield Company" basée à Los Angeles.

**coordinateur de
production polyurethanes**
Lavéra - France

ARCO Chemical Products Europe, Inc. recherche un coordinateur de production pour son unité de production de polyols à Lavéra. Cette unité, située dans le complexe pétrochimique ATOCHEM fournit les marchés européens et la grande exportation.

Le candidat retenu sera le représentant principal d'ACPEI vis à vis de la direction locale du complexe. Son travail consistera à établir et coordonner tous les aspects qui concernent la production de polyols, la supervision et le contrôle du budget, du programme de production, de la qualité des produits et du coût de production, afin d'assurer la rentabilité de l'usine. Il sera le principal contact, avec les différents services du siège.

Le candidat sera de préférence un Ingénieur Chimiste, avec une expérience d'au moins cinq ans dans l'industrie chimique. Il parlera couramment l'anglais et le français.

La rémunération sera à la mesure de son expérience.

Envoyez votre c.v. à :
D.D. Yoder, Sr Employee Relations Adviser, ARCO Chemical Europe, Inc., 1 Brocas Street, Eton, Berks. SL4 6BW, Angleterre.



ORGANISATEUR et GESTIONNAIRE des VENTES

Proche GENEVE - PAYS DE GEX

Filiale récente de deux groupes industriels de premier plan, la très forte expansion de nos marchés nous a amené à doubler les effectifs de l'agence des Ventes FRANCE en un an. Pour faire face à ce développement, nous recherchons un cadre de formation supérieure (ESC, Maîtrise de gestion, DECS...) qui aura pour mission dans un premier temps d'organiser sur le plan administratif et comptable la Direction des Ventes FRANCE (circuits de documents, analyse et rationalisation des tâches, mise en place de procédures et préparation de l'informatisation...), et ensuite prendra des fonctions plus opérationnelles de gestion administrative des ventes. Il est impératif d'avoir une expérience similaire dans un secteur industriel. Anglais courant.

Merci d'adresser votre candidature sous N° 9274 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne 75008 PARIS - qui transmettra

SSI créée à ORSAY en 1975.
CMG connaît depuis une expansion constante.
Avec un CA qui progresse de + 70 % l'an, nous nous sommes glissés, sans bruit, parmi les champions de la croissance.

chefs de projet

De formation supérieure - type GE d'ingénieurs - vous possédez au minimum trois ans d'expérience. Vous avez le sens du dialogue et des responsabilités.

Nous vous confierons l'encadrement de missions de haut niveau. Vous animerez et superviserez la conception, l'analyse détaillée et la réalisation complète d'applications de gestion.

Pour satisfaire nos clients (de la PME au groupe multinational), vous bénéficierez de trois appuis essentiels : une organisation solide, une longue expérience de la haute technologie, des équipes ultra-professionnelles.

L'avenir ? Diriger des missions variées et importantes, dans une entreprise à fort développement, n'est-ce pas le meilleur moyen d'évoluer vite ?

Merci d'envoyer votre candidature (lettre man., C.V. et prétentions) à :
Mme GOUFFIER - CMG - ZA de Courtabœuf - B.P. 38
91942 LES ULIS Cedex



**contrôleur
de gestion**

PARIS EST

Un puissant groupe industriel français à vocation internationale, 13 filiales à l'étranger ; 3,3 milliards de F de CA dont 67,8% à l'export, recherche un CONTRÔLEUR DE GESTION.

Dans le cadre du contrôle de gestion des filiales, il sera étroitement lié aux processus d'élaboration et de suivi des budgets des filiales auxquelles il apportera assistance ; il devra améliorer et auditer les procédures de reporting et participer à l'informatisation des flux d'information.

Il sera également chargé de la réalisation d'études diverses liées au fonctionnement des filiales et à la préparation d'outils du contrôle de gestion avec mise au point de traitements informatiques.

Ce poste requerrait un candidat, âgé de 28 ans minimum, de formation Ecole de Commerce ou l'équivalent, pratiquant couramment l'anglais, complétée par une expérience de 2 ans minimum dans un Cabinet d'audit international.

Adresser dossier de candidature, lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) et prétentions, sous référence 21.678-M à H. CARON

CLA RECRUTEMENT
56 RUE DE PONTHEU 75008 PARIS



PETITJEAN s.a.

Société métallurgique spécialisée dans les équipements pour lignes électriques au C.A. de 500 Millions de Francs.
Nous souhaitons intégrer dans le cadre de notre développement

INGENIEUR INFORMATICIEN

Formation MIAGE ou INGENIEUR + expérience de 2 à 5 ans dans un environnement BULL.

MISSION : développer et optimiser l'exploitation d'applications scientifiques en langage FORTRAN.

MATERIEL : BULL mini 6/92 connecté à un DPS 7.

CONNAISSANCES : COBOL, BASIC appréciées.

PROGRAMMEUR débutant

Langages COBOL, BASIC et FORTRAN appréciés.

Adresser CV, photo et prêt. à Direction du Personnel
PETITJEAN S.A. - 510 X -
10080 TROYES CEDEX.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche

**INGENIEUR
ELECTRONICIEN**

Expérience Achats en production industrielle. Obligatoirement diplômé Grande Ecole avec formation aux technologies de pointe. 35-45 ans. Connaissance de la langue anglaise. Lieu de travail : PARIS.

Merci d'adresser C.V., manuscrit, photo, prétentions en précisant la référence 9281 à PARFRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE DE CONSTRUCTION ELECTRIQUE recherche

Ingénieur électromécanicien

FORMATION ECOLE D'INGENIEURS
plusieurs années d'expérience.

MISSION : Dans le cadre du développement des investissements, définition et réalisation des équipements industriels liés aux produits nouveaux et aux techniques nouvelles de production dans le domaine des câbles électriques isolés. Connaissance de l'anglais indispensable. Lieu de travail : région FONTAINEBLEAU.

Ce poste constitue une excellente base d'intégration dans la Société pour un Ingénieur de valeur.

Adresser C.V. et lettre manuscrite, sous référence 5880 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

ملکة امینہ الامجدی

Vous avez 10 bonnes raisons de rejoindre IBM France en 1985.

- UNE GRANDE ENTREPRISE PRIVEE FRANÇAISE.** Plus de 22.000 Françaises et Français travaillent à IBM France, une des premières entreprises exportatrices françaises, dans des unités à taille humaine, dont quatre usines et deux centres de recherche.
- UN SECTEUR D'AVENIR.** L'informatique l'est par excellence. Ses applications à tous les domaines de l'industrie et de la vie ouvrent des perspectives illimitées.
- L'AVANCE TECHNOLOGIQUE.** A l'écoute du besoin des clients, IBM développe constamment des produits nouveaux, destinés à des utilisateurs nouveaux. L'avance technologique explique leur succès.
- UNE ENTREPRISE EN BONNE SANTE.** Nous nous portons bien, grâce à des efforts de rationalisation et de rigueur. Cette bonne santé, nous en sommes fiers, car elle est un gage de sécurité pour nos collaborateurs.
- DE BONNES CONDITIONS DE TRAVAIL.** Vivre et travailler dans un climat social serein, bénéficier de nombreux avantages, avoir des rapports simples et directs avec la hiérarchie : ce sont les conditions de travail à IBM France.
- DE REELLES RESPONSABILITES.** Analyser le besoin du client, l'étudier,

soumettre une solution adaptée, aider au démarrage du système et en assurer le suivi : voilà les responsabilités de commercialisation et développement de nos ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.

- UNE EVOLUTION OUVERTE.** Toutes les évolutions sont envisageables dans des postes fonctionnels ou hiérarchiques et des fonctions commerciales, techniques ou administratives, à Paris, en province ou même parfois à l'étranger. En un mot, rester dans la même entreprise, mais changer de métier.
- UNE FORMATION REPUTEE.** Quand vous entrez, elle complète vos études par la théorie et la pratique. Cela nous permet de recruter aussi bien de jeunes ingénieurs que de jeunes diplômés d'Ecoles de Commerce et Gestion. Ensuite, la formation IBM vous aidera à tous les stades de votre évolution.
- UNE GRANDE LIBERTE.** Nous tenons à la liberté dans l'organisation du travail. Pour nous, il y a d'abord une mission à remplir, sans contrôles tatillons ni systématiques.
- LA DERNIERE RAISON...** Ce sont nos collaborateurs actuels qui vous la donnent. Ils sont bien chez nous, ils le disent et ne cherchent pas à partir. C'est pour nous le meilleur témoignage. C'est pour vous la meilleure raison de rejoindre IBM.

JEUNES DIPLOME(E)S D'ECOLE(S) D'INGENIEURS, DE COMMERCE ET GESTION,

vous qui souhaitez devenir ingénieur commercial ou technico-commercial, adressez-nous votre candidature. Si vous avez une courte expérience professionnelle, écrivez-nous aussi. Nous vous demanderons d'accepter le principe de la mobilité géographique et d'avoir des connaissances en anglais. IBM France, Département Recrutement (Référence ICM2/04) - 2, rue de Maranga, 75001 PARIS. Nous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.

IBM France

HEC, ESSEC, IEP...

D'ABORD INSPECTEUR DANS UNE GRANDE BANQUE PRIVEE, PUIS...

Depuis l'obtention de votre diplôme, vous avez appris à maîtriser l'ensemble des opérations bancaires, puis à pratiquer l'audit et à conduire des missions dans un important réseau. Notre groupe, implanté dans plus de 20 pays, vous propose d'assurer dans un premier temps les fonctions d'inspecteur. Menée à bien, cette fonction doit déboucher sur des responsabilités de haut niveau au sein d'une de nos filiales. Compte tenu d'implantations en pays anglophones, la pratique de l'anglais financier est requise. Nous examinerons avec la plus grande discrétion la candidature que vous voudrez bien adresser sous réf. 4787 à l'agence DESSEIN - 69 rue de Provence - 75009 Paris.

ASSISTANT DU DIRECTEUR GENERAL

PARIS - 130/150 000

L'entreprise est une imprimerie dans le centre de Paris. Elle compte également différentes unités en province. Le poste à pourvoir est celui d'assistant du Directeur Général et comporte des tâches opérationnelles de contrôle des services généraux et des tâches fonctionnelles d'études juridiques et technico-économiques.

De formation supérieure (IEP, Ecole Supérieure de Commerce...), les candidats ont 2 à 5 ans d'expérience acquise dans un poste de la fonction personnel, production, comptable...

Pour une information sur ce poste à pourvoir, écrivez sous la référence ADG à OPENS que vous avez chargé du recueil des candidatures.

OPENS

5, rue du Helder - 75009 PARIS

Responsables d'agence

Votre solide expérience dans le secteur bancaire a fait de vous un véritable technicien dans ce domaine. Aujourd'hui, vous désirez valoriser vos compétences. Le Crédit Mutuel, acteur dynamique du développement économique et social, vous offre cette opportunité. Homme de service et de conseil, vous apporterez des solutions personnalisées aux besoins nouveaux et aux attentes de nos sociétaires. Vous metrez vos qualités d'animateur et de gestionnaire au service d'une structure originale décentralisée et efficace. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence M 2, à Ary Astic, Direction des Relations Humaines et Sociales, Crédit Mutuel d'Ile-de-France, 19 Cité Voltaire 75541 Paris Cédex 11.

Crédit Mutuel d'Ile de France

Spécialiste de gestion en obligations internationales

Banque - Paris

Une importante Banque française de dépôts à vocation internationale recherche pour Paris un spécialiste de gestion en obligations internationales.

Le candidat devra justifier d'une expérience de 4 à 5 ans dans ce domaine.

La pratique courante de l'Anglais s'avère indispensable.

Ce poste à nombreuses responsabilités présente pour un élément de valeur de réelles perspectives d'évolution au sein de la banque, en particulier dans le domaine commercial.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 3603 et le nom des sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact à RSCG CARRIERES 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra.

Le Crédit Commercial de France recherche pour sa Direction Organisation et Informatique le

Responsable Technique des cartes bancaires

Il représentera la banque auprès des instances techniques inter-bancaires. Au sein de la banque, il sera à la fois le conseiller technique dans son domaine et le responsable du développement et de la mise en place des nouveaux systèmes. Ce poste ne peut convenir qu'à un diplômé de l'enseignement supérieur scientifique ou commercial. Le cadre recruté justifiera par ailleurs d'une expérience de 8 à 12 ans dans les domaines de l'organisation et de l'informatique bancaire, acquise soit dans une société de service, soit dans une banque.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à la Direction des Carrières du Crédit Commercial de France 103, Champs Elysées 75008 PARIS.



Intégrer le contrôle de gestion commercial

Olivetti, premier constructeur européen de matériel et d'équipements bureautiques et informatiques recherche un jeune diplômé (ESG ou équivalent) avec si possible une première expérience dans la fonction mais surtout une bonne culture informatique.

Comme contrôleur de gestion axé sur le commercial nous lui offrons une vision de la marche de l'entreprise dans un environnement méthodique et technique sophistiqué. Il préparera les projets

de budget et précédera opérationnels, analysant les résultats de vente et de gestion.

Outre les capacités d'analyse et de synthèse indispensables, sa rigueur et sa force de caractère seront nécessaires pour réussir à s'imposer.

De larges perspectives d'évolution l'attendent dans un Groupe comme le nôtre.

Pour un premier contact merci d'adresser lettre + CV + photo et prétentions à Daniel Bessan

OLIVETTI FRANCE - DPHI

89 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

devenez

CHEF DE PRODUIT

dans le domaine de l'aéronautique et du spatial

Vous assurerez le développement des enregistreurs magnétiques post-informatiques, sous la responsabilité du Directeur du Marketing. Votre écoute permanente du marché et des évolutions technologiques vous conduira à proposer et réaliser une politique-produit. Votre première expérience — Etudes ou Commercial — dans le domaine des périphériques informatiques et votre goût de la négociation seront les garants de votre réussite. Les perspectives d'évolution dans le Groupe Schlumberger doivent intéresser des candidats à fort potentiel, capables de s'exprimer en anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Marie-Hélène Pontreau sous réf. CP 8535

ENERTEC - 1, rue Neupont - 78141 Vélizy Villacoublay Cedex.

ENERTEC

Schlumberger

OFFRES D'EMPLOIS

PROFESSIONNEL COMMUNICATION

REDACTEUR ADJOINT

Le rédacteur adjoint est chargé de la rédaction des articles, de la mise en page, de la correction et de la diffusion des documents. Il travaille sous la direction du rédacteur en chef.

COMPTABLE

Le comptable est chargé de la tenue des livres, de la réconciliation des comptes, de la préparation des déclarations fiscales et de la gestion des flux financiers.

GESTION DES REHUMANES

Le gestionnaire des ressources humaines est chargé de la gestion du personnel, de la sélection, de la formation et de la promotion.

JURISTE DE BANQUE

Le juriste de banque est chargé de l'analyse juridique des opérations bancaires, de la rédaction des contrats et de la représentation de la banque en justice.

DIPLOME

Le diplôme est un titre qui atteste de la réussite d'un candidat à un examen officiel. Il est délivré par un établissement d'enseignement supérieur.

Grandes Ecoles

Les grandes écoles sont des établissements d'enseignement supérieur qui préparent les étudiants à des carrières professionnelles. Elles sont reconnues par l'Etat.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

PROFESSIONNEL DE COMMUNICATION

Important groupe industriel recherche pour son journal d'entreprise, formule news magazine (1100 exemplaires), un(e) :

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT

Sa mission consiste à : coordonner l'activité rédactionnelle d'un réseau de correspondants, tout en y participant lui-même, par la réalisation d'interviews ; il bénéficie du soutien d'un comité de rédaction, composé de responsables du groupe ; il participe au suivi de la fabrication du journal, dans toutes ses étapes.

Pour ce poste, vivant et créatif, une expérience de la presse, du goût pour la rédaction, des facilités de contact, sont souhaitées.

Si vous êtes un(e) professionnel(le) de communication de 30 ans minimum, envoyez-nous votre dossier de candidature (CV + lettre manuscrite + photo + prétentions) sous réf. 81461 M à notre conseil : MILO MRH - 43 bis, bd Victor-Hugo - 92200 NEUILLY.

MILO MRH

GROUPE DE SOCIÉTÉS DE DISTRIBUTION

CHEF COMPTABLE

rattaché au Directeur Comptable du groupe. Il aura en charge la comptabilité de 5 sociétés. Il anime et dirige une équipe de 10 personnes. Ce poste peut convenir à un cadre comptable ayant quelques années d'expérience et titulaire du D.E.C.S. complet.

Lien de travail : proche banlieue Nord.

Envoyer C.V. + photo + prétentions à PIERRE LICHAT S.A. - s/réf. 11590 BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Juriste d'entreprise confirmé et bon potentiel

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS, leader mondial dans son domaine (3.000 personnes - CA : 3 milliards) faisant lui-même partie d'un groupe international, recherche un Juriste d'entreprise de haut niveau.

Collaborateur direct du Directeur Juridique, il aura un rôle important d'études et de conseil concernant l'ensemble de l'entreprise : droit des affaires, droit des sociétés, fiscalité, propriété industrielle, immobilier, assurances...

Poste formateur et évolutif pour un candidat Docteur en Droit ou Maîtrise, ayant acquis de préférence un entreprise, environ 5 ans d'expérience et dominante droit des sociétés et fiscalité.

Ses qualités de rigueur, de réalisme et de contact lui permettront de s'affirmer comme un interlocuteur crédible et avisé auprès des directions opérationnelles ainsi que dans ses contacts extérieurs.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. ZJ 410 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Membre du Syndicat

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES débutez dans des postes opérationnels en usine

UN GRAND GROUPE CHIMIQUE FRANÇAIS, CA 24 milliards, est prêt à faire confiance à de jeunes Ingénieurs ayant le goût du terrain, animateurs, organisateurs et dynamiques, et à leur offrir la possibilité de débiter en assumant des responsabilités opérationnelles, leur permettant ainsi d'acquies une solide formation technique et humaine et d'évoluer.

Nous recherchons à pourvoir plusieurs postes :

• Des Ingénieurs de Fabrication : grandes écoles de Chimie, ENSIC, IGC...

• région nord : référence PZ 402 AM
• région est : référence RB 403 AM
• région ouest : référence SC 404 AM

• Des Ingénieurs de Maintenance : ECF, AM, IDN, ENSIL...

• région nord : référence TD 405 AM
• région est : référence UE 406 AM
• région ouest : référence VF 407 AM

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Membre du Syndicat

Ingénieur chef des opérations

SOCIÉTÉ DE SERVICES AU GRAND PUBLIC, dynamique et en pointe dans son domaine, filiale d'un grand groupe national leader, recherche son Chef des Opérations pour diriger et animer l'ensemble des unités d'exploitation (280 personnes).

Ingénieur de grande école, il aura nécessairement une expérience du commandement et des relations avec les partenaires sociaux. Il aura à développer des outils informatiques et électroniques. Il sera ouvert à la gestion et aux calculs de prix de revient. Une formation aux techniques spécifiques du Groupe sera assurée.

Ce poste qui nécessite de réelles qualités humaines permettra une évolution de carrière motivante au sein du Groupe pour candidat fort potentiel.

Poste à Caen.

Ecrire sous réf. WG 408 CM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Membre du Syndicat

Commencer par le contrôle de gestion

UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS, CA 24 milliards, activités diversifiées et internationales, offre une intéressante opportunité de développement de carrière à un jeune HEC, ESSEC, ESC... ayant 2 à 3 ans d'expérience professionnelle ou débutant.

Sa première mission sera de développer et d'animer un système d'information de gestion concernant la fonction commerciale d'une grande branche d'activité. Il pourra ensuite évoluer, soit dans le domaine gestion et finance, soit dans le domaine marketing et ventes, en fonction de ses goûts et aptitudes.

La réussite dans ce poste implique une bonne sagacité, des aptitudes relationnelles, de l'ouverture d'esprit et de la rigueur.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. XH 409 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Membre du Syndicat

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Dans un groupe industriel dont les activités font appel aux techniques avancées, 2.000 ingénieurs et cadres participent à l'évolution des techniques.

A nous de créer les conditions pour leur permettre de faire progresser l'entreprise.

Les aspects formation, mobilité professionnelle, conception et gestion de politique salariale vous intéressent ; vous êtes convaincus qu'il s'agit d'une dimension stratégique de l'entreprise et vous êtes prêts à vous investir pour la mettre en œuvre sur le terrain. Une expérience professionnelle de 5 ans en affaires sociales est nécessaire pour aborder ces postes dans l'un de nos départements des affaires sociales.

Poste basé à Paris-La Défense

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence 81461 M à HAVAS CONTACT, 1 place du Palais-Royal, 75001 Paris qui transmettra.

UN IMPORTANT GROUPE DE PRESSE FRANÇAIS souhaite renforcer son équipe commerciale par l'apport d'un homme de marketing. Elle recherche :

UN CHEF DE PRODUIT CONFIRMÉ

Qui, au sein de la direction marketing et commerciale, se verra confier l'élaboration de la politique des produits existants et des produits nouveaux dérivés. Ce poste consiste à diriger un cadre récemment diplômé d'une école de commerce, ou équivalent, ayant 3 ans d'expérience dans le marketing (presse souhaitée), à la fois créatif et rigoureux et témoignant d'un excellent esprit d'équipe.

Envoyer C.V. sous réf. 296 à SWEET'S, 9, rue du Delta, 75009 PARIS, qui transmettra. DISCRÉTION ASSURÉE.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES

INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES OU UNIVERSITAIRES

pour assurer des développements :
- Langage C/UNIX ou
- Assembly, Pascal
- Logiciel de base
- Assembleur Motorola

Ecrire ou téléphoner au 1 78 80, avenue Gallieni
Tour Gallieni 1
93174 BAGNOLET CEDEX
Téléphone : 360-13-64/65.

Importante société de transport COURVOISIER DÉFENSE filiale d'un grand groupe industriel.

ADJOINT DIRECTION FINANCIÈRE

Études supérieures DECS complet ou équivalent. Expérience égale. 30 ans minimum.

Pour : consolidation, reporting financier, travaux bancaires et normes U.S.

Adresser C.V., prétentions sous réf. 22.488, réf. à porter sur enveloppe à La Publicité Française 23, av. de Neuilly 75116 PARIS, qui transmettra.

EXPERT-COMPTABLE ou FINALISTE

Pour l'assister dans ses contrôles. Tél. : 873-20-04.

SELPRO ETI recherche pour 6 mois sur AJOUEVILLE INFORMATIQUES avec BTS ou DUT + exp. Se présenter 87, rue Colbert, 92700 Colombes. 788-07-13.

JEUNE HOMME ou JEUNE FEMME

Niveau licence sachant rédiger pour poste enquêteur documentaire. Situation stable.

Ecrire sous le n° 304.562 M

réceptionniste 7, rue de Montfaucon, Paris-7.

ORGANISME PARIS 14^e Recherche

POUR PÉRIODIQUE TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE

SECRÉTAIRE RÉDACTION CONFIRMÉ (E)

- Formation physique chimie niveau maîtrise ou équivalent.
- Expérience professionnelle dans le domaine de l'édition technique (implication de la copie - REWRITING - pro- cédés d'impression, maquette).

Envoyer C.V., photo et prétentions à SWEET'S, 9, rue du Delta, 75009 PARIS qui transmettra.

ASSOCIATION NATIONALE DE VOYAGES

TECHNICIEN/ORGANISATEUR DE VOYAGES

- Fabrication de voyages standards et sur mesure à l'étranger.
- Promotion (déplacements) prise des collectifs (C.E.)
- Gestion d'un secteur d'activité.

- Nécessite plusieurs années d'expérience dans ce secteur.
- Anglais souhaité.
- 100.000 à 120.000 F annuels.

Envoyer C.V., lettre et photo à CVJH échanges internationaux 27, rue de la Chapelle 75009 PARIS.

L'ensemble culturel Théâtre Noir recherche un Administrateur-gestionnaire.

Sexe : homme ou femme. Age : 25 à 35 ans. Connaissances : Droit, comptabilité, gestion. Sens de l'organisation et du contact de l'auto-rité. Expérience professionnelle exigée.

Salaire : 120.000 F par an. Lieu de travail : Paris.

Envoyer curriculum vitae à : Ensemble Culturel THÉÂTRE NOIR 18, rue Louis-Braille 75012 PARIS. Téléphone : 548-91-82.

Pour développer sa structure commerciale la N° 1 française (C.A. 84 : 612.000.000 F, progression : + 28,5 %, 13.000 clients) propose un stage de formation. Si vous souhaitez devenir l'un de nos

COLLABORATEURS COMMERCIAUX G1 ou FJ

+ à Paris ou Versailles. Tél. pr Paris et banlieue ouest au 500-24-03, poste 42, et pour banlieue sud au 500-52-52, poste 38.

Responsable comptabilité et gestion

BOMAG France, filiale d'un grand groupe international, leader sur son marché, recherche son Responsable Comptabilité et Gestion.

Directement rattaché au PDG, il sera chargé :

- de la comptabilité,
- de l'informatique,
- de l'élaboration du budget et du contrôle de gestion,
- de l'assistance aux commerciaux pour les problèmes financiers.

Ce poste conviendrait à un candidat, ESC et/ou DECS, ayant quelques années d'expérience professionnelle en comptabilité, le goût et le sens de la gestion, de bonnes capacités relationnelles.

Ce poste implique la rédaction du reporting mensuel en anglais dont la connaissance est donc indispensable.

Poste : banlieue sud Paris.

Ecrire sous réf. LB 412 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Membre du Syndicat

Crédit National

recherche pour son SERVICE DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES + I.T.B.

Il secondera le Responsable de l'Unité chargée de la Gestion administrative et comptable des filiales.

Il possèdera une expérience de 5 ans de la comptabilité générale, acquise dans la Banque et appuyée sur l'informatique. Une bonne maîtrise de la comptabilité des Sicom sera appréciée.

Il devra faire preuve de qualités humaines pour réussir au sein d'une équipe d'une dizaine de personnes.

Il est offert une rémunération et des possibilités de progression attractives.

Prière d'adresser une lettre manuscrite indiquant le salaire souhaité avec Curriculum-Vitae et photo (retournée) au CREDIT NATIONAL, Service du Personnel et des Relations Sociales, 45, rue Saint-Dominique, 75700 Paris.

GRANDE BANQUE

Centre Paris recherche pour sa DIRECTION JURIDIQUE

Collaborateur(trice)

Trentaine minimum. Solide formation Droit Privé. Expérience Droit Bancaire et des Affaires d'au moins 5 ans. Connaissant l'anglais (autre langue appréciée). Habitude de la rédaction juridique. Grande faculté d'adaptation à des tâches variées. Possibilité d'accéder rapidement à des postes de plus haute responsabilité si candidat(e) particulièrement valable.

Envoyer C.V., photo et prétentions, sous référence 5882 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche

DIPLOMES

de Grandes Ecoles Commerciales

INTERESSES PAR LA GESTION DE CONTRATS A L'EXPORTATION

Il est exigé une parfaite connaissance des langues anglaise et espagnole ainsi qu'une personnalité faite de rigueur d'esprit, de volonté, de sociabilité.

Après quelques années d'expérience, il pourra leur être confié une zone géographique dans un groupe d'ingénieurs commerciaux.

Lieu de travail PARIS.

Merci d'adresser C.V. manuscrite, photo, prétentions en précisant la référence 9283 - à PARFRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra.

مكتبة العمل

INFORMATIONS « SERVICES »

VIE ASSOCIATIVE

Décrocher l'angoisse

Deux équipes, parmi d'autres, s'offrent pour soulager les angoisses : SOS Ecoute juive (1) et ses vingt-cinq écouteurs prenant en compte, depuis un an, des situations de détresse ; L'Oreille attentive (2), dix-neuf bénévoles, hommes et femmes, écoutant ou répondant ceux qui « cumulent les catastrophes ».

C'est-à-dire qui poussent les bénévoles de SOS Ecoute juive à attendre la sonnerie du téléphone, tous les samedis de 20 heures à 0 h 30 ? Le fait qu'il existe une « identité juive européenne, dont on ne parle que dans les familles ».

La voix qui dit : « Je suis seule, je n'ai personne », est celle d'une femme ashkénaze ou maghrébine, et elle exprime, au-delà d'un malaise personnel, les problèmes spécifiques des juifs : transmigration, racisme, mariages mixtes, rites et coutumes. Elle est imprégnée de cet imaginaire juif que définit une « écouteuse » : « Les personnages bibliques sont des personnages vivants dont on porte le nom, que l'on aime, auxquels on s'identifie ».

Partager l'expérience

Ceux qui téléphonent sont pris très au sérieux : « On répond avec une attention particulière, on ne peut répondre à plus de quatre appels dans la soirée », L'écouteuse, d'accompagnement, de compassion, demeure, en principe, non directive. Analytique pour certains, elle permet alors la réinterprétation des problèmes, l'interprétation des réactions. « Parler, dit la fondatrice de l'association, est un moyen thérapeutique de thérapie de séduction de l'angoisse. » Cet homme a fondé SOS Ecoute juive alors qu'il travaillait à Radio-Communauté : « Les gens appelaient sous un pseudonyme ou sous un autre, en fait pour parler d'eux ».

Si les « écouteuses » ne sont pas toutes religieuses, il y a une culture juive : « Nous pourrions répondre en hébreu et avoir une conversation sur le Talmud ou la Torah », Les non-religieuses assurent la permanence des jours de fête et du vendredi soir.

Ce SOS permet à ceux qui ne peuvent s'identifier à la réalité

française de revenir à une référence juive. Il révèle un racisme qui ne désarme pas et sous la menace duquel il faut vivre, mais aussi des situations de marginalité qui ne sont pas prises en compte par la communauté juive : lesbienne, homosexuelle, délinquante, prostituée. « On n'a pas de chez nous », n'a aucun sens, constate-t-on.

« Plus l'appel est tardif, plus son contenu est angoissant. » Des récits des camps, des résistances, décrochent le téléphone au plus épais de la nuit pour évoquer les souvenirs qui les hantent. Traumatisme permanent dont il faut se débarrasser, trop tôt qu'il faut vivre. Les institutions n'ont pas le temps d'écouter, nous sommes là pour elles ».

L'Oreille attentive manifeste la même disponibilité à ceux que torture l'angoisse existentielle. Son fondateur, qui travaille au rapprochement juif-chrétien, s'est réjoui d'apprendre l'existence d'un organisme frère. Il a, pour sa part, attendu la voix de « deux juifs en alliance, nous appartenant à tous deux ». C'est à y aller.

Ne sont aujourd'hui des juifs à L'Oreille attentive, en majorité des femmes, comme à SOS Ecoute juive. Il se trouve que les deux-neuf sont chrétiens et partagent le don d'être « de ceux que l'on va trouver quand ça va mal ». Ils reçoivent une formation psychologique comme d'autres, mais préfèrent manifester un peu de « tendresse humaine », résultat de la vie d'équipe qu'ils vivent.

Avec des moyens modestes, une subvention de la Fondation de France pour L'Oreille attentive, les associations des bénévoles pour SOS Ecoute juive et sous le contrôle de spécialistes de l'écoute, ces femmes et ces hommes s'efforcent, chrétiens ou juifs, de partager leur expérience.

DANIELLE TRAMARD.

(1) 326-60-00 et 326-69-99. Permettez-moi de vous les remercier de 20 h à 0 h 30.
(2) L'Oreille attentive, 197 bis, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris, le mardi de 15 h à 18 h et le jeudi de 18 h à 21 h ; écoute téléphonique, les mêmes jours aux mêmes heures et de 13 h à 14 h au 504-37-76.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 2 AVRIL 1985 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mardi 2 avril à 0 h et le mercredi 3 avril à 24 heures.

La haute température du champ de pression maintient dans un premier temps le flux perturbé de sud-ouest sur le proche-Atlantique et favorise encore un temps chaud pour la saison.

Marsa. — Dès le matin, le temps sera encore très doux, malgré une légère baisse des températures minimales, qui seront voisines de 6 à 9 degrés dans l'ouest. Près des côtes, elles resteront de l'ordre de 10 à 12 degrés. Rapidement, après la dissipation de quelques formations nuageuses et sous l'effet du vent, le ciel deviendra très ensoleillé et, avec le faible vent de sud, les températures seront encore élevées dans l'après-midi et dépasseront souvent largement les moyennes saisonnières. Ainsi, on observera des maximales proches de 20 degrés dans le Nord, à 26 degrés près des Pyrénées. Toutefois, sur les régions côtières de l'extrême Ouest, le ciel se couvrira dans l'après-midi, elles ne dépasseront guère 17 degrés.

Sans perturbation pour la fin de semaine

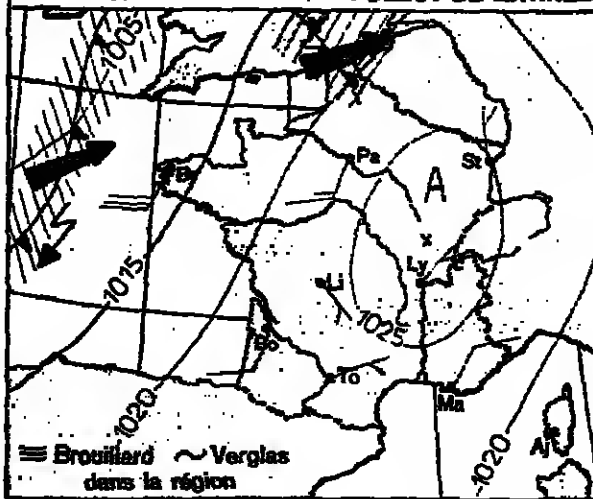
Des perturbations atlantiques remonteront dans un flux de sud-ouest, à travers la France, mais, étant arrivées que sur la moitié nord-ouest, elles apporteront des masses d'air chaud, humide et instable, qui seront à l'origine d'un temps orageux et très doux pour la saison.

Temps prévu

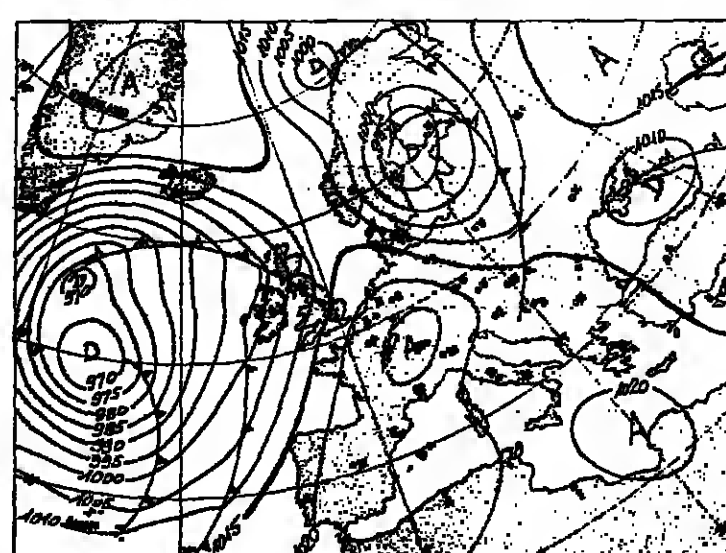
Jeudi. — La matinée sera très nuageuse, avec des pluies et des ondées orageuses, de l'Aquitaine à la Bretagne et à la Normandie. Cette zone nuageuse et pluvieuse se déplacera vers l'est en perdant de son activité, en particulier au sud de la Loire. Toutefois, une activité pluvio-orageuse pourra persister sur les Pyrénées. De nouvelles pluies et des orages se produiront dans la soirée sur les régions de l'Ouest, gagnant en soirée les pays de la Loire, la Normandie et les régions voisines de la Manche. Sur la moitié sud-est, la journée sera généralement ensoleillée. Les températures maximales seront élevées, 18 à 23 degrés, pouvant atteindre au pic des Pyrénées 27 degrés.

Vendredi. — La matinée sera très nuageuse de la Bretagne au Cotentin, à

PRÉVISIONS POUR LE 3.4.85 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 3 AVRIL 1985 A 0 HEURE (GMT)



l'ouest du Bassin parisien et au Nord, avec quelques ondées. Les masses orageuses seront assez nombreuses près des Pyrénées. Dans la journée, le beau temps se généralisera à l'ensemble du pays, avec des passages nuageux restant nombreux sur le quart nord-ouest de la France. Les températures maximales resteront élevées.

Samedi. — Une nouvelle perturbation pénétrera sur l'ouest du pays et s'élèvera, dans la soirée, de l'Atlantique à la Normandie et au Nord. Les pluies seront parfois orageuses. Sur la moitié sud-est, il fera beau, mais il restera de nombreux nuages d'orage du golfe du Lion à la Corse. Les températures seront stationnaires ou en légère baisse.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le mardi 2 avril, à 8 heures, de 1019,2 millibars, soit 764,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 1er avril ; le second, le minimum de la nuit du 1er au 2 avril) : Ajaccio, 16 et 6 degrés ; Biarritz, 25 et 9 ; Bordeaux, 24 et 10 ; Bourges, 22 et 9 ; Brest, 14 et 10 ; Caen, 18 et 10 ; Cher-

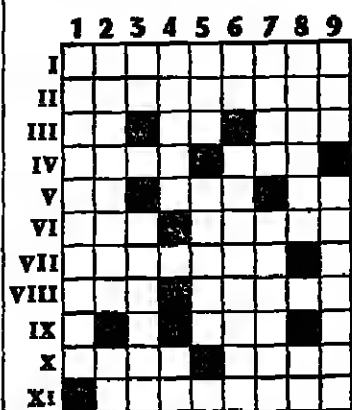
bourg, 17 et 9 ; Clermont-Ferrand, 23 et 6 ; Dijon, 20 et 8 ; Grenoble-St-M-H., 24 et 9 ; Grenoble-St-Geoirs, 20 et 7 ; Lille, 21 et 10 ; Lyon, 21 et 7 ; Marseille-Marguare, 20 et 9 ; Nancy, 20 et 11 ; Nantes, 18 et 11 ; Nice-Côte d'Azur, 16 et 11 ; Paris-Montsouris, 22 et 9 ; Paris-Orly, 21 et 9 ; Pau, 26 et 8 ; Perpignan, 19 et 8 ; Rennes, 18 et 9 ; Strasbourg, 21 et 9 ; Tours, 21 et 9 ; Toulouse, 24 et 7 ; Poitiers-Pierre, 28 et 18.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 10 ; Amsterdam, 18 et 9 ; Athènes, 18 et 9 ; Berlin, 18 et 10 ; Bonn, 19 et 12 ; Bruxelles, 19 et 10 ; Le Caire, 21 (max) ; Les Canaries, 27 et 18 ; Copenhague, 11 et 4 ; Dakar, 26 et 20 ; Djibouti, 22 et 9 ; Genève, 25 et 8 ; Istanbul, 8 et 3 ; Jérusalem, 12 et 8 ; Lisbonne, 20 et 13 ; Londres, 18 et 9 ; Luxembourg, 17 et 9 ; Madrid, 21 et 4 ; Montréal, 2 et -1 ; Moscou, 6 et 3 ; Nairobi, 27 et 15 ; New-York, 11 et 3 ; Palma-de-Majorque, 18 et 6 ; Rio-de-Janeiro, 30 et 24 ; Rome, 17 et 6 ; Stockholm, 7 et 2 ; Téhéran, 26 et 12 ; Tunis, 20 et 8.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3936



HORIZONTALEMENT

I. Modestes dans les champs, elles furent impériales à l'écran. — II. Qualificatif applicable à chacune des personnes de la Trinité. — III. Colporteur. Toile ou dépourvu du moindre voile. Légume pour arranger un pigeon. — IV. Pair de Londres. Impair de Londres. — V. On en a parlé longtemps dans le Midi. Après vous, pour le bon ordre des choses. Pratiques. — VI. Bien arrivée. Le croissant de l'Islam ou l'étoile rouge. — VII. N'est suffisant que parce qu'il présente de l'insuffisance. — VIII. Barbe pour les sapeurs. Unité d'un système métrique de longueur variable. — IX. Ille grecque. — X. Combattit celui avec lequel il avait combattu. Des clous ! — XI. Telle une face grimaçante.

VERTICALEMENT

I. Virtuose des exercices de cordes dans l'air et sur le sol. — 2. Ange ou pape. Convenances. — 3. Immobilisé quand il se déplace. Avait, dans le Croissant, une part du gâteau. — 4. Celui de Pâques est plus apprécié que celui de la Trinité. Ce qu'un vêtement comporte de féminin. — 5. Souvent porté à la tête après un bûcher de crâne. Des us disparus des usages dans certains offices. — 6. Possessif. Construction évoquant de nombreuses pièces de charpente. — 7. Possessif. Douteux quand il est complaisant. — 8. Inhérence à l'esprit humain. Préposition. — 9. Pussessif. Une telle face s'oppose à celle du XI horizontal.

Solution du problème n° 3935

Horizontalement

I. Cachalots. — II. Adhésives. — III. Roi. El. — IV. Maquereaux. — V. Acut. Ko. — VI. Gens. Fil. — VII. N.S. Dine. — VIII. Ossifères. — IX. Lauriers. — X. Enée. Soif. — XI. Té. Fête.

Verticalement

1. Carmagnole. — 2. Adoucissant. — 3. Chique. Suée. — 4. Hé ! Ulmaire. — 5. Aspe. Fil. — 6. Li. Un. Dite. — 7. Oves. Fierot. — 8. Télé. Kinésie. — 9. SS. Soles. Fe.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel des lundi 1er et mardi 2 avril :

DES DÉCRETS

● Fixant la réglementation du diplôme d'études spécialisées de biologie médicale.

● Relatif à l'organisation et au fonctionnement du Loto sportif.

UN ARRÊTÉ

● Portant création du Comité de l'éthique du Loto sportif.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 3 AVRIL

« L'île de la Cité », 15 h, statue d'Hector IV sur le Pont-Neuf.

« Maison Victor-Hugo », 14 h 30 et 15 h, 6, place des Vosges.

« Ile de la Cité et quartier de Notre-Dame », 15 h, métro Cité (Pierrefontaine).

« Notre-Dame et ses restaurations du dix-seizième siècle », 15 h, devant le portail central.

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Rambuteau.

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (G. Bouteau).

« Décors de la place Louis XV au treizième siècle et de la place Vendôme », 17 h, devant la grille des Tuileries, place de la Concorde (C.A. Messier).

« Ludo : de César à Clovis », 15 h, musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné.

« Le restaurant Laponne », 15 h 30, 51, rue des Grands-Augustins.

« Les ateliers de tapisserie des Gobelins en activité », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins.

CONFÉRENCES

6, rue Ferrus, 17 h 30, « Le conflit Iran-Irak : une phase nouvelle », par M. Shahrnam Chubin, directeur de recherches à l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève (en anglais).

Salle souterraine de la gare de l'Est, porte 18, 17 h 30, « Si la Provence m'était contée » (M. Mammé).

SPORTS

LA CANDIDATURE DE PARIS AUX JEUX DE 1992

Le stade olympique occuperait le parc du Tremblay

Si les Jeux olympiques de 1992 ont lieu à Paris, les grandes manifestations se dérouleront — pour l'essentiel — au parc du Tremblay, une plaine de jeux de 73 hectares, à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne). C'est un mode de gestion qui a été choisi par la commission consultative placée auprès du comité de candidature, ont décidé lundi 1er avril au cours d'une réunion tenue à l'Hôtel de Ville. La décision finale appartient cependant à M. Alain Calmette, ministre délégué à la jeunesse et aux sports, Jacques Chirac, maire de Paris, et Michel Giraud, président du conseil régional.

Déterminer l'emplacement du stade olympique (soixante-dix mille places et un vaste parking), était l'une des difficultés majeures de ce dossier de candidature. Dix-huit sites possibles ont été étudiés. Le plus séduisant était le bois de Vincennes pour lequel militaient les milieux sportifs. Il a été éliminé, les désagréments occasionnés au « bois sacré » (le Monde du 24 février) auraient suscité une telle impopularité que les élus ont préféré renoncer.

La solution de rechange ne manque pas d'attrait. Elle a trouvé un écho favorable en la personne de M. Roland Nungesser, ancien ministre des sports et maître RPR de Nogent-sur-Marne, commune située juste en face du parc du Tremblay. M. Nungesser avait été le premier à proposer cet endroit dès 1961, alors que Paris carnisait déjà de recevoir les Jeux olympiques. Le site était alors occupé par un hippodrome qui ne faisait pas ses affaires. C'est le général de Gaulle qui a incité la Ville de Paris à l'acquiescer.

Depuis dix ans, le parc du Trem-

blay est en cours d'aménagement grâce aux crédits de l'Etat, du département du Val-de-Marne, de Paris et de la région. Il offre déjà dix-sept courts de tennis et dix terrains de football. Les travaux devraient s'achever en 1989.

Le site du Tremblay n'est, par rapport à Paris, que 1 500 mètres plus loin que Vincennes. Il est longé par l'autoroute de l'Est, ce qui le met à quelques minutes du centre de la capitale ; deux stations du RER, celle de Joinville et celle de Nogent, permettent de le rejoindre par train. En outre, la ligne SNCF partant de la gare de l'Est vers Strasbourg passe à proximité immédiate. M. Nungesser propose même de construire, entre le parc et le pavillon Beaudouin qu'il a fait remonter dans sa ville, un téléphérique franchissant la Seine. Ce serait, selon lui, l'un des clous des Jeux olympiques de 1992.

Enfin, la directrice du parc n'est autre que M^{me} Marie-Christine Nungesser, épouse du maître de Nogent, et ancienne championne de tir à l'arc. Installer le stade olympique sur 20 hectares ne poserait, selon elle, aucune difficulté. Ce coup de projecteur aurait en outre l'avantage de faire connaître aux Parisiens un vaste espace de jeux qu'ils ont boudé jusqu'à présent.

Pour édifier la piscine olympique, ses six bassins (compétition, plongée, water-polo, entraînement) et ses gradins, de cinq mille places, la commission des élus propose les anciens entrepôts vinicoles de Bercy. La Ville avait l'intention de les reconstruire au fond du parc qu'elle compte ouvrir à 11 hectares, et de les réorganiser complètement.

Le village olympique doit héber-

ger dix mille athlètes et nécessite donc la construction de trois mille cinq cents logements. La moitié d'entre eux seraient établis à l'emplacement de la vieille gare de Tolbiac, sur la rive gauche de la Seine, dans le treizième arrondissement ; l'autre moitié se situerait en face, au bordure du parc de Bercy, où un nouveau quartier est en projet à l'ombre du palais omnisports.

Reste à héberger les journalistes. Certains proposent de les installer dans les cinq mille chambres de la Cité universitaire qui ferait alors l'objet d'une opportune et vigoureuse remise à neuf. Quant au centre de presse, il pourrait trouver place dans la ZAC dont l'édification doit, précisément, commencer à l'emplacement de l'ancienne gare de Tolbiac, dans le douzième arrondissement (le Monde du 26 janvier).

Les membres du Comité international olympique (CIO) doivent se réunir du 1er au 6 juin prochain à Berlin-Est, où une exposition présentera les esquisses et les maquettes élaborées par les six villes candidates. Outre celles de Paris, on y verra les propositions de Brisbane (Australie), de New-Delhi (Inde), de Belgrade (Yougoslavie), d'Amsterdam (Pays-Bas) et de Barcelone (Espagne). Une rude compétition. Convaincus ou pas, les membres du CIO prononceront leur verdict en octobre 1986.

MARC AMBROISE-RENDU.

● TENNIS : Le Français Yannick Benhabib s'est qualifié lundi 1er avril pour le deuxième tour du tournoi de Monte-Carlo en battant le Néo-Zélandais Chris Lewis, ancien finaliste de Wimbledon, en trois manches 5-7, 6-1 et 6-1. Henri Leconte a été battu par l'Uruguayen Diego Perez 3-6, 6-2 et 6-0.

annonces associations

Sessions et stages

ANGLAIS, FRANÇAIS, ESPAGNOL, RUSSE. Apprentissage efficace, rapide, pour le voyage ou l'immigration. FORMATION DES ENSEIGNANTS. Tél. 322-22-64.

MICRO-INFORMATIQUE. Stage intensif d'initiation du 8 au 12 avril. Session du samedi matin à partir du 8/4/85. STAGE INTENSIF LOTUS 1, 2, 3, symphonie. Stage 0 base II du 22 au 25 avril. IC-71 bis, rue de Valenciennes, 75005 Paris. Tél. : 544-05-14.

VICTOIRE

SUR LE TABAC. Vous pouvez en 4 semaines cesser de fumer durablement et sans gros frais. Nous ne faisons pas appel à votre volonté, mais à votre bonne volonté. Informez-vous : Vicioparc sur le Tabac 561-15-15.

UNIVERSITÉ EUROPÉENNE DE MÉDECINE CHINOISE. BOURSE D'ÉTUDES. Cartes d'études à Paris et dans les principales villes de France. Demandes et renseignements : U.E.M.C. 67190 HEILIGENBERG 7.

LES MEMBRES DE L'ASSOCIATION PASSEPORT

TO ENGLISH.

PASSEPORT POUR L'ANGLAIS. sont convoqués en assemblée générale ordinaire le mercredi 15 mai 1985, 118, rue de la Réunion, Paris-20^e, à 14 h, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant : approbation des comptes, rapport de la gérance sur les opérations écoulées, bilan, questions diverses. Tout membre de l'association pourra participer à cette réunion à condition de faire parvenir au siège, au plus tard dix jours avant la date ci-dessus, la notification d'y être présent. Il pourra se faire représenter par toute personne de son choix au moyen d'un pouvoir, à condition de le faire parvenir au siège au moins dix jours avant la date fixée ci-dessus.

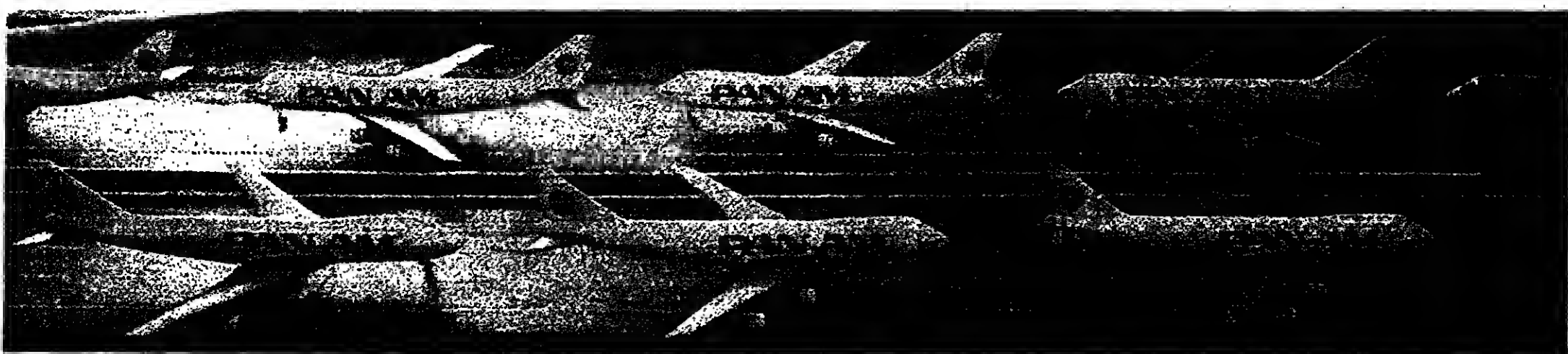
ARESCO. Association de recherches appliquées sur les sociétés contemporaines. SÉMINAIRE DE FORMATION DE FORMATEURS du 11 au 14 avril 1985. THÈMES : le groupe, le rôle du formateur, l'outil, la migration et le projet de retour. Séminaire ouvert à des femmes latino-américaines ou européennes travaillant dans ces domaines. Langue de travail : l'espagnol. Bourses possibles. Renseignements : 916-65-92.

PROBLÈMES TECHNIQUES, RÉDACTIONNELS ET ADMINISTRATIFS DE LA PRESSE ASSOCIATIVE. Stage intensif d'initiation par journalistes et experts de la communication sociale du 10 au 14 juin 85. CNFA, 54, rue du Théâtre, 75015 Paris. Tél. : 578-65-68.

● Prix de la ligne 30 F TTC (28 signes, lettres et espaces). ● Veuillez mentionner l'adresse et le numéro d'impression m.j.o. ● Chaque feuille à l'ordre de Régie-Presses LMA et à adresser au plus tard le jeudi pour paraître du mardi matin au mardi de Régie-Presses LMA, 7, rue de Valenciennes, 75007 PARIS.

مكتبة جامعة القاهرة

Pan Am ouvre l'autoroute céleste France/USA.



Printemps 1985, la nouvelle flotte Pan Am décolle sous le ciel de France.

Pas moins de 28 nouveaux vols par semaine vous ouvriront la route des USA de la côte Est à la côte Ouest. C'est un événement.

Au départ de Roissy-Charles de Gaulle, New York 2 fois par jour, San Francisco via Londres 1 fois par jour, Los Angeles via Londres 4 fois par semaine.

Pour la première fois un vol direct Roissy-Miami 3 fois par semaine et enfin un vol direct Nice-New York quotidien.

Jamais les hommes d'affaires n'avaient eu tant d'occasions de goûter aux services de Pan Am.

Le Worldport[®], terminal privatif de Pan Am à Kennedy airport, qui vous assure directement les liaisons internationales et intérieures vers 35 villes américaines.

Le Worldexpress qui vous simplifie les opérations de transit grâce à la remise dès le départ de toutes les cartes d'embarquement et un seul enregistrement des bagages.

L'hélicoptère privé de Pan Am qui vous déposera gracieusement, que vous soyez en première classe ou en Clipper Class, dans le centre de Manhattan ou à Wall Street.

Le confort Pan Am : avec nos sièges Sleeperette[®] en première classe, nos six fauteuils de front en Clipper Class, la conception d'un habitacle spacieux mille fois repensé, un service chaleureux et attentif, nous pensons avoir mis toutes les chances de notre côté pour vous accueillir prochainement sur Pan Am.

Pour en savoir plus sur la nouvelle Clipper Class Pan Am, appelez votre Agent de Voyages ou Pan Am au 266.45.45.



Pan Am

Rien ne remplacera jamais l'expérience.

ÉTRANGER

LA GRANDE COMMISSION FRANCO-SOVIÉTIQUE

Des contrats en plus et du gaz en moins

La dix-neuvième session de la grande commission franco-soviétique a débuté mardi à Paris. La première réunion eut lieu à Moscou en 1967 et la précédente en novembre 1983 à Moscou - s'est ouverte le 1^{er} avril dans une ambiance plutôt tendue. Aucun écart partiel n'a marqué ses travaux, qui ont mis en présence un certain nombre d'experts des deux pays, sous la présidence de M. Iakov Riabov, vice-premier ministre d'URSS, et de Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur.

Les explications sur le déficit commercial, si elles ont lieu, se dérouleront au cours des entretiens

La France a de bonnes raisons d'être mécontente de l'évolution de ses échanges commerciaux avec l'Union soviétique. Quels que soient les résultats des négociations engagées, tant pour la signature de nouveaux contrats d'équipement que pour la réduction des achats de gaz soviétique, la balance commerciale n'a aucune chance de se redresser avant deux ans. Elle devrait même s'aggraver en 1985 et 1986 de quelques milliards de francs. C'est cette année et l'an prochain que la faiblesse des contrats signés en 1983 et surtout en 1984 (900 millions de francs) se fera sentir sur les échanges commerciaux, alors que les achats de gaz monteront en régime.

Certes, des contrats importants sont actuellement négociés pour l'équipement du complexe gazier de Tengiz (3 à 4 milliards de francs) et de la deuxième tranche du projet d'Astrakhan (environ 2 milliards de francs) par les groupes français Technip et Lurgi-France. Globalement un peu plus de 5 milliards de francs de contrats pourraient être ainsi rapidement conclus, auxquels s'ajouteraient, à plus longue échéance une série de projets plus petits d'une valeur totale estimée

entre 2 et 3 milliards de francs. Mais leurs effets sur les exportations françaises d'équipements ne se feront sentir au plus tôt qu'en 1987.

Or, parallèlement, la France ne pourra pas éviter un alourdissement, dès 1985, de sa facture gazière, sauf à remettre en cause radicalement le dernier contrat de fourniture conclu en 1982, ce qui, sauf décision politique prise au plus haut niveau de l'Etat, ne semble pas pour l'instant sérieusement envisagé. Sur un plan strictement commercial, Gaz de France renégocie depuis plusieurs mois avec Soyuzgas-gaz-export un étalement des livraisons de gaz et une baisse des prix.

Les Soviétiques auraient d'ores et déjà accepté le principe d'une montée en puissance plus lente du contrat de 1982. Celui-ci prévoyait initialement la livraison (avec une souplesse de plus ou moins 20 %) de 8 milliards de mètres cubes de gaz naturel sibériens dès 1986. L'arrivée à plein régime pourrait être reportée en 1989, la France n'achetant en 1986 que la moitié environ de quantités prévues, soit 4 milliards de mètres cubes, dont au minimum 3,2 milliards devaient être enlevés. L'an passé Gaz de France a acheté au total 4,8 milliards de mètres

en tête à tête que le chef de la délégation soviétique doit avoir avec les responsables français. M. Riabov sera reçu le 3 avril par M. Mitterrand et le 4 avril par M. Fabius.

Les discussions générales s'interrompent d'ailleurs mardi et mercredi afin de permettre aux délégués d'URSS de se consacrer à la visite d'usines dans la région parisienne et en province (Lyon, Dunkerque, Valenciennes). Elles reprendront lors de la séance de clôture, jeudi, qui devrait s'achever par l'adoption d'un communiqué préparé d'avance, mais susceptible d'être modifié en fonction du climat de la rencontre franco-soviétique.

cubes, dont 1 milliard au titre du contrat de 1982.

L'augmentation des livraisons pourrait donc ne pas dépasser un peu plus de 1 milliard de mètres cubes par an cours des deux prochaines années. L'économie réalisée est difficile à calculer (Lyon, Dunkerque, Valenciennes), dans le même temps, une diminution des prix de l'ensemble de ses contrats, ainsi que la possibilité de modular de plus ou moins 20 % les anciens contrats, points qui n'ont pas encore fait l'objet d'un accord, même de principe.

Les positions sont en effet fort éloignées en matière de prix. La France demandant grosso modo une baisse de 10 % et les Soviétiques envisageant « a priori » un aménagement ne dépassant pas 2 %. Les discussions devraient reprendre à la mi-avril, le climat étant, jusque-là, selon les négociateurs, « ouvert et constructif ». A prix inchangé, l'économie, pour 1986, si l'URSS accepte finalement de réduire de moitié les quantités prévues ne devrait guère dépasser 5 à 6 milliards de francs, ce qui est loin de suffire au rééquilibre de la balance commerciale.

VÉRONIQUE MAURIS.

M. Iakov Riabov : un technocrate formé à l'école du parti

M. Iakov Riabov n'appartient pas, comme beaucoup de ses prédécesseurs pour les rencontres franco-soviétiques, au comité d'Etat pour la science et la technique, mais au comité d'Etat pour les relations économiques extérieures, qu'il a présidé pendant un an avant de devenir, en novembre dernier, vice-président du conseil des ministres de l'URSS.

Représentant typique de la génération moyenne des technocrates formés à l'école du parti, M. Riabov a fait la plus grande partie de sa carrière dans l'Oural, dans cette région industrielle de Sverdlovsk qui a fourni avant lui plusieurs dirigeants de l'appareil central. Il en est ainsi de M. Kirilenko, ancien second secrétaire de fait du parti et dauphin de Brejnev jusqu'à son éclipse au profit de Constantin Tchernenko à la fin des années 70, et de M. Rykov, actuel secrétaire du parti chargé des questions industrielles.

Né en 1928, M. Riabov a travaillé pendant une douzaine d'années dans une usine de moteurs de Sverdlovsk comme ingénieur, puis comme responsable du parti, tout en suivant les cours du soir de l'Institut polytechnique de sa ville. A partir de 1960, il a gravi les échelons de la hiérarchie du parti dans sa

région, devenant successivement secrétaire d'un arrondissement de Sverdlovsk, premier secrétaire pour toute la ville (1963-1966), second secrétaire de la région (1966-1971), enfin premier secrétaire de la région à partir de 1971.

C'est à cette dernière date que, un peu comme M. Gorbatchev deux ans plus tard, il monta à Moscou pour devenir secrétaire du comité central chargé de l'industrie. Mais sa promotion sera de courte durée : en 1979, année qui coïncide avec l'effacement progressif de son « patron » Kirilenko et d'autres de ses « clients » de l'Oural, M. Riabov est rétrogradé à la position moins en vue de premier vice-président du comité d'Etat au plan (Gosplan). Il reste néanmoins membre du comité central du parti, position qu'il occupe depuis 1971.

Sa carrière future ne devrait pas souffrir de l'accès au pouvoir suprême de M. Gorbatchev. Le nouveau secrétaire général semble en effet devoir s'appuyer, tout comme Andropov avant lui, sur les responsables de sa génération promus par M. Kirilenko et plus ou moins rétrogradés en 1979, tels M. Vorozykov, actuel chef du gouvernement de la République fédérative de Russie.

M. Roland Dumas : « Faire que les Soviétiques achètent plus. »

An cours de l'émission « Parions vrai », ce mardi 2 avril, sur Europe 1, M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, a déclaré à propos des relations franco-soviétiques : « Je ne suis rendu à Moscou, il n'y a pas très

longtemps. J'ai fait de mon mieux pour faire comprendre aux Soviétiques que la balance commerciale était déficitaire en faveur de la France et que cette situation ne pouvait pas se prolonger.

« Je suis heureux de constater que la réunion de la grande commission, qui s'est tenue hier, a enregistré cette constatation, que M^{me} Edith Cresson a tenu le même langage et qu'elle se montre optimiste.

« Il y a deux façons d'équilibrer la balance : soit en réduisant nos achats, soit en augmentant les achats des autres. Pour le moment, nous optons pour la deuxième solution. Nous essayons de faire que les Soviétiques nous achètent plus, que les grands contrats soient renouvelés.

« Je crois pouvoir vous dire que sur les deux ou trois grands contrats qui sont en cours nous aurons une réponse qui sera, je l'espère, satisfaisante. »

BAISSE DU CHOMAGE EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Le nombre des chômeurs en Allemagne fédérale est repassé en dessous de la barre des 2,5 millions en mars 1985. Il est revenu de 2 611 270 demandeurs d'emploi en février en chiffres bruts (2 611 300 en données corrigées des variations saisonnières (CVS)), à 2 475 500 en mars (2 538 000 en CVS). Au total, un dixième de la population active était sans emploi en mars, contre 10,5 % en février, et 10,6 % en janvier. Sur un mois, le chômage a reculé de 5,2 %, mais sur un an, on constate une augmentation de 3 %.

Par ailleurs, le ministre allemand de l'économie a indiqué que la production industrielle a diminué de 0,5 % en février (la baisse anticipée de 2 % dans le bâtiment) après une baisse de 2 % en janvier. Sur les deux mois de janvier et février, comparés à novembre-décembre, le recul est de 2 % (AFP).

LES CRITIQUES DE M^{me} CRESSON

M^{me} Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, a critiqué, le 1^{er} avril, le Monde, à propos de la publication d'une enquête sur l'espionnage militaire-industriel soviétique en France. Elle a jugé « tout à fait extraordinaire » que le journal produise des documents « datant de 1980 », alors que la France et l'Union soviétique participent à Paris à la réunion annuelle de la grande commission.

Mettant également en cause la « une » du quotidien daté mardi 2 avril consacrée à cette réunion franco-soviétique, M^{me} Cresson a poursuivi : « On se demande si cela n'est pas fait exprès. Il y a beaucoup de gens qui ne veulent pas que [le gouvernement] réussisse (...). Il s'agit d'une opération étonnante de la part du Monde. »

Selon le ministre, la première journée de la grande commission s'est déroulée avec une « tonalité générale très satisfaisante ». La France n'a formulé, à propos du contrat gazier, aucun « avertissement ni même une allusion ». D'après M^{me} Cresson, la délégation a fait preuve d'« une volonté politique d'amélioration » de son commerce avec Paris, se montrant « désireuse » de voir réduit le déficit français.

Plusieurs contrats d'équipements destinés au secteur pétrolier et gazier d'URSS, notamment sur les sites d'Astrakhan et de Tengiz, « devraient aboutir dans quelques jours », a ajouté le ministre du redéploiement industriel. Dans l'entourage de M^{me} Cresson, on évalue à 5 milliards de francs « au moins », pour 1985, les contrats qui sont actuellement négociés « avec de bonnes chances de succès ». Enfin, on indique que Moscou a confirmé son souhait d'obtenir des crédits en ECU, ce qui fournirait une solution « durable et généralisée » au problème du financement des importations soviétiques.

[M^{me} Cresson affirme que la « tonalité générale » de la première journée de la grande commission est « très satisfaisante » et que le contrat gazier n'a fait l'objet d'aucune « allusion ». Dont acte. Il n'en demeure pas moins que, dans les milieux diplomatiques français, on explique depuis plusieurs mois déjà et encore ces derniers jours, que le déficit des échanges commerciaux était à terme insupportable et que si l'équilibre ne pouvait être rétabli « par le haut », il devrait l'être « par le bas », c'est-à-dire par une réduction des achats de gaz sibériens. Si l'URSS ne veut pas porter la responsabilité d'une détérioration des relations politiques qui ne manqueraient pas de nuire une remise en cause du contrat gazier de 1982, ajoutait-on, elle doit prendre la décision essentiellement politique d'augmenter ses commandes à la France. Monaco, remarquait-on encore, ne ferait ainsi que remplir les engagements pris lors de la visite en France de M. Ivan Arkhipov, premier vice-président du Conseil soviétique, en janvier 1984, une liste de contrats portant sur 10 milliards de francs avait été dressée. — D.V.]

AFFAIRES

Le Vidéotex français remporte des succès à l'exportation

La société de services informatiques Télésystèmes, filiale des PTT, a signé un accord exclusif de distribution au Japon de logiciel de Vidéotex avec C. ITOH, une des grandes sociétés de commerce nippones. Ce contrat intervient après deux autres obtenus cette fois aux Etats-Unis avec l'aéroport de La Guardia (New-York) et surtout avec Trintex, société qui regroupe Sears Roebuck (magasins), CBS (télévision) et... IBM. Le Vidéotex français, ce système de consultation simple et peu coûteux d'informations électroniques, commence à s'exporter.

Ces succès encourageants résultent d'une stratégie d'« ouverture » décidée par les sociétés françaises à partir de 1983 dans la télématique. Jusque-là elles cherchaient à « couvrir » fortement par les PTT - à vendre « en bloc » l'ensemble du système Vidéotex français : de la norme Télétel, qu'il s'agissait de faire adopter par d'autres pays, aux logiciels en matériels adéquats. Le succès ne fut pas au rendez-vous. A partir de 1983, le réalisme fut de mise, qui consistait d'abord à adapter les logiciels à d'autres matériels, en clair aux ordinateurs américains (IBM, DEC, etc.) et d'autre part à reconnaître que la bataille des normes était perdue et qu'il fallait en tirer les conséquences. La Grande-Bretagne conservait sa norme Prestel, la RFA faisait développer la sienne (Bildschirmtext), par IBM, les Etats-Unis optaient pour le NALPLS et le Japon pour Captaim. Bref, la norme française

Télétel ne s'imposait pas. En revanche rien n'empêchait de récrire les logiciels de Télétel en fonction des autres standards et de les vendre. C'était certes reconnaître de facto les autres normes, mais c'était aussi mettre à profit à l'exportation un savoir-faire français incontesté pour les logiciels.

Cette stratégie commence à remporter quelques succès. Il est en par-

ticulier important que Trintex, filiale d'IBM, ait acheté des logiciels français plutôt que ceux développés par la filiale occidentale d'IBM.

Les PTT ont en perspective cette technique, développée pour l'annuaire électronique, puis ont en esprit l'idée du lct. L'Est n'est pas toujours malhabile.

E. L.R.

orientations SERVICE

Des écoles ont décidé de mieux vous informer sur les filières et débouchés suivants:

POUR EN SAVOIR PLUS

et recevoir gratuitement des informations, cochez la case correspondante à la filière qui vous intéresse et adressez ce bon à Orientations Service, 57 Avenue Montaigne 75008 Paris. M. Mme Adresse

Niveau d'études actuel de l'étudiant	Age
<input type="checkbox"/> Les Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Accueil
<input type="checkbox"/> Les Grandes Ecoles de Commerce et de Gestion	<input type="checkbox"/> Hôtellerie
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce et Distribution Internationale	<input type="checkbox"/> Les Professions Para-Médicales
<input type="checkbox"/> Les Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Assurances
<input type="checkbox"/> Les Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Transport
<input type="checkbox"/> Informatique	<input type="checkbox"/> Édition, Travaux Publics
<input type="checkbox"/> Électronique	<input type="checkbox"/> Concours Administratifs
<input type="checkbox"/> Secrétariat, Bureautique	<input type="checkbox"/> Fonction Publique
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle
<input type="checkbox"/> Tourisme	<input type="checkbox"/> Publicité
	<input type="checkbox"/> Formations Artistiques
	<input type="checkbox"/> Les 3 ^{es} Cycles de Gestion
	<input type="checkbox"/> Réussir le Baccalauréat

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BOTTIN

Fondé en 1796

Réuni le 27 mars 1985, sous la présidence de M. Vincent Hollard, l'assemblée générale ordinaire a approuvé, à l'unanimité, les comptes et le bilan de l'exercice clos le 30 septembre 1984.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende net de 15 F par action, assorti de l'impôt déjà versé au Trésor (avoir fiscal) de 7,50 F.

Le dividende (coupon n° 39) sera mis en paiement à compter du 9 avril 1985. L'assemblée a renouvelé le mandat d'administrateur de MM. Philippe Bataillon, Jean-Jacques Baur, Guy Duval-Lemouine, Vincent Hollard, Alfred Marchal et Alain de Vogue.

SOURCE PERRIER

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Source Perrier s'est tenue à Vézère (Gard) le 29 mars 1985.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1984 et sollicité par un bénéfice net de 135 289 393 F contre 119 509 246 F pour l'exercice précédent (+13 %).

Le résultat consolidé s'est élevé à la même date à 196 527 781 F, contre 176 761 957 F au 30 septembre 1983 (+11 %).

Elle a décidé la distribution d'un dividende complémentaire de 7 F par action correspondant à un avoir fiscal de 3,50 F. L'observation étant faite que l'acompte sur dividende de 5 F par action distribué en 1984 donnait droit à un avoir fiscal de 2,50 F par action.

Ce dividende complémentaire sera mis en paiement le 16 avril 1985 contre remise du coupon 47.

calberson

Le conseil d'administration de la Compagnie générale Calberson s'est réuni le 19 mars 1985, sous la présidence de M. Guy Crescent, pour examiner les comptes provisoires de la compagnie et de sa filiale S.N.T.R. Calberson, qui a repris avec effet du 1^{er} janvier 1984 les activités d'exploitation de la C.G.C.

Toute compensation entre 1984 et 1983 ne peut, en effet, être significative qu'en cumulant les chiffres des deux sociétés.

En dépit d'une conjoncture difficile, le résultat net avant impôts pour 1984 sera sensiblement du même niveau que celui de 1983, qui s'élevait à 120 millions de francs. Par ailleurs, la Compagnie générale Calberson a étendu son patrimoine immobilier d'une part, des terrains et installations de son établissement principal de Baginolle (Paris 17^e) et, d'autre part, des terrains et entrepôts de Marville-Vallée ; ces deux investissements d'un montant de l'ordre de 170 millions de francs, ont été financés en crédit-bail.

COMPAGNIE LEBON

Le conseil d'administration s'est réuni, sous la présidence de M. Roger Paluet-Marmont, le 20 mars 1985, pour arrêter les comptes de l'exercice 1984.

Ceux-ci se soldent par un bénéfice de 40 964 765 francs, qui incorpore des plus-values nettes de cession à long terme pour 24 956 023 francs et s'entend pour 10 000 000 de francs de provisions complémentaires au titre du risque STOLIS.

Le résultat net peut être comparé à celui de l'exercice précédent de 72 592 868 francs, dont 38 490 744 francs de plus-values à long terme, et qui avait de plus enregistré d'importantes recettes exceptionnelles d'exploitation. Pour tenir compte de la limitation recommandée des dividendes, le conseil propose à l'assemblée générale du 22 mai 1985 un dividende de 20 francs par action, contre 19 francs en 1984 (30 francs contre 28,50 francs avec avoir fiscal).

La Banque nationale de Paris vient de créer une nouvelle filiale la P.T. BNP LIPPO UTAMA LEASING

société de crédit-bail, établie à Jakarta, pour le financement, en monnaie locale ou en devises, de toutes opérations de crédit-bail, en association avec le groupe financier indonésien Lippo. P.T. BNP LIPPO UTAMA LEASING 14th Fl. Wisma Antara 17 J. Medan Merdeka Selatan Jakarta 10002 Tél. : (21) 347 811/343 880 Directeur général : M. Jacques-Noël Guinand

SICAV du Crédit Lyonnais: une épargne à vos mesures.

SLIVAM

Société d'investissement à Capital Variable

Assemblée Générale Ordinaire du 27 mars 1985 L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société réunie le 27 mars 1985 sous la présidence de M. BIZOT a approuvé les comptes de l'exercice 1984. - Revenus distribuables : F 108 618 234,50. - Réserve globale par action : F 19,83 composée d'un dividende net de F 17,99 et d'un impôt 450 payé au Trésor (avoir fiscal) de F 1,84. - Mise en paiement dès le 28 mars 1985 contre remise du coupon n° 39. Comme les années précédentes, le montant de ce coupon pourra être rattaché en actions de la société, pendant une durée de trois mois à partir de la date de mise en distribution en franchise de droit d'encaissement. L'Assemblée a ratifié la décision du Conseil d'Administration du 23 janvier 1985 de transférer le siège social de la Société au 168, rue de Rivoli - 75001 PARIS.

CREDIT LYONNAIS

Le Carnet des Entreprises

TETRA PAK

M. Claude CHENNEVIERE

n été récemment appelé à la Présidence de TETRA PAK en France. Monsieur CHENNEVIERE, âgé de 49 ans, diplômé d'HEC, occupait précédemment le poste de Directeur Général et prend la succession de Monsieur Pierre SCHMIT, qui a été nommé Président d'Honneur. Monsieur Pierre SCHMIT continue d'exercer par ailleurs ses fonctions de Président de la World Packaging Organisation.

Pour tous renseignements sur le carnet, s'adresser à : 770-8532.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. LA RÉFORME ÉLECTORALE : « Les enjeux véritables », par Jean-Michel Guillard, François Hollande, Jean-Yves La Drian et Jean-Pierre Mignard ; « Un mode de gestion cynique », par Paul Thibaut ; « Le président, garant des institutions », par Pierre Lefranc.
11. L'Élysée de Mitterrand, de Michel Schifano et Michel Sarazin.

ÉTRANGER

3. AFRIQUE
 4. EUROPE
 5. DIPLOMATIE
 6. AMÉRIQUES
 7. ASIE
 8. PROCHE-ORIENT
- La guerre du Golfe.

89 FM

à Paris

AM « le Monde »

232-14-14

Mardi 2 avril, 19 h 20

L'espionnage soviétique
EDWY PLENEL
répond aux questions des auditeurs et des lecteurs
Débat animé par FRANÇOIS KOCH

POLITIQUE

7. La réforme du mode de scrutin.
8. La situation en Nouvelle-Calédonie.

DOSSIER

9. Le point sur les modes de scrutin.

SOCIÉTÉ

10. La mort de Miramas : la police est accusée d'avoir cherché à éliminer un criminel.
10. JUSTICE : M. Badier et l'heure de vérité.
12. ÉDUCATION.
13. RELIGION.
14. MÉDECINE.
25. SPORTS.

MONDE

SCIENCES

13. Spot : l'ail de la France dans l'espace.
14. L'alphabet du corps.

CULTURE

15. CINÉMA : Le Balcon de Tchernobyl, de David Lynch.
16. THÉÂTRE : Tchernobyl, Tchernobyl, au Petit Montparnasse.
17. COMMUNICATION.

ÉCONOMIE

27. SOCIAL.
28. CONJUGATION.
29. ÉTRANGER : la réunion de la grande commission franco-soviétique.

RADIO-TÉLÉVISION (17)

- INFORMATIONS « SERVICES » (25) : « Vie associative » ; « Journal officiel » ; « Météorologie » ; Mots croisés.
- Amusements classés (19 à 24) ; Carnet (12) ; Programmes des spectacles (16) ; Marchés financiers (29).

A B C D E F G

M. Delebarre présente deux projets de décrets sur les contrats à durée déterminée et le « chômage partiel total »

M. Michel Delebarre, ministre du travail, présentera au conseil des ministres du 3 avril deux projets de décrets, l'un sur les contrats à durée déterminée pour les chômeurs de longue durée, l'autre sur le « chômage partiel total ». Ces deux textes ont déjà été présentés aux partenaires sociaux le 1^{er} avril dans le cadre du conseil supérieur de l'emploi.

Depuis l'ordonnance du 5 février 1982, les entreprises peuvent recourir aux contrats à durée déterminée (CDD) dans des cas précis, pour une durée de six mois renouvelable une fois, la durée totale ne pouvant excéder un an. Le protocole de 16 décembre 1984 sur la flexibilité de l'emploi prévoyait la possibilité — très large — de faire appel aux chômeurs pour des contrats à durée déterminée, n'excédant pas douze mois avec une reconduction maximale de six mois. M. Delebarre veut réserver cette possibilité pour les chômeurs inscrits depuis quatre mois à l'ANPE. Le projet de M. Delebarre permettra aux entreprises de recruter pour un CDD un chômeur inscrit depuis plus d'un an à l'ANPE sans motif économique. La durée ne pourra être inférieure à six mois, ni supérieure à vingt-quatre mois, la limite maximale en cas de renouvellement du premier contrat.

L'autre projet de décret concerne le « chômage partiel total ». Sorte de cassa integrazione à la française (le Monde du

17 janvier 1984), ce système prévoyait que, au-delà d'une suspension d'activité de plus de quatre semaines, les chômeurs partiels étaient considérés comme « étant à la recherche d'un emploi ». La réforme du chômage partiel total était en discussion depuis plus d'un an.

Le projet de décret qui va modifier l'article R.351-19 du code du travail va introduire une autorisation du commissaire de la République. Le nouveau texte ne modifie pas le point de départ. Ainsi ne peuvent bénéficier des allocations de chômage partiel les salariés dont la suspension d'activité se prolonge pendant plus de quatre semaines lorsque l'arrêt de travail est imputable à la fermeture temporaire de l'établissement. L'article est ensuite modifié comme suit : « Au-delà de cette durée, les intéressés sont considérés comme étant à la recherche d'un emploi alors même qu'ils n'ont pas fait l'objet d'une mesure de licenciement, pour l'ouverture des droits aux allocations prévues en faveur des salariés de l'entreprise. Si les salariés peuvent encore être considérés comme étant à la recherche d'un emploi, cette décision est prise pour une durée limitée et elle peut être rapportée à tout moment. »

En Italie

UN ATTENTAT VISANT LE JUGE PALERMO A FAIT TROIS MORTS

Rome (AFP). — Le juge Carlo Palermo, l'une des personnalités les plus connues du monde judiciaire italien, a été blessé le mardi 2 avril dans un attentat à l'explosif à Trapani, en Sicile. Cet attentat a fait trois morts, un homme, une femme et un enfant, et a blessé le juge. L'attaque a été menée par des membres de la mafia. Le juge Palermo est considéré comme l'un des principaux responsables de la lutte contre la mafia.

Jeune magistrat de Trapani, le juge Palermo avait instruit l'affaire du vaste trafic d'armes découvert en 1980 entre l'Italie et le Proche-Orient. Son enquête, qui avait abouti à l'inculpation de deux cents personnes, avait cependant suscité de nombreuses polémiques dans le monde politique. La mise en cause par le juge de diverses personnalités politiques et d'hommes d'affaires proches du Parti socialiste avait notamment provoqué de vives réactions du PS.

Cette enquête avait d'ailleurs partiellement causé les services secrets italiens, ainsi que le Turc Bechir Celenk, impliqué par ailleurs dans l'enquête sur l'attentat contre le pape.

En Argentine

ADOPTION D'UNE SÉRIE DE MESURES FISCALES ET FINANCIÈRES

Afin d'obtenir une reprise des prêts de ses créanciers, l'Argentine a mis en œuvre, dès le dimanche 31 mars, un important plan de redressement destiné à lutter contre l'inflation. Le ministre de l'économie argentin a présenté vendredi les principales mesures. Une première réforme financière vise à démanteler les marchés parallèles de l'argent qui cantonnent les investissements et l'épargne privée dans le circuit spéculatif. Les dispositions techniques ont été précédées, vendredi, par des interventions de police auprès des institutions accusées de se livrer au marché noir. Le gouvernement prévoit une suppression du secret bancaire et boursier pour freiner l'évasion fiscale.

Le plan de redressement comprend également un projet de réforme fiscale qui devra être approuvé par le Parlement. Il énonce diverses baisses d'impôt, le rétablissement de l'impôt sur les successions, ainsi qu'une réduction et une uniformisation de la taxe à la valeur ajoutée.

Selon le CNPF

L'ÉCONOMIE FRANÇAISE VA « UN PEU MEUX »

L'économie française va « un peu mieux », mais sa santé reste « fragile », a réaffirmé M. Guy Braun, vice-président, en présentant, ce mardi 2 avril, la deuxième édition de la brochure « Cartes sur table » élaborée par le CNPF. Il estime, d'abord, que les performances de nos grands concurrents sont supérieures aux nôtres : alors que les entreprises françaises exportent de plus en plus (excédent industriel de près de 100 milliards de francs en 1984), la part de la France dans les exportations des grands pays industriels s'est réduite, passant de son record (10,4 % en 1979) à 8,5 % en 1984, son niveau le plus bas depuis 1969, soit un recul de plus de 18 %.

La performance de nos entreprises en 1984 est liée, pour l'essentiel, au décalage conjoncturel de notre pays par rapport à l'étranger. Au reste, souligne le CNPF, les 2 % de croissance en 1982 et 1984 sont dus à une production agricole exceptionnelle. Par ailleurs, le volume des investissements productifs (+ 1 % en 1984) est très inférieur à celui de nos concurrents : depuis 1979, - 2,3 % en France, mais + 4,3 % en RFA, + 20 % au Royaume-Uni, + 27,7 % aux États-Unis et + 30 % au Japon.

L'OUVERTURE

DE LA SESSION PARLEMENTAIRE

Comme le veut la tradition, les présidents des quatre groupes parlementaires à l'Assemblée nationale se sont mis d'accord dans la matinée du 2 avril, jour d'ouverture de la session de printemps sur la répartition des six postes de vice-présidents de l'Assemblée qui assisteront son président M. Louis Mermaz (PS, Isère), élu, lui, d'après la Constitution, pour toute la durée de la législature.

Les vice-présidences ont été attribuées dans l'ordre protocolaire à MM. Philippe Marchand (PS, Charente-Maritime), Philippe Séguin (RPR, Vosges), Jacques Blanc (UDF, Lozère), Guy Ducloux (PCF, Haute-Saône), Jean-Pierre Fourré (PS, Seine-et-Marne), Jacques Roger-Machart (PS, Haute-Garonne).

M. Claude Labbé a été réélu pour la douzième année consécutive président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, où il avait succédé à M. Roger Frey en 1973. Les autres membres du bureau ont également été réélus à l'exception de M. Nicole de Hauteclocque, qui, souffrante, a été faite membre d'honneur et remplacée par M. Didier Julia, député de Seine-et-Marne.

Emmanuel Krivine ne dirigera pas la Passion selon saint Jean. Le chef d'orchestre Emmanuel Krivine, adjoint du directeur de l'Orchestre national de Lyon, Serge Baudo, a annoncé, le 2 avril, qu'il ne pouvait diriger la Passion selon saint Jean prévue pour le 4 avril à l'auditorium de Lyon, en raison d'un conflit avec les musiciens. Ces derniers se sont opposés au remplacement d'un violoniste malade par une musicienne extérieure à l'orchestre, choisie par M. Krivine en accord avec la direction.

Emmanuel Krivine considère cette attitude comme « inadmissible », « quasi-rébellion », et ne s'estime plus en mesure de diriger l'orchestre. Les administrateurs doivent prendre dans le courant de ce mardi 2 avril une décision sur l'éventuel remplacement du chef d'orchestre.

Le numéro du « Monde » daté 2 avril 1985 a été tiré à 450 639 exemplaires

Les sommaires d'avril

● LE MONDE DIPLOMATIQUE : la terre, les banques et le sang

Dans les grandes plaines du Middle-West comme dans les plantations du tiers-monde ou les marges culturelles des pays défavorisés, les hommes qui produisent le nourriture sont sacrifiés à d'illusoires intérêts, notamment ceux des banques. Trois films illustrent le colère actuelle des fermiers américains (Ignacio Ramonet), qui s'inscrit dans une histoire (Pierre Donmergues). Mais on est plus discret sur les massacres de paysans brésiliens, sur lesquels le Monde diplomatique apporte des témoignages directs, pendant que Jean-Pierre Bertrand explique comment le prodigieux développement de l'agriculture au Brésil s'accompagne d'une persistance sous-alimentation. Des échos de ce drame apparaissent aussi dans le reportage d'Alain Labrousse, « Le Pérou entre les urnes et les armes ».

Gérard Klein montre comment le surarmement nucléaire

détourne d'immenses ressources du véritable champ de bataille, qui est d'abord économique, et David C. Morrison décrit les armes nucléaires de la troisième génération.

Se réclamant d'un courant de pensée matérialiste, le grand écrivain vénézuélien Miguel Otero Silva intitule son dernier roman, La pierre qu'était le Christ, dont un large extrait est publié. Dans le même numéro, des articles sur les ventes de technologie avancée à l'Est (Marie Lavigne), l'islam au Sénégal (Michel Lobe Euvé), le risque calculé de M. Papandreu en Grèce (Stavros Koulouliou), l'indonésien (Alain Bouc), la convention sur le droit de la mer (Jean Thibaut), la crise de l'UNESCO (Georges-Albert Astruc), l'université palestinienne de Bir-Zeit (Paul Kessler et Joseph Parise).

* Le numéro : 11,50 F.

● LE MONDE DE L'ÉDUCATION : les résultats au bac 1984

« Que retenir du bac 1984 pour affronter celui de 1985 dans de bonnes conditions ? » Le numéro d'avril du Monde de l'éducation donne, pour la prochaine session, des indications fondées sur les analyses, par disciplines, des correcteurs des académies de Paris, Créteil et Versailles.

« Où réussit-on le mieux au bac ? Dans le public ou dans le privé ? Quelles sont les stratégies des établissements ? » En plus de la publication complète, lycées des résultats complets, réalisés grâce à l'enquête menée

en commun avec le Point, le Monde de l'éducation analyse, dans ce numéro spécial, les performances et leur stabilité, selon la section et les académies.

Egalement au sommaire de ce numéro, un dossier sur les grandes écoles d'ingénieurs, commerciales, agronomiques, vétérinaires et les écoles normales supérieures littéraires. Le Monde de l'éducation a lu les commentaires des jurys dans toutes les disciplines pour ces écoles. Il en présente la synthèse pour ses lecteurs.

* Numéro spécial, 130 pages, 20 F.

● DOSSIERS ET DOCUMENTS : Le pétrole détrôné — L'Espagne de Felipe Gonzalez

L'or noir n'est plus ce qu'il était. Et les « princes du pétrole » ne font plus la loi. La mise en exploitation de nouveaux gisements en mer du Nord et en Alaska par exemple, le recours au nucléaire ou le come back du charbon, les efforts des pays occidentaux pour réduire leur consommation ont porté leurs fruits. En dix ans, le marché mondial du pétrole a subi de profonds bouleversements.

Patrick Evans, professeur d'histoire-géographie au lycée de Bondy a rassemblé sur ce thème, sur la base de la documentation du Monde, un dossier de quatre pages qui « ramène les pendules à l'heure » et montre que le pétrole tend à devenir une matière première comme les autres.

C'est acquis. L'Espagne de Felipe Gonzalez va faire son entrée dans le Marché commun.

C'est là un indéniable succès pour le gouvernement socialiste. Notre modèle, disent parfois Felipe Gonzalez et ses amis, c'est le gouvernement de gauche français... après 1982. Réalisme, rigueur, modernisme, volonté de justice sont les maîtres mots d'une équipe qui doit combattre les vieux démons : goût prononcé des vieilles régions pour l'autonomie, tentation des militaires, marqués par quarante années de franquisme, d'intervenir dans la vie politique pour imposer leurs vues centralisatrices et autoritaires, cancer enfin du terrorisme.

Un dossier de quatre pages rassemblé par Alain Binet et Guy Lochard, professeurs de sciences économiques et sociales, avec les concours de la documentation et du service étranger du Monde.

* Le numéro, 8 pages, 5,80 F.

● LE MONDE DE LA MUSIQUE : Boulez, compositeur classique

Si les mythes ont le peu dure, il en est un qui paraît encore plus indestructible que les autres : celui qui veut qu'une œuvre soit maudite à sa création. Personne au Sacre, à Pâques... Le parfum de scandale qui entoure leur naissance n'est-il donc pas le plus sûr garant de leur immortalité ? Et qu'en sera-t-il alors de Réponse, dernière composition en date de Pierre Boulez, accueillie avec enthousiasme par le public ? Pour Jean-Jacques Nattiez, qui s'est occupé de rassembler les écrits du compositeur, la réponse est au sein même de cette œuvre-synthèse.

Egalement au sommaire de ce numéro et à l'occasion de la reprise, d'opéras de Rameau, de Haendel et de Gluck, un portrait du metteur en scène Pier Luigi Pizzi, qui a redonné à l'opéra baroque ses lettres de noblesse ; une interview de Margaret Price et de la chorégraphe allemande Pina Bausch, présente du 10 au 21 avril au Théâtre de la Ville de Paris ; un hommage à la grande pianiste Clara Haskil, et toutes les nouveautés des festivals du son de Paris et de Festival.

* Le numéro : 20 F.

● LE MONDE DES PHILATÉLISTES : les timbres et l'argent

Comme les objets d'art, les toiles de maître ou les meubles anciens, certains timbres peuvent atteindre des prix faramineux. Le 14 mars 1985, une vignette des Bermudes (1 penny rouge) a trouvé preneur pour 36 300 dollars chez Sotheby. Le Monde des philatélistes poursuit dans son numéro d'avril son enquête sur « les timbres et l'argent ».

Dans ce numéro également, des thématiques originales : Rotary et philatélie, les timbres consacrés à Roland Dorgelès, la radio et les télécommunications...

La rubrique numismatique est consacrée aux monnaies de Macédoine, et les collectionneurs de cartes postales découvriront un sujet original de recherche : les attolages de Chine.

* Le numéro, 11,50 F.

VOTRE ORDINATEUR
17 F CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

UN NUMÉRO 13 ATTIRANT !

TRECA EPEDA SIMMONS PIRELLI
Les meilleures marques

MOQUETTE
100% Pure laine
-50% de sa valeur

Grand choix de coloris
Petite et grande largeurs
Devis gratuit
Pose par spécialistes

LA MOQUETTERIE
334 rue de Valenciennes - Paris 15^e
842-42-62 et 250-41-85

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un grand maître tailleur
Pour vous permettre de juger la qualité de notre travail

COSTUMES MESURE
A partir de 1 750 F
PANTALON à partir de 250 F
3 000 classe

Lumière draperies anglaises
Fabrication traditionnelle

Boutique Femme
JUPE et TAILLEURS SUR MESURE

UNIFORMES ET HORNES MILITAIRES
Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
27, rue de la République - Paris - Opéra
Téléphone : 742-70-81
De lundi au samedi 9 h à 18 h

هكذا من الأصل